



**HAL**  
open science

## Sur les traces des Indignados

Alexandra Sagary

► **To cite this version:**

Alexandra Sagary. Sur les traces des Indignados. Architecture, aménagement de l'espace. 2017.  
dumas-01625278

**HAL Id: dumas-01625278**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01625278>**

Submitted on 15 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License



Voilà maintenant une quarantaine d'années que l'Espagne s'est libérée de la dictature franquiste pour expérimenter, pratiquer, vivre la démocratie. Madrid, capitale du pays, en plein cœur géographique de l'Espagne, joue un rôle politique central dans le bon déroulement de cette démocratie parlementaire. En 2008 une ère de crise mondiale s'installe, entraînant l'Espagne dans une situation économique sans précédent. La ville de Madrid devient alors le siège décisionnel d'une politique d'austérité, affectant et fragilisant la vie citoyenne. Travail. Salaire. Retraite. Logements. Santé. Education. Culture. Tout y passe. Il faut attendre que la crise passe. La social-démocratie, détériorée par les prises de décisions institutionnelles, reprend son souffle par un cri venant de la rue : Indignado ! Ce travail de recherche tente de révéler l'étendue de ce cri lancé en 2011 pour la première fois sur la Plaza del Sol. Moteur de La Spanish revolution, la capitale espagnole s'est indignée "à l'horizontale" au travers des espaces publics, puis a connu une ascension verticale suite à l'élection du jeune parti politique "Podemos" aux élections européennes puis municipales.

C'est sur la trace de ce laboratoire madrilène, se dessinant au travers du citoyen pluriel, du collectif, de l'activisme que s'écrit ce mémoire d'actualités accumulées.

06.2017

SUR LES TRACES DES INDIGNADOS

Alexandra SAGARY

Alexandra SAGARY

## Sur les traces des **INDIGNADOS**

mémoire

Controverses Spatiales

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Alexandra SAGARY

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Sur les traces des  
***INDIGNADOS***

*Controverses Spatiales*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*de septembre 2015 à juin 2017  
de Madrid à Nantes*

*Mémoire  
réalisé sous la direction de  
Laurent Devisme*

*Séminaire  
Controverses Spatiales*

*ENSA Nantes*

# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE</b>	9
<i>Un lundi pas comme les autres</i>	
<i>Une transition vers la démocratie ...réelle</i>	
<i>Madrid sur place ou à emporter</i>	
<b>CHAPITRE I.</b>	13
<i>A la mémoire des INDIGNÉS</i>	
<b>1. DISPARITION</b>	15
<i>Une plaque commémorative.....</i>	15
<i>La loi "Mordaza" les a muselé.....</i>	23
<i>Podemos les a "encerclés".....</i>	35
<b>2. APPARITION</b>	41
<i>Virtuelle indignation.....</i>	41
<i>En mai, c'est le mois des indignés.....</i>	49
<i>Au-delà de l'Espagne.....</i>	57
<b>CHAPITRE II</b>	
<i>Les lieux de postérité des Indignés</i>	65
<b>1. REPARTITION</b>	67
<i>Un plan collectif.....</i>	67
<i>Do It Yourself !.....</i>	75
<i>&gt; Campo de Cebada : le QG.....</i>	76
<i>&gt; Toquer à la porte de la Tabacalera.....</i>	84
<i>&gt; L'Ingouvernable.....</i>	94
<b>2. REMUNICIPALISATION</b>	103
<i>Une municipalité "à la Carmena".....</i>	103
<i>Une thérapie du changement.....</i>	111
<b>CONCLUSION</b>	116
<i>Bibliographie</i>	119
<i>Index de figures</i>	125
<i>Remerciements</i>	129

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## PRÉAMBULE

---

### UN LUNDI PAS COMME LES AUTRES

25 mai 2015. Je me souviens parfaitement de ce moment d'étonnement dans la cuisine du Chalet n°5 de la *Calle Vivero* à Villanueva de la Cañada, petite ville universitaire en périphérie de Madrid. Comme chaque jour, je retrouvais mes colocataires dans cet espace convivial de la maison. Paco, espagnol fidèle à ses habitudes, cuisinait d'une main distraite, tandis que de l'autre, il tenait son smartphone, détenteur de la 3G permettant de capturer chaque "flash info" de la journée. Soudain, une notification surgit sur l'écran. "J'y crois pas !" s'écria Paco en se tournant vers Claudia, mon autre colocataire espagnole, plongée dans son bol de nouilles. "Ils ont réussi !" ajouta-t-il. Cette information, surgissant sur la table de la cuisine, venait non seulement d'animer le dîner mais bien au-delà, 24 années de municipalité madrilène venaient de se terminer. En effet, el *Partido Popular*, parti politique libéral-conservateur, perdant les élections municipales de mai 2015, devait céder le siège de maire qu'il occupait depuis 1991 à un nouveau parti politique : ¡ *Ahora Madrid ! - Maintenant Madrid !*

Ce changement politique radical au sein de la communauté de Madrid est l'élément déclencheur de la production de ce mémoire. Les médias annoncent alors une "indignée" à la tête de la mairie de Madrid : elle se nomme Manuela Carmena. Cet événement marquant dans l'histoire politique de la capitale espagnole réinvoque un mot : indignation et un combat capital, national (puis mondial) : ¡ *democracia real ya ! - la démocratie réelle maintenant !*

Les *indignados* sont apparus le 15 mai 2011, au point zéro de la capitale espagnole, sur la place de la *Puerta del Sol - Porte du Soleil*. Mais qui sont-ils parmi les 3.000.000 d'habitants de la capitale ? Ce sont plus de 20.000 citoyens, pour la plupart les enfants des "enfants de la transition", ceux qui ont connu la fin de la dictature et les prémisses de la démocratie. En effet, l'Espagne a connu, il y a maintenant quarante deux ans, la fin de la dictature franquiste. Juan Carlos de Borbón, successeur désigné par Franco lui-même, est alors proclamé roi d'Espagne et souligne le retour à la monarchie le 22 novembre 1975, deux jours après la mort du dictateur. En 1945, son père, Juan de Borbón, en désaccord avec la dictature de "El Caudillo", publia Le Manifeste de Lausanne, adressé aux Espagnols, expliquant sa position en faveur d'une instauration de la démocratie par une monarchie constitutionnelle. C'est ce que mettra en place son fils trente ans plus tard en tant que nouveau chef d'Etat, malgré son éducation franquiste. C'est alors que commence la transition démocratique espagnole.

En 2011, la nouvelle génération réclame de nouveau une transition... une transition permettant de sortir de la crise de 2008. Ils rejettent celle pratiquée jusqu'alors par le gouvernement au travers d'une politique d'austérité. Les indignés se projettent dans

une démocratie participative. Leur arrivée "soudaine" se traduit par l'installation d'un campement. En effet, ils décident d'occuper cette place centrale de la capitale espagnole afin de co-habiter, de co-penser, de co-crée un "lieux événement" comme le nomme Michel Lussault. Cependant, en octobre 2011 le "peuple des indignés" disparaît de la *Puerta del Sol*. La question est alors de savoir où ils sont passés ? La recherche des indignés doit-elle se faire de manière horizontale, en cherchant des traces de vie citoyenne, de productions collectives au travers de la capitale ou doit-elle se faire de manière verticale, en enquêtant sur une possible institutionnalisation de l'indignation au travers de nouveaux partis politiques tel que Podemos à l'échelle nationale, ou *¡ Ahora Madrid !*, à l'échelle de la capitale ?

L'enquête sur la trace des indignés débute alors que l'année d'échange Erasmus arrive à son terme. Il était temps pour moi de rentrer en France. Mais quitter Madrid lorsque tout commence au coeur de la politique municipale m'incite à maintenir une connexion active avec la ville. Ce mémoire devient alors un mémoire "d'actualités". Il s'écrit au travers d'un processus simple : un suivi consciencieux des médias de communication : presse nationale et internationale mais aussi réseaux sociaux, car comme le dit si bien le géographe Michel Lussault, "*bien sûr, ils offrent des points de vue particuliers et orientés (c'est le propre de tout point de vue que de l'être), mais ils constituent des matières à penser et à discuter [...]*"<sup>1</sup> Cette connexion à distance a cependant ses limites. Le besoin "de voir pour croire" devient primordial dans mon enquête et se complète alors par des recherches de terrain dans la capitale espagnole. Ces "expéditions" intensives d'une à deux semaines me permettent de relever les traces "physiques" des indignés. Dans un premier temps, même ces relevés disparaissent eux-aussi. En effet, lors de ma première recherche de terrain, en octobre 2015, mon carnet d'écriture ainsi que mon appareil photo ont tous deux disparu lors d'un cambriolage de la maison où je séjournais. Tout perdre sur le terrain ne fut cependant

pas un frein à mon enquête mais me poussa dans une autre manière de "relever" les traces. C'est alors que je décide de prendre une position "d'observatrice" me permettant ensuite d'écrire les "temps forts" de mes excursions dans l'immense laboratoire urbain qu'est la capitale. De 2015 à 2017, je découvre alors Madrid sous l'angle de l'indignation pure, de l'indignation qui mute, de l'indignation qui s'institutionnalise ; une posture qui transforme la ville et que je tente de retranscrire au travers de ce mémoire.

1. citation extraite du livre de Lussault Michel, "*Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation.*" Paris. Editions du Seuil, 2017, p.127.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## CHAPITRE I

*A la mémoire des  
INDIGNÉS*



Fig. 1

*“Nous dormions, on se réveille  
La place est prise.”*

© Juan Navarro Fernández-Pacheco

### UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE

En novembre 2015, peu de temps après son élection, la nouvelle maire madrilène Manuela Carmena propose de rendre hommage au mouvement du 15-M. Pour perpétuer le souvenir de cet événement né sur la Plaza del Sol en mai 2011, elle suggère le projet d'une plaque commémorative. Cette proposition pose alors question quant à la pérennité du mouvement des indignés.

En effet, le support utilisé ne suggère-t-il pas la trace d'un événement révolu ? Cette empreinte sera-t-elle le dernier élément physique rappelant l'indignation générale de 2011 en Espagne ?

La plaque, les indignés l'ont déjà créée dès le début de l'occupation de la place. La gravure indiquait :

*“Dormíamos. Despertamos.  
Plaza Tomada.”<sup>1</sup>*

Qu'avait-elle alors comme signification lorsqu'elle fut apposée sur le sol de la place par les manifestants eux-même ? Cette première plaque indiquait un avant et un après 15-M, elle avait une double fonction. Par une première

lecture, la gravure sur marbre entérinait l'action passée de la population : dormir, c'est-à-dire accepter la politique appliquée en Espagne depuis la situation de crise de 2008. Par une seconde lecture, tel un panneau de signalisation, elle indiquait l'action impérative à suivre sur la place : prendre place. Elle ne semblait pas faire objet de mémoire, elle était implantée au coeur de la place, au coeur de l'action. Cet objet, déposé à même le sol, s'impose comme le message principal des indignés et paraît être la synthèse de toutes les pancartes de papiers, de cartons, de tissus, de bois produites et affichées sur la place. Pourtant, par son caractère non officiel, la plaque ne semble pas plus légitime que les autres pancartes lors du nettoyage de la place, fin septembre 2011. Lorsque le peuple indigné s'éloigna de Plaza del Sol, toute trace physique du campement fût effacée, éliminée, recyclée, détruite. La plaque disparut.

1.cf. Fig.1. page précédente

Plaque placée sur la Plaza del Sol de Madrid, arrachée après l'expulsion des indignés de la place.

La rendre officielle, c'est alors ce que souhaite la maire proche des indignés, en proposant une réédition de la plaque, identique à la première. Le projet est voté en novembre 2015 lors de la réunion du Conseil du district central<sup>2</sup>. ; *Ahora Madrid !*, avec le soutien du PSOE et *Ciudadanos*, propose au travers de ce projet une reconnaissance du mouvement. Manuela Carmena déclare aux journalistes :

*“No sé hasta qué punto las placas son lo más importante, pero sí es importantísimo reconocer el papel que para la regeneración democrática tuvo ese movimiento joven del 15-M.”*

*“Je ne sais pas à quel point les plaques commémoratives sont importantes, mais oui il est très important de reconnaître le rôle qu'a eu ce jeune mouvement du 15-M pour la régénération démocratique.”*<sup>3</sup>

La place du campement se transforme-t-elle en place du recueillement au travers de cette réapparition de la plaque ? La phrase très solennelle :

*“Todos somos hijos del movimiento.”*  
*“Nous sommes tous des fils du mouvement.”*

de Ignacio Perelló, porte-parole du parti politique *Ciudadanos* au conseil du District central, sonne

comme le glas du mouvement de 2011. En 2015, nous sommes la génération suivante et héritière du 15-M d'après cette déclaration. La symbolique de la seconde plaque est alors différente de la précédente. Comment interpréter ce geste politique ?

La municipalité semble offrir cette plaque comme un symbole de remerciement à la population indignée qui a fabriqué une mémoire positive et novatrice en matière de démocratie au cœur de Madrid. L'objet réédité entretient le souvenir d'un événement qui a certainement été un des facteurs majeurs de la création et de l'élection de la plateforme citoyenne ; *Ahora Madrid !* En revanche, la placer à l'endroit exact de l'événement invoque presque une sacralisation du 15-M en le rendant unique, exemplaire. L'année 2011 et les mois d'indignation ont provoqué une bifurcation marquante de la politique binaire espagnole surnommée PPSOE.<sup>4</sup>

Cette bifurcation est *“une discontinuité qui explique qu'il n'est plus possible de penser la situation au temps t+1 avec les référents de la situation au temps t, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de relations entre t et t+1, mais qu'on ne sait pas les appréhender, compte tenu de la radicale nouveauté qui s'impose.”*<sup>5</sup>

Cette définition de Michel Grossetti propose alors une autre perception de cet événement. Les politiciens du bipartisme ainsi que les *indignados* du 15-M ne seraient-ils pas les référents de la situation de crise qui a provoqué l'événement “t”, donnant naissance à la nouvelle municipalité madrilène quatre ans plus tard “t+1”? Cette hypothèse affirme que le 15-M ne peut réapparaître tel qu'il est apparu en 2011 sur Plaza del Sol. Dans le documentaire *“Dormíamos, despertamos”*<sup>6</sup>, une indignée confirme cette impossible réapparition d'un tel événement sur la Plaza del Sol :

*“Nosotros estábamos sentado en las sillas, en un círculo, jugando, hablando, riendo... todos con la nostalgia y la tristeza. Eso no vamos a lo repetir más porque Sol no se va a repetir.”*

*“Nous étions assis sur les chaises, en cercle, jouant, parlant, riant... tous avec la nostalgie et la tristesse. Ce moment, nous n'allons pas le revivre parce que Sol, ça ne se reproduira pas.”*

La plaque marquant l'événement passé de 2011 permettrait de révéler la place comme un lieu de pensées et réflexions collectives qui ont permis de faire évoluer l'histoire politique du pays. La plaque ravive chaque pensée que les madrilènes ont eu lors de ce mouvement. Elle est symbole de mémoire et doit alors s'insérer au côté de deux autres, déjà existantes sur la place centrale de la capitale. Sur l'une est inscrite :



Fig. 2  
Plaque commémorative du 2 mai 1808 placée sur la Real Casa de Correos vu depuis la Puerta del sol

© Alexandra Sagary

*“Aux héros populaires, qui le 2 mai 1808 disputèrent en ce lieu le premier combat avec les troupes de Napoléon.”*<sup>7</sup>

Elle évoque le Soulèvement du 2 mai 1808, événement marquant de l'Histoire Madrilène. Ce jour-là, *“un jour de colère”* selon l'écrivain Arturo Pérez-Reverte, le peuple se rebelle face à l'occupation de la capitale par les Français. Les habitants se soulèvent sur la Plaza del Sol en livrant bataille contre les troupes napoléoniennes. Cette plaque commémorative fait honneur au peuple madrilène qui s'est battu pour sa ville et évoque alors le début de la guerre d'Indépendance espagnole (1808-1814). Sur l'autre, on peut lire :

*“À tous ceux qui ont su remplir leur devoir en secourant les victimes des attentats du 11 mars 2004 et à tous les citoyens anonymes qui les ont aidé. Que le souvenir des victimes et le comportement exemplaire du peuple de Madrid demeurent toujours.”*

2. Junta de distrito centro - Conseil du district central.

Notons que Madrid est divisée en 21 districts, chacun est gouverné par un Conseil de District. Cet organisme du gouvernement municipal se charge du gouvernement local de chaque district. Les mesures prises par le Conseil du district central peuvent donc concerner la Plaza del sol, localisée dans ce district.

3. Déclaration de Manuela Carmena dans l'article de Gil Andrés, *“Dormíamos, despertamos: la inscripción del 15M que se perderá el quinto aniversario de la acampada”*, Eldiarios.es, le 4 mai 2016.

4. Contraction de PSOE (*Partido Socialista Obrero Español*) et PP (*Partido Popular*) critiquant le bipartisme.

5. Définition de Michel Grossetti reprise par Lussault Michel, *L'avenement du monde: essai sur l'habitation humaine de la terre*, Paris. Editions du Seuil, 2013, citation extraite p.11

6. Twiggy Hirota, Alfonso Domingo, Andrés Linares, Daniel Quiñones, *“Dormíamos, Despertamos”*, documentaire, 2016.

7. Traduction de la plaque commémorative cf. Fig.2 ci-après.

Cette plaque commémorative rend hommage aux victimes des attentats du 11 mars 2004, le 11-M comme l'évoquent les espagnols. Ce jour-là, en plein cœur de Madrid, des trains de banlieue se dirigeant vers la gare d'Atocha, les *cercanías*, explosèrent suite à la pose de dix bombes. 191 personnes décédèrent, 1900 personnes ont été blessées. Ce drame bouleversa l'Espagne tout entière. Le gouvernement accusa dans un premier temps l'ETA, organisation armée basque indépendantiste qui multiplie durant cette période les attentats à la voiture piégée en Espagne. Pourtant c'est un autre ennemi de l'Etat hispanique qui frappa ce jour-là : le terrorisme islamiste.

Ces deux plaques commémoratives sont lourdes de sens parce que chacune d'elle évoque le sacrifice de vie et la mort afin de conserver la liberté existante en Espagne. C'est la raison première que mentionne le *Partido Popular* lorsqu'il décide de s'opposer au projet du conseil municipal de Madrid. Il mentionne et rappelle l'existence de ces deux symboles, suggérant ainsi que le 15-M n'a pas sa place au côté de ces événements historiques et dramatiques de la capitale. Le parti ajoute un autre argument : reconnaître le 15-M, c'est mettre de côté toutes les autres manifestations qui ont eu lieu sur la *Plaza del Sol*. Cette contestation du parti de droite

fait polémique. Alors que Manuela Carmena souhaite inaugurer la plaque du 15-M en mai 2016, lors de l'anniversaire du mouvement, Esperanza Aguirre, porte-parole du PP, déclare un mois plus tôt, lors d'une séance plénière du Conseil Municipal que la *Puerta del Sol* est "privatisée" par les indignés.

*"El 15-M, lo que fue, es que unos pocos se apropiaron del espacio público. Los que están tan contra de las privatizaciones privatizaron la Puerta del Sol y utilizaron el espacio público."*

*"Le 15-M a été l'appropriation de l'espace public par une poignée de gens. Ceux qui se présentent contre la privatisation de l'espace public privatisèrent la Puerta del Sol et utilisèrent l'espace public."*<sup>9</sup>

Cette déclaration semble minimiser le rassemblement de centaines de milliers de manifestants qui ont transformé la place en ce que David Harvey, géographe, appelle "*commun urbain*" afin "*d'exprimer leurs idées politiques et présenter leurs revendications. La rue est un espace public qui, à travers l'histoire, a souvent été transformé par l'action sociale en commun d'un mouvement révolutionnaire, en même temps qu'en lieu de répression sanglante.*"<sup>10</sup> L'histoire madrilène, au travers des deux plaques déjà présentes montre que la lutte pour l'indépendance et la liberté d'expression peut être meurtrière. Selon le *PP*, on comprend alors que cette troisième plaque n'est pas commémorative car les indignés ne sont pas morts pour

la démocratie, ils ne sont pas morts pour la liberté, ils sont vivants. Apposer cette plaque ne rend pas hommage mais semble rendre propriétaire chacun des citoyens indignés s'étant présenté sur la *Plaza del Sol*. Cette plaque est-elle légitime ? Comme le souligne le géographe, il faut rappeler que "*(les rues de nos villes, par exemple) sont en principe ouvertes à tous, alors qu'elles sont en réalité réglementées, contrôlées et même administrées dans certains cas par des organismes privés*" et la *Plaza del Sol* en est un parfait exemple. En effet, dans les années 2000, le maire de Madrid, Alberto Ruiz-Gallardón, ainsi que la Présidente de région, Esperanza Aguirre, issus du *Partido Popular*, décident, afin de financer le renouvellement urbain de *Plaza del Sol*, de traiter avec des partenaires privés. Cette décision transforma alors la nomination de l'arrêt de métro le plus central de Madrid. *Sol* est renommé "*Samsung Sol*" en 2011, puis "*Vodafone Sol*" en 2013. D'après Nacima Baron, lorsque les indignados "*s'installent le 15 mai au centre de cette place emblématique, ils dénoncent ouvertement la classe politique, l'injustice et les inégalités qu'elle produit.*"<sup>11</sup> La plaque tend peut-être à rééquilibrer cette appropriation prédominante des investisseurs privés, en rappelant que les citoyens aussi, à leur manière, investissent la place.

La mise en avant du 15-M, par ce symbole écrit, inaugure les prémices d'un projet bien plus vaste et conséquent de la municipalité. La plaque "*Dormíamos, despertamos*" n'est que la première pierre que souhaite poser et proposer Manuela Carmena et son équipe. En effet, depuis son élection elle a remis au devant de la scène la *ley de Memoria Historica*, promulguée en 2007 par le socialiste José Luis Zapatero. Selon l'article 15 de cette loi :

SYMBOLES  
ET  
MONUMENTS PUBLICS<sup>12</sup>

"1. Les Administrations publiques, dans l'exercice de leurs compétences, prendront les mesures opportunes pour retirer les boucliers, insignes, plaques et autres objets ou mentions commémoratives d'exaltation, personnelle ou collective, du soulèvement militaire, de la Guerre Civile et de la répression de la Dictature. Entre ses mesures, pourront être retirées les subventions et aides publiques."

"2. Ce qui est prévu dans le paragraphe antérieur ne sera pas mis en application lorsque les mentions seront strictement de l'ordre de souvenir personnel [...] ou lorsque seront réunis des raisons artistiques, architectoniques ou art religieux protégés par la loi."

"3. Le Gouvernement collaborera avec les Communautés Autonomes et les Entités Locales dans l'élaboration d'un catalogue des vestiges concernant la Guerre Civile et la Dictature [...]"

9. Déclaration retranscrite via la vidéo du PP Ayuntamiento de Madrid, "Aguirre se planta: ¿Qué iniciativa de Carmena ha mejorado en algo la vida de los madrileños?", 26 avril 2016, 11 min.

<https://www.youtube.com/watch?list=PLZGAPClzWEGZCesADO9zWoe2c1ngfeyK&v=8TuotEZlCk4>

10. Harvey David, *Villes Rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*. Paris. Editions Buchet.Chastel, 2015, citation extraite p.143-144 puis p.141

11. citation extraite de l'article de Baron Nacima, "Puerta del Sol versus les indignés. Une lecture de la crise espagnole au prisme de l'espace public", *Urbanités*, novembre 2013, Crises en ville - Villes en crise, n°2

12. Extrait de la loi *Memoria Historica* du 26 décembre 2007 relevé sur le Boletín Oficial del Estado (traduction A.S) <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-22296>

; *Ahora Madrid !* se missionne, en application à la loi, de décharger la capitale espagnole de son passé franquiste, une promesse faite dans son programme avant son arrivée à la municipalité en juin 2015. Ce “nettoyage” est en effet resté inachevé depuis 1975. Bien que de nombreux symboles de la guerre civile ont déjà été retirés, la carte élaborée par le journal *El Mundo*<sup>13</sup> dénombre 148 rues, 11 avenues, 20 places, 3 monuments, 2 instituts, 2 collèges, 2 parcs et jardins encore marqués par la guerre civile à cause de leurs écriteaux.

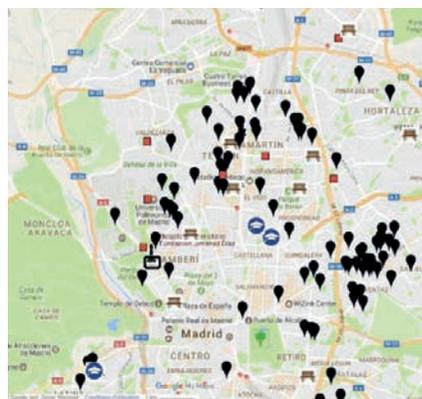


Fig. 3  
Toponymie franquiste dans les rues de Madrid

© El Mundo

Une longue “liste noire [...] hétéroclite” selon le journal *Libération* car y sont nommés des personnalités de tout horizon ayant rejoint l'idéologie de cette dictature espagnole : Généraux, diplomates, journalistes, artistes peintres, romanciers...

Ce travail de localisation est établi, à la demande de la mairie, par un groupe d'experts et d'historiens de l'université *Complutense* de Madrid. Mais le *PP*, précédemment à la tête de la municipalité de Madrid, désapprouve cette liste et accuse la Mairie d'un esprit de “revanche” selon la journaliste de *Le Monde*, Sandrine Morel<sup>14</sup> et s'oppose à la rebaptisation plurielle de Madrid. Il faut alors rappeler que la maire Manuela Carmena a en effet été une membre active du Parti Communiste Espagnol (*PCE*) dans les années 1960-1970, figure de lutte du franquisme. L'implication passée de la maire, dont nous dresserons le portrait avec plus de précisions dans la seconde partie de ce mémoire, paraît être un facteur révélateur de cette volonté de changement de lecture “du passé” des rues madrilènes. Mauricio Valiente, conseiller à la mairie de Madrid, déclare le 28 avril 2017 :

*“Una ciudad limpia, una ciudad honorable, una ciudad justa es una ciudad que reconoce a las víctimas de las agresiones a los derechos humanos en su pasado. Creo que a partir de ahora vamos a tener una ciudad en la que vamos a estar mucho más orgullosos, vamos a pasear por calles que no van a tener ninguna referencia al franquismo y que van a estar plagadas de personas que lucharon por la democracia y por la libertad.”*

*“Une ville propre, une ville honorable, une ville juste est une ville qui reconnaît les victimes des agressions aux droits de l'Homme passées. Je crois qu'à partir de maintenant, nous allons avoir une ville dans laquelle nous serons vraiment fiers, dans laquelle nous passerons dans les rues qui n'auront plus aucune référence au franquisme et qui seront plaquées des noms de personnes qui ont lutté pour la démocratie et pour la liberté.”*<sup>15</sup>

Ce baptême de rues “de la démocratie et de la liberté”, évoqué il y a déjà 10 ans par la loi de Mémoire Historique aurait pu être impulsé par l'inauguration de la plaque commémorative des indignés lors du cinquième anniversaire en mai 2016. La capitale espagnole s'est lancée dans une mission “exemple” puisqu'elle est pour l'instant la seule ville hispanique à tenter d'appliquer cette loi. Mais cette commémoration n'a pas eu lieu, la plaque n'est pas arrivée à temps, pour des questions de gestion administrative selon le journal *El diario*. Aujourd'hui, la plaque commémorative reste imaginaire pour ceux qui ne l'ont jamais vue, tandis que les créateurs du mouvement, s'attardant sur la place, tentent de s'en souvenir à chaque printemps. Les indignés n'ont toujours pas “officialisé” leur trace. Le souvenir de ce mouvement reste quelque chose de fragile même si la nouvelle municipalité s'efforce d'écrire Madrid d'une autre manière, la ville a besoin de temps, afin de rompre (définitivement) avec son passé. Le trône de la démocratie participative ne semble plus pouvoir être *Plaza del Sol* pour plusieurs raisons : qu'elles soient d'ordre juridique avec loi de protection de la sécurité citoyenne ou tout simplement pour des questions d'évolution et de développement du mouvement. Mais alors où sont donc passé les indignés et leurs idées ?

13. Cartographie visible dans l'article de Pérez Eduardo & Serna Carmen, “*Mapa de las calles franquistas de Madrid*”, *El Mundo*, 10 février 2016.

14. Morel Sandrine, “*Les fantômes de Franco hantent encore Madrid*”, *Le Monde*, 17 mars 2016.

15. Déclaration retranscrite via la vidéo de *Ahora Madrid*, “*El Ayuntamiento de Madrid cambia 52 calles en aplicación de la Ley de Memoria Histórica*”, 28 avril 2017, 2 min.



Fig. 4  
Manifestation contre la ley Mordaza - la loi Bâillon  
30 juin 2015 à Madrid  
© Álvaro Minguito-Disopress

## LA LOI "MORDAZA" LES A MUSELÉ

En avril 2017, le journal El País révèle une cascade fracassante des manifestations espagnoles entre 2010 et 2016. Les chiffres du Ministère de l'Intérieur révèlent en effet qu'en 2013, 5120 manifestations furent déclarées dans la Province de Madrid contre 3298 en 2016 soit une baisse de 36% si l'on se réfère au graphique ci-dessous.



Fig. 5  
Manifestions de 2010 à 2016 dans la Province de Madrid  
© El País

L'article éditorialise l'analyse de Kerman Calvo disant que :

*"La gente se cansa de protestar y siempre, después de un ciclo de movilización, llega un valle de desmovilización. Protestar es algo costoso."*

*"Les personnes sont fatiguées de manifester et chaque fois, après un cycle de manifestations arrive une vallée de démobilité. Protester est quelque chose qui coûte cher."*<sup>1</sup>

Ce sociologue ne croit pas si bien dire. En effet, cet article paraît entrer en résonance avec la loi de sécurité citoyenne, entrée en vigueur le

1<sup>er</sup> juillet 2015 qui, par son article 39, révèle le côté "économique" des manifestations.

Cette loi a-t-elle justement été écrite afin de diminuer ces taux de manifestations espagnoles ?

Pour comprendre le contexte dans lequel (ré)apparaît cette loi, il faut revenir en 2013, année de son élaboration. La manifestation espagnole est à son apogée avec plus de 50.000 recensements de protestation dans le pays<sup>2</sup>, chiffre comptant notamment les marées citoyennes colorées : blanche, verte, bleue... chacune défend son corps de métier afin de dénoncer les coupes budgétaires et la privatisation des services publics tels que l'enseignement ou la santé.

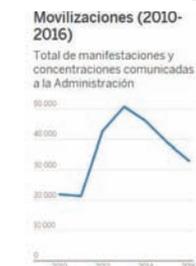


Fig. 6  
Manifestions de 2010 à 2016 en Espagne  
© El País

L'Espagne est dans une interminable impasse économique, avec 26% de taux de chômage, malgré les nombreuses restrictions que

1 et 2. Graphiques et citation extraits de l'article d'Abad Liñan José Manuel, "Los españoles que más protestan y los que menos", El país, 17 avril 2017.

proposent le gouvernement au travers d'une politique d'austérité. Cette contestation générale alors à son extrême durant la difficile période 2011-2013, serait-elle devenue incontrôlable ? C'est ce que laisse penser l'ébauche du projet de loi de novembre 2013 concernant l'actualisation de la loi de sécurité citoyenne appelée "*Ley Corcuera*" datant de 1992. Dans l'introduction de ladite loi <sup>3</sup> (présentée ci-dessous), les conditions générales évoquent la nécessaire actualisation des textes face à une période de changement :

La loi propose une gestion de la sécurité au travers d'une alliance liberté-sécurité, une antinomie qui promet un équilibre difficile à mettre en place dans ce binôme. Malgré ces conditions complexes, la loi est votée par le Congrès le 12 mars 2015 pour être mise en application quatre mois plus tard. Cette décision est une victoire pour le "gouvernement Rajoy", initiateur de cette retouche ; du "*taillé sur mesure*" selon la journaliste Cristal Huerdo Moreno<sup>4</sup> qui dresse le portrait d'un pays

LOI DE PROTECTION  
DE LA SÉCURITÉ CITOYENNE <sup>3</sup>

*"La sécurité citoyenne est la garantie que les droits et libertés reconnus et protégés par les constitutions démocratiques peuvent être exercés librement par la population et non seulement de simples déclarations formelles dépourvues d'efficacité juridique. En ce sens, la sécurité citoyenne se configure comme un des éléments essentiels de l'Etat de Droit."*

*"Sans aucun doute, plusieurs facteurs conseillent de procéder à son remplacement par un nouveau texte. La perspective que le cours du temps offre des vertus et des lacunes des normes juridiques, les changements sociaux opérés dans notre pays, les nouvelles formes de mettre en danger la sécurité et la tranquillité citoyennes, les nouveaux contenus que les demandes sociales incluent dans ce concept, l'impérieuse nécessité d'actualisation du régime de sanction, ou la convenance d'incorporer la jurisprudence constitutionnelle en cette matière justifient largement un changement législatif. Liberté et sécurité constituent un binôme clé pour le bon fonctionnement d'une société démocratique avancée, la sécurité continue d'être un instrument au service de la garantie des droits et libertés et non une fin en soi."*

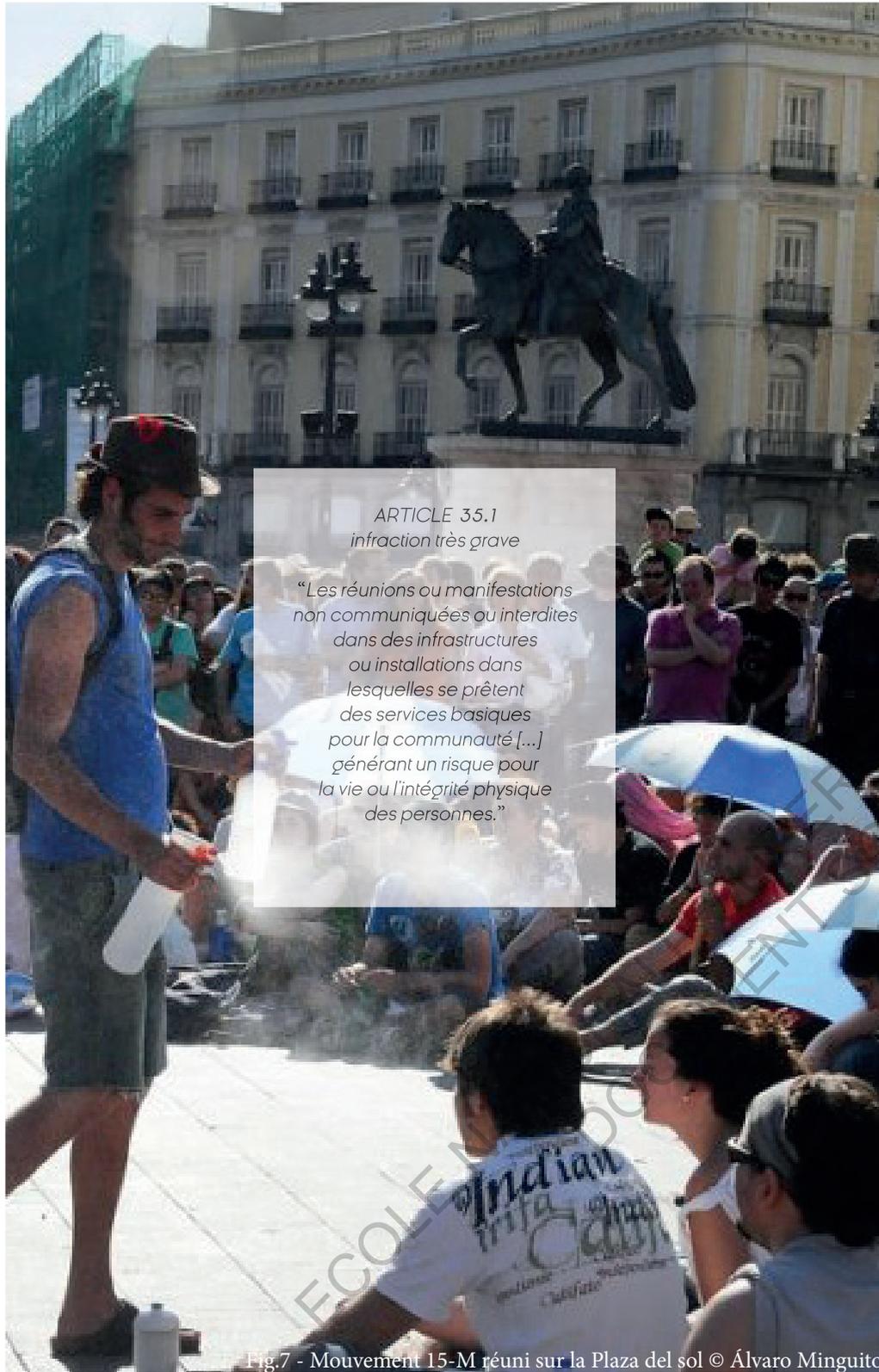
3. Extrait de la *Ley Orgánica 4/2015, de 30 de marzo, de protección de la seguridad ciudadana* relevé sur le Boletín Oficial del Estado (traduction A.S) [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442)

4. citations extraites de l'article de Huerdo Moreno Cristal, "*L'Espagne, laboratoire de la répression*", La Revue nouvelle, 2015, n°3.

"laboratoire de la répression" dirigé par des "*snipers conservateurs*". Ces conservateurs dont parle l'auteur sont issus du Parti Populaire, avec à sa tête Mariano Rajoy, premier ministre espagnol depuis 2011 et ayant renouvelé son mandat pour quatre ans à la présidence du gouvernement en octobre 2016, suite aux résultats des élections législatives de juin 2016. Cette position dominante du PP permet au parti de faire voter une loi "anti-démocratique" selon les opposants politiques. "*82% des Espagnols demandaient la modification ou le retrait pur et simple du projet*" souligne encore la journaliste. Une telle opposition nous force à regarder de plus près les nouveautés de la loi pour comprendre pourquoi autant de citoyens se sentent concernés et attaqués dans leur droit à manifester. Pour cela, il faut s'attarder sur la section 2a concernant les infractions et les sanctions. Pour se prêter à cet exercice de lecture, j'ai choisi de mettre en parallèle certaines citations des infractions avec le travail photographique d'Álvaro Minguito <sup>5</sup>, artiste dont j'ai pu découvrir le travail de dénonciation de ladite loi au travers d'une exposition au Centro Centro, centre culturel de Madrid, en février 2016. Ainsi, on peut voir que les différents comportements des manifestants observés par le photographe lors du mouvement 15M sont directement cités dans les textes de loi <sup>6</sup>.

5. Reportage photographique (ci-après) à retrouver sur le site du photographe Álvaro Minguito. <http://www.Álvarominguito.net/>

6. Extrait de la *Ley Orgánica 4/2015, de 30 de marzo, de protección de la seguridad ciudadana* relevé sur le Boletín Oficial del Estado (traduction A.S) [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442)



ARTICLE 35.1  
infraction très grave

“Les réunions ou manifestations non communiquées ou interdites dans des infrastructures ou installations dans lesquelles se prêtent des services basiques pour la communauté [...] générant un risque pour la vie ou l'intégrité physique des personnes.”

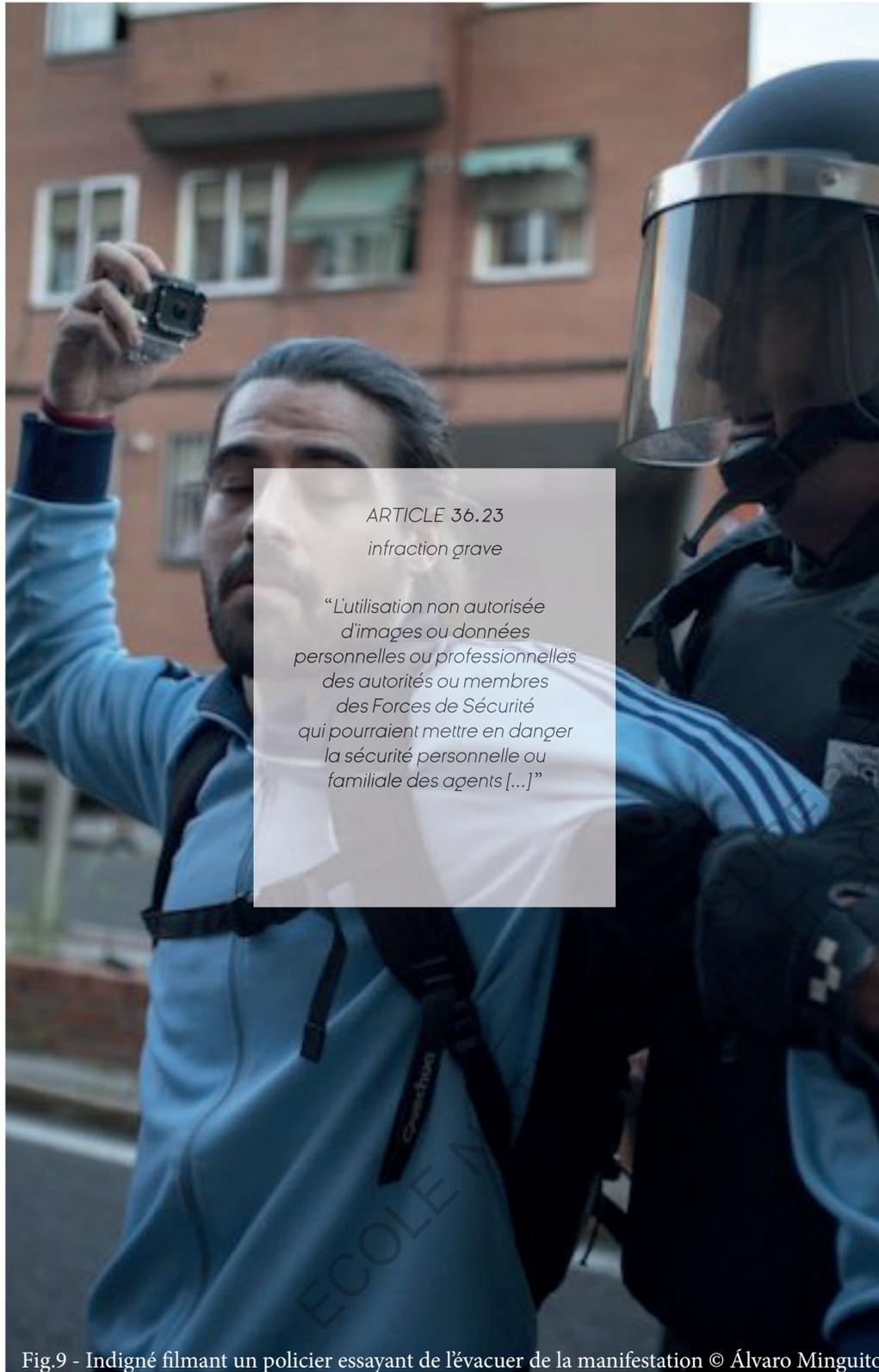
Fig.7 - Mouvement 15-M réuni sur la Plaza del sol © Álvaro Minguito



ARTICLE 36.3  
infraction grave

“Provoquer des désordres sur les voies, espaces ou établissements publics, ou bloquer la voie publique avec du mobilier urbain, des véhicules, des conteneurs ou autres objets, lorsque dans bien des cas cela occasionne une grave altération de la sécurité citoyenne.”

Fig.8 - Tentes d'indignés installées sur la Plaza del Sol © Álvaro Minguito



ARTICLE 36.23  
infraction grave

“L'utilisation non autorisée  
d'images ou données  
personnelles ou professionnelles  
des autorités ou membres  
des Forces de Sécurité  
qui pourraient mettre en danger  
la sécurité personnelle ou  
familiale des agents [...]”

Fig.9 - Indigné filmant un policier essayant de l'évacuer de la manifestation © Álvaro Minguito



ARTICLE 37.14  
infraction légère

“L'escalade de  
bâtiments  
ou monuments  
sans autorisation  
lorsqu'il existe  
un risque certain que cela  
entraîne des dommages  
aux personnes  
et aux biens.”

IL NO  
PARA TANTO  
CHORIZO

CON BANKIA  
HEMOS  
TOPADO

Fig.10 - Deux Indignés grim pant sur un lampadaire de la Plaza del Sol © Álvaro Minguito

Trois niveaux d'infractions permettent de mesurer l'échelle des sanctions à mettre en place. Ainsi pour les infractions très graves, l'amende s'élève de 30.000 à 600.000 euros, pour les infractions graves, de 601 à 30.000 euros et enfin pour les infractions légères, de 100 à 600 euros. Deux journalistes espagnols, Nacho Valverde et Esteve Boix, décident d'élaborer du 1er juillet au 15 septembre 2015 "La Mapa de la Ley Mordaza" - "Carte de la Loi Bâillon"<sup>7</sup> afin de comprendre dans quelle mesure cette loi est invoquée par les forces de l'Ordre et évaluer l'impact économique de ces amendes sur les manifestants.



Fig. 11

Carte des amendes appliquées à la Ley Mordaza en Espagne

© Nacho Valverde et Esteve Boix

Selon les 16 amendes collectées par les journalistes, on peut alors ajouter à la liste des interdictions "monter sur une grue afin d'accrocher une pancarte sur laquelle est écrit la manifestation est un droit"<sup>8</sup>,

"participer en tant que leader à une manifestation ou campement contre la loi bâillon", "insulter la police sur les réseaux sociaux", "tenter de protester contre l'arrestation de manifestants par la police", "protester au nom de la PAH<sup>9</sup> contre l'expulsion de deux familles en occupant la rue". L'addition de ces accusations oscillent entre 37.000 euros et 409.800 euros selon le barème mis en place par la loi de sécurité citoyenne. La journaliste Cristal Huerdo Moreno conclut son article<sup>10</sup> sur une note salée : "les délits [...] échapperont au droit pénal pour entrer dans le domaine du droit administratif [...] dans ce système, il est impossible d'introduire un recours en appel avant de s'être acquitté de l'amende administrative décidée en première instance. En outre, l'introduction du recours sera soumise au paiement d'une taxe, laquelle ne lui sera en aucun cas remboursée, quand bien même gagnerait-il son recours. Il faudra dorénavant être riche, voire très riche, pour défendre ses droits dans la rue." La présomption d'innocence du citoyen manifestant ne semble plus exister au travers de cette loi.

A la question "comment, face à cela, des pouvoirs institués et légitimes réagissent et tentent de régler cette dynamique d'affirmation et de reconnaissance ?"<sup>11</sup> que se

pose Michel Lussault en évoquant notamment le "courant fondateur 15M", la réponse semble être "loi de sécurité citoyenne". Force est de constater que les libertés de manifestation et la démocratie directe souhaitée par les citoyens indignés sont amoindries. Mais cela entraîne-t-il l'extinction d'un mouvement tel que le 15M ? C'est sans compter sur l'imaginaire collectif cultivé depuis la création du campement sur la Plaza del Sol. En effet, depuis 2011, les citoyens madrilènes entretiennent une correspondance avec le gouvernement pour manifester son mécontentement via l'espace public alors transformé en "lieu-événement" selon l'auteur-géographe, construisant ainsi une "plateforme de médiatisation". Suite au projet de la loi "Mordaza", la plateforme "No somos delitos"- "Nous ne sommes pas des délits" se crée immédiatement afin de "manifester" autrement son mécontentement. Qui sont-ils ?

"Somos vecinos y vecinas. Somos ciudadanos que sueñan con una sociedad más solidaria, empática, consciente, activa y fuerte. Somos un grupo de personas unidas en contra de la reforma del Código Penal, la Ley de Seguridad Ciudadana y la Ley de Seguridad Privada."

"Nous sommes des voisins et voisines. Nous sommes des citoyens qui rêvent d'une société plus solidaire, empathique, consciente, active, forte. Nous sommes un groupe de personnes unies contre la réforme du Code Pénal, la loi de Sécurité Citoyenne et la loi de Sécurité Privée."<sup>12</sup>

Pour dénoncer la loi de Sécurité Citoyenne, "No somos delitos" propose de "théâtraliser" la situation au travers d'une manifestation holographique, une performance artistique qui projette l'art de la manifestation dans une autre dimension. Une heure durant, des manifestants hologrammes projetés en trois dimensions défilent devant le Congrès des députés, lieu précisément choisi afin de détourner la circulaire interdisant quiconque de s'approcher à moins de 300m des lieux de travail et habitations des élus du Parti Populaire Espagnol.

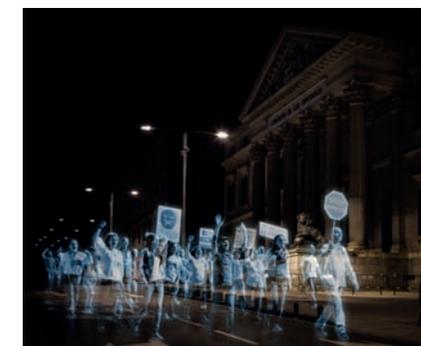


Fig. 12

A Madrid, des hologrammes défilent pour le droit de manifester

© Le Parisien

Cette projection du 15 avril 2015, propose à la nuit tombée un défilé fantomatique presque effrayant. Cette mise en scène semble être une "science fiction" de la manifestation, désintégrant les manifestants pour les transformer en une foule de lumière. Ensuite, apparaît sur la Plaza de las Cortes une femme hologramme<sup>13</sup> récitant une tirade ininterrompable et non amendable,

7. cf. Fig.11. Carte des amendes appliquées à la Ley Mordaza en Espagne

8. Liste des raisons pour lesquelles la Ley Mordaza est appliquée à retrouver sur <http://ctxt.es/es/20150715/politica/1827/>

9. PAH : créée en 2009, cette plateforme citoyenne soutient les personnes éprouvant des difficultés à payer leur emprunt hypothécaire et donc menacées d'expulsion. La plateforme est connue pour intervenir en occupant les lieux ou la rue devant la maison ou le portail de l'appartement de la famille devant être expulsée afin que les forces de l'Ordre ne puissent intervenir.

10. citations extraites de l'article de Huerdo Moreno Cristal, "L'Espagne, laboratoire de la répression", La Revue nouvelle, 2015, n°3

11. Question de Lussault Michel, "Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation." Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.148

12. Présentation de leurs actions à retrouver sur le site internet <http://nosomosdelito.net/page/2014/04/15/quienes-somos>

13. Vidéo du monologue à retrouver sur Youtube :

No somos delito, "Manifiesto No Somos Delito", 14 avril 2015, 1min36

<https://www.youtube.com/watch?v=kgD4Qi2eEUA>

revendiquant que la manifestation est un droit, qui physiquement ou non, peut être revendiqué par les citoyens :

*“Siempre encontraremos el modo de salir a la calle y expresarnos, siempre. Puede que hoy nuestros cuerpos no son aquí físicamente pero nuestros derechos y libertades, si.”*

*“Nous trouverons toujours un moyen de sortir dans la rue et de nous exprimer, toujours. Il se peut qu'aujourd'hui nos corps ne sont pas là physiquement mais nos droits et libertés, si.”*

Cette loi de sécurité citoyenne pousserait-elle les indignés espagnols dans leur retranchement virtuel ? La pensée politique peut-elle être reconnue virtuellement ?

En France, le candidat à la présidentielle 2017, Jean-Luc Mélenchon, défendant le programme de “la France insoumise”, parti d’extrême gauche, a également expérimenté l’holographie politique. Grâce à la technique d’Adrénaline Studio, il s’est dédoublé afin de prononcer son discours politique à Lyon et Paris, des villes séparées par des centaines de kilomètres. L’efficacité “surnaturelle” de l’hologramme permettant la diffusion rapide d’une pensée ne serait-elle pas une nouvelle arme efficace pour manifester et parer la loi “Mordaza” ? La technologie digne des studios de cinéma permet de fabriquer un manifestant ubiquitaire certes, mais sans vie. La

communication est spectaculaire mais l’art holographique reste éphémère. Il n’existe aucune possibilité d’interaction réelle entre les manifestants car l’hologramme n’a pas la capacité d’interagir de manière instantanée physiquement et spatialement, ce n’est qu’un filtre capable de traverser des frontières mais incapable d’éprouver et expérimenter une manifestation. A priori, le manifestant, ses droits, ses libertés ne peuvent faire qu’un pour garder une vitalité dans la manifestation. La théâtralité de la plateforme “No somos delitos” prend alors une autre forme durant un deuxième acte de manifestation. Les “vrais” indignés reviennent dans la rue mais avec un nouvel accessoire permettant de les reconnaître : le bâillon<sup>14</sup>. Cet accessoire “provocant” dénonce la posture de soumission des citoyens face à un gouvernement dominant qui demande le silence à la population. Ce symbole a franchi les portes du congrès pour arriver jusque sur la bouche de certains députés.



Fig. 13  
Les Députés de Podemos à Madrid  
© Libertad Digital

Ce mimétisme de la rue jusqu’au pouvoir est surprenante. La chambre des députés est un lieu institutionnel, renfermant des politiciens “professionnels”. Qui sont ces députés qui utilisent le même langage que les manifestants espagnols ? Ils sont issus de *Unidos Podemos*<sup>14</sup> et occupent 67 sièges au Congrès des députés de Madrid. Leur demande est simple, ils souhaitent abroger la loi et vont jusqu’à questionner sa légalité à l’échelle internationale en la dénonçant devant le Conseil Européen.

Les manifestants auraient-ils donc des porte-parole au sein même du gouvernement ? Les manifestants, après tant d’années à lutter pour leurs droits les plus basiques (travail, santé, éducation) peuvent-ils enfin passer le relais à des députés de ce nouveau parti politique afin de répandre l’indignation au coeur même du gouvernement ?



Fig.14

13. cf. Fig.14. page suivante - Jeune fille bâillonnée et ligotée lors d’une manifestation contre la ley Mordaza © Álvaro Minguito

14. *Unidos Podemos* est une coalition électorale espagnole fondée en mai 2016.



courant mai 2011



31 janvier 2015

Fig. 15

Comparaison de la *Puerta del Sol* occupée entre 2011 et 2015  
 © Olmo Calvo (2011) & Pedro Armestre (2015)

## PODEMOS LES A “ENCERCLÉS”

**P**odemos. ¡ Si se puede !  
 “Nous pouvons. Oui nous pouvons!”

C’est ainsi que s’adresse le nouveau Parti Politique *Podemos* aux espagnols. Ce “nous” est l’un des piliers fondateurs du Parti qui veut mettre en avant le “faire ensemble”, un concept venant des “*indignados*”. Cet “*héritage revendiqué*” selon la sociologue Héloïse Nez, se symbolise en particulier le 31 janvier 2015. En effet, ce jour-là, la *Puerta del Sol* s’apparente à mai 2011 : des dizaines de milliers de citoyens rassemblés, des pancartes dénonçant le gouvernement, des signes de mains pour communiquer...

*Indignados* ou *Podemos* ? La posture paraît difficile à cerner et à différencier. Cette manifestation “pour le changement” reprend la mise en scène du 15-M, du moins en ce qui concerne le cadre : la *Puerta del Sol*<sup>1</sup>. Mais les “*indignados*” sont-ils toujours là ? Auraient-ils su résister à la verticalisation de l’indignation ? Ce nouveau parti qui dit “nous” peut-il installer une indignation durable et une relation constante entre la politique des assemblées citoyennes et la politique institutionnelle ?

Pablo Iglesias, secrétaire général du Parti, leader incontestable et (presque) incontesté jusqu’à aujourd’hui se donne pour mission de “transformer l’indignation en changement politique” et présente *Podemos* comme un “instrument” afin de redonner le pouvoir aux citoyens. Pour cela plusieurs outils sont proposés ; le premier d’entre eux est le cercle, *Podemos* le définit ainsi :

“*Los Círculos son agrupaciones voluntarias y abiertas de personas que convergen a partir de su interés por el cambio, y que se sustentan en la democracia y en la participación. Existen dos tipos de Círculos: los territoriales, que pertenecen a un territorio determinado, y los sectoriales, que trabajan en un área programática o categoría profesional [...] No hace falta estar inscrito o ser miembro de Podemos.*”

“*Les Cercles sont des groupes volontaires et ouverts de personnes qui convergent à partir de leur intérêt pour le changement, et qui vivent dans la démocratie et la participation. Deux types de Cercles existent: les territoriaux, qui appartiennent à un territoire déterminé, et les sectoriels, qui travaillent dans une aire programmatique ou une catégorie professionnelle [...] Pas besoin d’être inscrit ou d’être membre de Podemos*”<sup>2</sup>

1. cf. cf. Fig.15. page précédente

2. définition des “*Círculos*” à retrouver sur le site officiel du parti politique [<http://podemos.info/circuitos/>]

Le cercle semble imiter trait pour trait une assemblée digne de la Plaza del Sol. Mais fonctionne-t-il réellement de la même manière ?

La sociologue Héloïse Nez met en avant cette théorie d'évolution "des assemblées aux cercles"<sup>3</sup> au travers de son enquête ethnographique effectuée à Madrid. Tout d'abord, l'une des premières comparaisons possibles est l'organisation spatiale des assemblées des Indignés "généralement organisées en cercle ou arc de cercle" selon la taille du groupe participant. Podemos s'est emparé de cette forme pour en faire le mot "concept" de leurs "assemblées" du parti. De plus, les cercles, dans le langage gestuel des indignés, permettent d'exprimer un doute ou un désaccord lorsqu'ils sont dessinés devant le visage. Là-encore, Podemos semble vouloir communiquer de la même manière, car c'est sous cette apparence "logotypée" qu'apparaît officiellement en mars 2014 le nouveau parti politique : des cercles multiples et violets<sup>4</sup>.



Fig. 16  
Logo du parti politique Podemos  
© Sarah Bienzobas

Au-delà des symboliques calquées au sein du Parti Politique, les cercles remplacent-ils les assemblées ?

Pour comprendre le processus de développement des "assemblées vers les cercles", il faut préciser la situation de celles-ci après mai 2011. En effet, en s'éloignant du point zéro : Sol, les assemblées se sont dispersées dans les différents quartiers madrilènes provoquant une dualité dans le travail et dans le temps. Les APM (Assemblées Populaire de Madrid) travaillant la semaine doivent présenter leur avancement lors de l'AG (Assemblée Générale) organisée le dimanche à *Puerta del Sol*. L'auteure Héloïse Nez observe "qu'un fossé s'est ainsi installé entre les Indignés qui se rendent disponibles pour «travailler» régulièrement dans les groupes et ceux dont la participation se limite à l'Assemblée Générale"<sup>3</sup>. La difficulté de trouver un équilibre entre les Indignés permanents et les Indignés ponctuels crée un écart. L'usure et la routine semblent attaquer la posture d'indignation des premiers jours et la définition essentielle de l'assemblée, c'est-à-dire "une forme d'organisation horizontale, inclusive, qui permet à tout le monde de s'exprimer et où les décisions sont prises par consensus"<sup>4</sup> semble s'estomper peu à peu. L'auteure observe une "professionnalisation" des Indignés travaillant dans les APM et "cette spécialisation du mouvement des indignés et la diminution de ses effectifs [...]"

fait que l'espace public que nous avons redécouvert est à nouveau remplacé par un empilement d'espaces privés."<sup>5</sup> L'apparition de ces différentes échelles de travail crée une rupture entre l'Assemblée Générale et son réseau d'APM qui ont tendance à s'ancrer dans des lieux "illégaux" qui présentent une accessibilité bien différente que celle d'une place publique. Nous aurons l'occasion de revenir sur la trace de ces lieux madrilènes dans le second chapitre. Du moins il faut noter dès à présent que ces lieux fermés transforment la vision des assemblées, beaucoup moins accessibles aux Indignés ponctuels ayant pour point de repère la *Plaza del Sol*.

Les cercles, apparaissant en même temps que le Parti Podemos en mars 2014, relancent une dynamique à l'échelle nationale. En effet, plus d'un millier de cercles se développent en



Fig. 17  
Cartographie des cercles Podemos  
© Podemos

Le transfert entre assemblée et cercles semble s'opérer facilement car les Indignés ont des points de

repères, comme par exemple le modérateur et le secrétaire, déjà existants dans les assemblées. A ces deux rôles s'ajoutent celui du distributeur du temps de parole, permettant une réunion équilibrée avec un objectif principal dans un temps limité. Le cercle serait-il une version améliorée des assemblées ? Rappelons que la volonté générale du 15-M est "un nouveau modèle de société reposant sur la participation de toutes les personnes, une démocratie participative effective, où les gens peuvent participer à la prise de décision sur trois plans : social, économique et politique"<sup>5</sup>, ce que les assemblées tentent de faire évoluer au jour le jour, au travers d'un processus lent, celui du consensus. L'objectif des cercles est quant à lui changeant, "il ne s'agit plus de débattre sur une multitude de thèmes à commencer par les règles du débat, mais de remporter la bataille dans les urnes. Les réunions sont donc davantage orientées vers des actions et des décisions concrètes, comme l'élaboration d'un programme ou l'organisation d'une campagne électorale"<sup>7</sup> précise Héloïse Nez. La sociologue évoque ici un point sensible des cercles qui apparaissent comme de multiples QG de campagne, en faveur des élections de Podemos. Pablo Iglesias a d'ailleurs clairement annoncé cette nécessité de gagner les élections : "l'époque de la protestation est terminée, c'est le moment de se retrousser les manches pour gouverner."<sup>6</sup>

3. citation extraite du livre de Nez Héloïse, "Podemos: de l'indignation aux élections." Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.73 & p.96

4. citation extraite de l'article de Nez Héloïse, "Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid." Participations, 2012/3, n°4, p.80

5. citation extraite de l'article de Nez Héloïse, "Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid", Participations, 2012/3, n°4, p.96 & p.80

6. citation extraite du livre de Nez Héloïse, "Podemos: de l'indignation aux élections." Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.92-93 & p.71

Les nouveaux objectifs sont fixés : remporter les élections législatives de décembre 2015. Quelles sont alors les possibilités de réflexion et d'action des "circulos" ? Sont-ils les laboratoires d'idées de *Podemos* ?

Les textes fondateurs du Parti, écrits entre septembre et novembre 2014 sont élaborés par quiconque souhaitant soutenir *Podemos*, la règle est simple : "n'importe qui peut faire une proposition, à partir du moment où elle est portée par cinq personnes et reçoit le soutien d'un cercle", une initiative qui renforce le rôle des piliers fondateurs de *Podemos*. Pourtant lors de l'Assemblée citoyenne de 2014, surnommée Vistalagre <sup>7</sup>, Pablo Iglesias et son projet très "vertical" remporte 80% des voix, mettant alors en place un système organisationnel pyramidal notamment avec la création d'un conseil citoyen, organe exécutif de *Podemos* qui "diminue le poids acquis initialement par les cercles"<sup>8</sup> constate de nouveau la sociologue. Ces concepts valorisent l'échelle nationale de *Podemos* qui préfère tout miser sur les élections législatives de 2015, mettant de côté les élections municipales. Mais en faisant ce choix, les cercles se retrouvent avec un pouvoir de décision minimisé, "on assiste ainsi à une délégation de pouvoir des militants vers les élus du conseil citoyen, qui correspond à un processus classique de concentration du pouvoir au sein des organisations

politiques."<sup>8</sup> Héloïse Nez parle de cercles en "voie de disparition". La conversion de l'indignation dans les cercles semble diminuer encore un peu plus les voix de *Plaza del Sol*, mais l'envie de participer des citoyens ne faiblit pas. Et si les cercles n'étaient pas fait pour être entendus à une échelle nationale mais à une échelle locale ?

*Podemos* décide de ne pas participer aux élections législatives de mai 2015. Afin de pallier à cette absence, c'est ; *Ahora Madrid!* qui apparaît au devant de la scène dans la capitale. Les militants de *Podemos* ont en effet rapidement trouvé une alternative d'Union Populaire pour poursuivre la transformation de l'indignation en politique du changement. C'est alors que les cercles de quartier trouvent une dynamique locale en se transformant en "cercle *Ahora Madrid*". Les journalistes David Caldas et Hugo Monier <sup>9</sup> ont enquêté au sein de ces cercles en mutation et ont recueilli le témoignage de certains qui se considèrent déjà comme des "anciens militants *Podemos*" malgré la jeunesse du Parti. Pour Jorge, par exemple, ces "nouveaux" cercles respectent "l'idéal participatif" promulgué dans les assemblées des Indignés : "Nous ne pouvons pas vraiment prendre de décisions locales au cercle *Podemos*, explique-t-il, nous les prenons au cercle ; *Ahora Madrid!*" Il ajoute : "Nous n'y allons pas en tant que membres de *Podemos*, mais en

tant qu'individus." Derrière ce retour à l'individu citoyen et non le partisan *Podemos*, un nouveau visage de la politique locale apparaît. Au départ, la représentante principale de la plateforme, Manuela Carmena, maire de Madrid depuis juin 2015, a voulu entretenir cette connexion dès le commencement de sa campagne aux municipales. Pour être proche des citoyens, elle décide de multiplier des rencontres dans les différents quartiers de Madrid en organisant à sa manière des "assemblées" ou des "cercles", elle ne leur donne pas de nom, car c'est une femme qui déteste les étiquettes. En effet, bien que cette plateforme politique madrilène soit vivement soutenue par *Podemos*, elle n'est pas un produit dérivé du Parti Politique et le nouveau visage municipal de Madrid n'hésite pas à le faire savoir en dénonçant les méthodes "classiques" de *Podemos* qui fait campagne au travers de meetings par exemple. Elle déclare d'ailleurs lors d'une interview avec le journal télérama "Podemos aurait dû rester un mouvement, et ne jamais devenir un parti."<sup>10</sup> Sa priorité n'est pas de soutenir la conquête aux législatives de *Podemos* mais bien de "réduire la distance" avec les citoyens, "parler, communiquer, s'enthousiasmer"<sup>11</sup> comme elle l'écrit dans son livre "Parce que les choses peuvent être différentes". Nous verrons comment Manuela Carmena tente d'appliquer cela en seconde partie du mémoire, au cours de son mandat de maire madrilène.

L'assemblée transformée en cercle est-elle une mutation réussie ? La naturelle communication qui existait au sein de l'assemblée, la naturelle disposition du cercle afin de communiquer, s'unir et transmettre paraît se transformer en un média de plus en plus sophistiqué. En effet, le cercle, outil de communication entre politique citoyenne et politique institutionnelle semble encore en "phase test" mais *Podemos* tente de l'améliorer. Les deux journalistes <sup>9</sup> précisent qu'à Madrid, le parti tente de "revoir l'organisation du conseil citoyen de la ville afin de renforcer les liens entre le parti et les cercles, ainsi que la collaboration entre les districts." Mais n'est-ce pas une tentative de connexion tardive après avoir échoué aux élections législatives tumultueuses de décembre 2015 à juin 2016? A l'échelle municipale, les rendez-vous sur les places publiques de Madrid entre Manuela Carmena et les citoyens proposent encore une autre manière de s'exprimer et de proposer des idées, offrant une connexion directe entre les quartiers et la municipalité. L'indigné, né sur *Plaza del Sol*, a de quoi "tourner en rond" avec cette superposition de cercles qui ont tous une échelle de combat différent. De l'assemblée de quartier à " ; *Ahora Madrid!*" en passant par *Podemos*, quel combat faut-il mener en priorité ? Comment conserver une connexion permanente entre indignation de rue et transformation politique?

7. Le Palais Vistalagre est un complexe multi-spectacles situé à Madrid. C'est dans cet endroit qu'ont été organisées les deux assemblées citoyennes de *Podemos* en 2014 et 2017.

8. citation extraite du livre de Nez Héloïse, "Podemos: de l'indignation aux élections." Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.180

9. article de Caldas David & Monier Hugo, "Les cercles ne veulent plus tourner en rond", El madrileño, 4 mars 2016.

10. article de Rahal Sophie, "Manuela Carmena, la maire de Madrid qui ébranle la politique", Télérama, 24 septembre 2016

11. Carmena Manuela, "Parce que les choses peuvent être différentes." Montpellier. Editions Indigène, 2016, p.72

## VIRTUELLE INDIGNATION

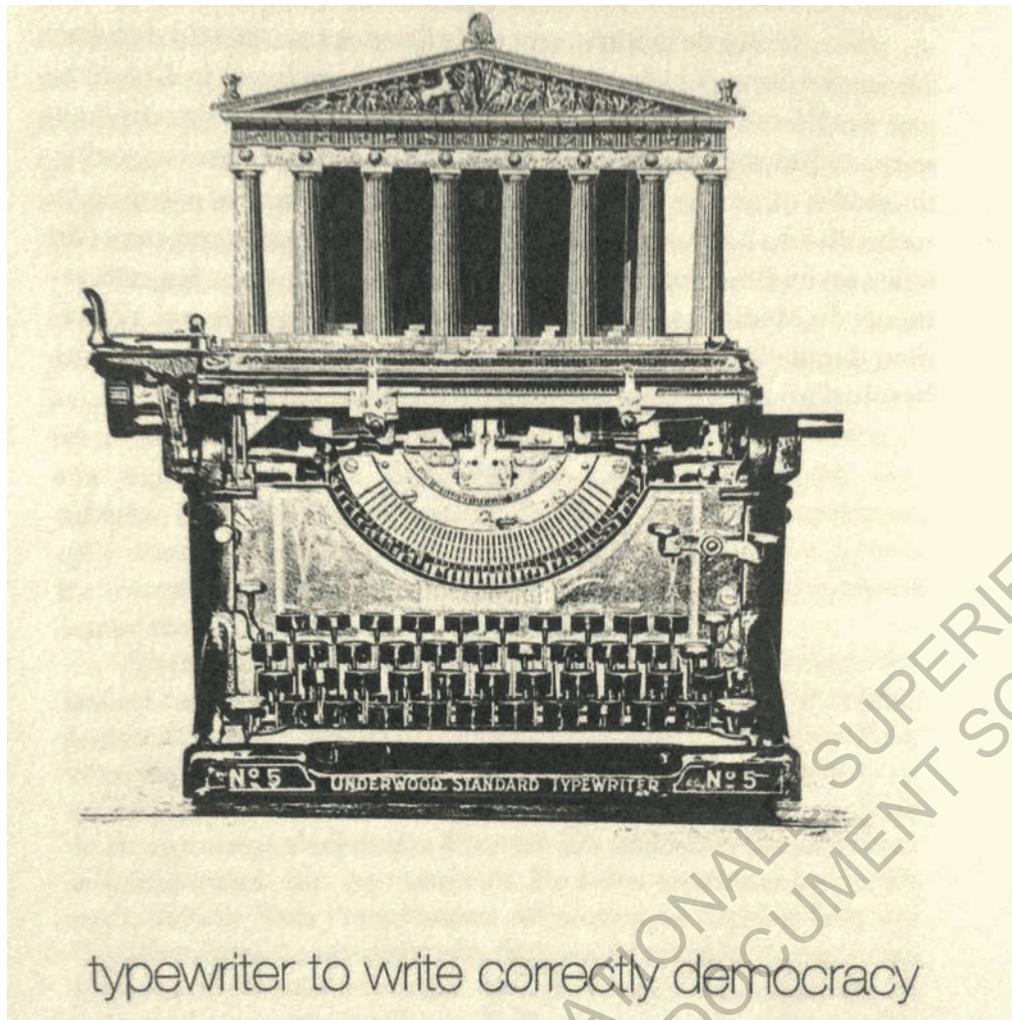


Fig. 18

Campagne des indignés sur internet via #Spanish Revolution  
© Spanish Revolution

Peu de temps avant que la Plaza del Sol se transforme en lieu d'indignation, le mouvement du 15-M se préparait sur les réseaux sociaux. Une page "événement" à l'échelle nationale se créa sur Facebook : 430.873 personnes suivent la page. 73.382 personnes confirment leur participation à l'événement. 26.104 "J'aime" <sup>1</sup>. Puis c'est au tour de Twitter de multiplier ses "#": #15m, #15mpasalo, #alacalle15m, #15mani, et après quelques jours d'occupation, les étiquettes #acampadasol et #spanishrevolution deviennent les "trending topic" <sup>2</sup>. 25.000 personnes environ apparaissent réellement sur la place centrale de Madrid suite à cet appel venu des réseaux sociaux. Pour ne pas rompre cette chaîne "événement", très vite des "hacktivistes" interviennent pour créer un accès "wifi" afin d'accéder aux réseaux sociaux de manière libre et gratuite sur la place. L'auteur Julia Ramírez Blanco remarque que les hacktivistes font partie des premiers à posséder une structure physique sur la place pour travailler : "Al día siguiente, aparece

*una caseta de jardín azul [...] entran los hackers, conectan sus ordenadores y en menos de cuarenta y cinco minutos ponen internet gratuito en la zona.* - "Le jour suivant, apparaît une petite maison de jardin bleu [...] les hackers y entrent, connectent leurs ordinateurs et en moins de quarante cinq minutes, ils mettent internet gratuitement dans toute la zone." <sup>3</sup> Internet, outil d'une efficacité redoutable, permet en l'espace de quelques heures de créer une indignation collective en mettant en relation des inconnus "abonnés" à une page Facebook. Les réseaux sociaux permettent de transférer l'indignation dans la rue en 2011 mais qu'en est-il lorsque les indignés ayant quitté la place, s'évaporent de nouveau dans le cyberspace ? Internet est-il autre chose qu'un mobilisateur d'événements ? La démocratie directe peut-elle se transférer dans l'espace virtuel ?

1. chiffres relevés dans l'introduction de l'article de Candón José, "Encuentro transdisciplinar Comunicación, internet y democracia deliberativa" à retrouver sur <http://tecnopolitica.net/sites/default/files/Jcandon.pdf>

2. *trending topic* est une expression twitter pour évoquer les sujets tendances, les sujets du moment.

3. citation extraite du livre de Ramírez Blanco Julia, "Utopías artísticas de revuelta: Clarendon Road, Reclaim the streets, la Ciudad del Sol." Madrid. Editions Cuadernos Arte Cátedra, p.218

Les réseaux sociaux, ce fût l'un de mes premiers réflexes pour retrouver des traces de l'indignation depuis 2011 car "sur internet rien ne s'efface."<sup>4</sup> Pour permettre une apparition d'information concernant le 15-M sur ma page "d'actualités" Facebook il a d'abord fallu que je m'abonne, que "j'aime" la page d'un groupe<sup>5</sup> concernant le sujet. Comme sur un moteur de recherche, j'ai alors entré des mots clés concernant le thème "Acampadasol", "Indignados Madrid", "15-M", "SpanishRevolution"...etc, chacun des mots clés faisant apparaître alors une dizaine de groupes différents. Cette multiplication des groupes portant des noms similaires compliquent la compréhension du mouvement. En effet, comment savoir quelle action est menée dans chaque groupe ? Comment savoir si le groupe est toujours "en activité" ? Il est certes possible de s'abonner à toutes ces pages mais il faudrait un temps incertainement long pour s'informer sur "l'actualité" de chacune. De plus, comme le souligne Sandra González Bailon dans son article "15M, ¿nos vemos en las redes?"<sup>6</sup>, Facebook ou Twitter ne peuvent faire émerger des groupes avec une structure "horizontale" où chaque activité, chaque commentaire, chaque image, chaque événement ont la même résonance.

Que permet concrètement cette multiplication de groupes ? Les hacktivistes interviewés parlent d'un "risque de dissémination de l'énergie collective au point de ne plus savoir où est le 15-M aujourd'hui."<sup>7</sup>

Le professeur de Harvard, fondateur du Center for Internet and Society, Lawrence Lessig est un penseur d'Internet inquiet de cette dissémination qu'il appelle "polarisation" sur les réseaux sociaux : "Nous sommes passés de plateformes communes pour avoir de l'information [comme la télévision], à des plateformes de plus en plus fragmentées. Et les algorithmes qui alimentent les gens en informations sur les plateformes comme Facebook, produisent de plus en plus un monde dans lequel chacun vit dans sa propre bulle d'information. Or dans ce monde-là, l'idée même d'une action politique orientée vers l'intérêt général est presque impossible. Nous ne savons pas comment construire un espace dans lequel les gens pourraient discuter des mêmes questions politiques, à partir d'un cadre commun et d'une compréhension partagée des faits. Aujourd'hui, nous avons toutes les raisons de nous inquiéter de la manière dont Internet nourrit la polarisation et une moindre compréhension des problèmes communs, à cause des algorithmes et de l'architecture du réseau."<sup>8</sup>

Pourtant, l'utilisation populaire de Twitter ou Facebook laisse à penser que ces réseaux sociaux sont devenus des outils "primaires" et prioritaires pour la nouvelle génération de manifestants. C'est d'ailleurs ce que confirme Amaelle Guiton dans son chapitre concernant la "Génération Facebook" : "même si l'outil, mélange d'horizontalité dans son utilisation et de verticalité dans son fonctionnement d'entreprise, n'est pas très compatible avec le modèle de la transparence et de l'ouverture [...] les hackers ont du mal à admettre que Facebook ait joué un rôle dans les révolutions arabes [...]"<sup>9</sup>

Les hacktivistes du 15-M ont tenté de contourner Facebook par N-1<sup>10</sup>, un réseau social alternatif : "Nous continuons à utiliser [Facebook & co] pour toucher un public massif, mais la coordination interne des assemblées populaires se fait en grande partie grâce à N-1."<sup>11</sup> Jusqu'à aujourd'hui, je n'avais jamais entendu parlé de cette alternative qui semble dessiner un "noyau dur" d'indignation utilisant et communiquant au travers d'outils plus "savants" sur Internet. Pourtant "qui s'est déjà approché de N-1 sait toutefois que sa pertinence, en tant qu'outil pour les mouvements sociaux, ne pourra jamais faire de lui un Facebook alternatif."<sup>11</sup> Par incompréhension de ce réseau alternatif, je me suis cantonnée à l'outil Facebook, m'abonnant à deux types de page. Parmi la large palette de propositions, le choix

s'est tourné vers des groupes qui semblent représenter une vision madrilène du mouvement avec "Spanish Revolution"

[https://www.facebook.com/SpanishRevolution/] et "acampadasol".

[https://www.facebook.com/acampadasol/] Au cours de mes deux ans "d'abonnement" à ces pages, j'ai relevé principalement trois types de "Post" :

Le premier "Post" pourrait s'intituler "pensée du jour". Il se caractérise par la citation écrite ou parlée (via vidéo) d'un "penseur". Prenons pour exemple un post du 27 février 2016 concernant la citation de l'acteur espagnol José Sacristán.



Fig. 19

Post de Spanish Revolution du 27.02.16

© Spanish Revolution

Le concept ressemble à celui d'une assemblée d'indignés : un point de départ de réflexion (social, économique, politique), ici proposé par l'acteur, qui entraîne une succession de réactions en chaîne. Sur Facebook, les réponses

4. Titre du magazine Téléràma n°3169 d'octobre 2010 concernant l'E-réputation.

5. Un groupe, sur Facebook, correspond à un lieu d'échange de personnes autour d'un sujet commun. Un groupe de personnes ayant les mêmes centres d'intérêt. Il existe trois catégories de groupes: public, fermé ou secret. Ici nous parlons seulement de groupe public, tout le monde peut en faire partie, être invité ou s'ajouter soi-même.

6. González Bailon Sandra, "15M, ¿nos vemos en las redes?", Eldiario.es, 14 mai 2013.

7. citation extraite de l'article de Lary Marion, Jerez-Erschoff Antonia, "15-M, un an après", Vacarme, 2012/3, n° 60.

8. extrait de l'interview de Petillon Catherine, "Lawrence Lessig : « La segmentation du monde que provoque Internet est dévastatrice pour la démocratie »", France Culture, 22 décembre 2016.

9. citation extraite du livre de Guiton Amaelle, *Hackers au coeur de la résistance numérique*, Vauvert. Editions Au diable Vauvert, 2013, p.117

10. N-1 fait partie de Lorea, une initiative pour développer des réseaux sociaux libres et autogérés qu'a initiée un groupe d'hacktivistes en 2010.

11. citations extraites de l'article d'Ippolita, "Hacktivisme numérique?", Réfractations, 2012, n°29, p.144-145

ne sont pas “silencieuses” via le langage des mains, mais virtuelles via la possibilité de “commenter”, “d’aimer” ou de “partager” la pensée. A l’instant “t” de l’enregistrement de ce Post, 34 personnes avaient déjà commenté, 1.300 personnes avaient partagé la “pensée du jour” et 2.000 personnes “aimaient” cette publication.

Le deuxième type de Post pourrait se nommer “instant Presse”. Il propose une sélection d’articles de journaux concernant les préoccupations multiples du 15-M. Ce Post est donc une manière d’informer l’indigné en lui proposant une “actualité orientée” sur des sujets tels que la prise de décision concernant la “loi Historique” de Manuela Carmena ou encore la phrase “polémique” d’Esperanza Aguirre...etc qui font les “gros titres” en Espagne.



Fig. 20

Post de *acampadasol* du 27.04.16

© *acampadasol*

Enfin le troisième “Post”, catalyseur du mouvement est le post “événement”. Il permet de proposer des moments de rassemblements

dans les lieux physiques de la capitale espagnole. Sur des pages telles que “Spanish Revolution” ou “acampadasol”, nous retrouvons des invitations qui sont pour la plupart concentrées sur Plaza del Sol, notamment avec une invitation annuelle en mai, afin de fêter l’anniversaire du mouvement, anniversaires dont nous parlerons ci-après. Ce “Post” s’élabore en deux temps : l’étape n°1 en amont étant l’invitation et l’étape n°2 étant le “pendant” de l’événement avec une photo illustrant ce qui se passe sur place et invitant ceux qui sont encore derrière leur ordinateur à rejoindre la manifestation.



Fig. 21

Post de *acampadasol* du 09.05.16

© *acampadasol*

Ces trois modes de communication permettent de maintenir au travers des réseaux sociaux une connexion avec le mouvement 15-M, malgré des réactions très aléatoires selon les posts. Dans le livre #Indignés ! les auteurs Michael

Hardt et Toni Negri ont affirmé que les réseaux sociaux n’étaient pas “uniquement utiles pour annoncer un événement, mais également pour sonder les intentions d’une large assemblée sur une décision précise en temps réel.”<sup>12</sup> Cela était vrai en 2011, mais aujourd’hui ces groupes ne sont pas au cœur de la démocratie réelle, ils servent de substitut virtuel à l’indignation collective et seul le post “événement” procure la possibilité de raviver cette indignation virtuelle et individuelle en protestation réelle et active au cœur de Madrid.

L’hypothèse des deux auteurs sur la possibilité, en tant que citoyen, de prendre une décision ou bien même de proposer une idée en temps réel semble s’être transférée au cœur des nouveaux concepts politiques de Podemos. Le jeune parti politique est présent sur les réseaux sociaux avec 1.121.549 personnes suivant la page “Podemos” (abonnées au 20 mai 2017), suivi de près par la page “Spanish Revolution” comptant 1.043.407 abonnés, les deux pages étant très loin devant celles des partis politiques PP (173.412 abonnés) et PSOE (146.537 abonnés). La sociologue Héloïse

Nez observe que la mise en avant des réseaux sociaux par le parti Podemos est possible grâce à son équipe chargée de la communication : “une vingtaine de jeunes entre 20 et 30 ans qui ont fait leurs armes dans le mouvement des indignés” et qui sont convaincus que “les réseaux sociaux sont devenus un lieu primordial pour faire de la politique [...] un lieu à part entière où il faut intervenir politiquement, où il faut dessiner une stratégie politique spécifique.”<sup>13</sup>

C’est alors qu’un lieu virtuel est créé : “Plaza Podemos” - “Place Podemos”, espace de débat en ligne national et régional. Il est intéressant de s’attarder sur le nom choisi, invoquant de nouveau “la Place” cette fois-ci virtuelle, perpétuant la tradition du “forum” dans le cyberspace. Comment cela fonctionne-t-il ? Hébergé par Reddit, “un site web communautaire de partage de signets permettant aux utilisateurs de soumettre leurs liens et de voter pour les liens proposés par les autres utilisateurs”<sup>14</sup>, “Plaza Podemos” est accessible à tous, recueillant ainsi de 5.000 à 10.000 visiteurs par jour entre 2015 et 2016. Ce laboratoire d’idées en ligne permet à

12. citation extraite du chapitre “Le combat pour la “démocratie réelle” dans le livre “#Indignés! : d’Athènes à Wall Street, échos d’une insurrection des consciences.” Paris. Editions Zones, 2012, p.80

13. citation extraite du livre de Nez Héloïse, “Podemos: de l’indignation aux élections.” Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.161

14. définition de Reddit sur <https://fr.wikipedia.org/wiki/Reddit>

n'importe quel sympathisant du parti de publier des messages ou de proposer des liens renvoyant vers un article, une photo, une vidéo, faisant ainsi vivre l'actualité, comme sur Twitter ou Facebook, mais également de publier des propositions afin de contribuer au programme pour les élections législatives du Parti. Par un système de vote en ligne, une proposition est admissible au programme de Podemos si elle récolte 10% de votes de la part des utilisateurs au bout de trois mois. Si tel est le cas, le texte de proposition est soumis au vote sur "Agora Voting", un outil de vote sur internet inventé en 2009 par les espagnols Eduardo Robles et David Ruescas. Ces outils s'éloignent du processus de Consensus adopté sur Plaza del Sol et défendu par Lawrence Lessig au travers de l'exemple de l'Islande qui, après la crise de 2008, a décidé d'élaborer une nouvelle Constitution «crowdsourcée», c'est-à-dire élaborée par les citoyens : "De mon point de vue, on a là tous les éléments dont une démocratie citoyenne a besoin : un échantillon représentatif de la population qui donne des informations sur lesquelles délibérer ; des experts pour aider à mener un travail sérieux et qui n'étaient pas des "insiders". Il y avait aussi une

*règle très intéressante : chaque décision devait être prise par consensus, sans vote. Il n'était donc pas possible de juste créer des camps : il fallait travailler avec les gens, obtenir de la compréhension, des compromis. Et le texte a été approuvé à une très large majorité [...] Ce qui m'intéresse, c'est de réfléchir à la façon dont on pourrait reproduire ce type de processus dans d'autres démocraties à travers le monde."*<sup>15</sup>

Le jeune parti politique espagnol en est au stade des ébauches de la démocratie 2.0 mais ouvre une porte "Internet" que les autres partis politiques n'avaient pas ou peu exploré. L'accessibilité et la simplicité proposées au travers de ces nouveaux outils a permis de réunir en un an (de mai 2014 à mai 2015) 370.000 inscrits sur la plateforme de vote en ligne de Podemos.

Ces nouveaux "lieux" d'indignation dématérialisés confirment la théorie du "commun" de David Harvey. La posture d'indignation, commune à tous ceux qui appartiennent au mouvement du 15-M se métamorphose chaque jour : "Il ne faut donc pas considérer le commun comme une sorte particulière d'objet, d'actif ou

*même de processus social, mais comme une relation du social instable et malléable entre un groupe social spécifique et auto-défini et les aspects de son environnement social et/ou matériel déjà existant ou à créer, jugés essentiels à son existence et à sa subsistance."*<sup>16</sup> Depuis 2011, un va-et-vient s'installe entre les différents processus de transformation de l'indignation, faisant voyager l'indigné d'un espace réel (*Plaza del Sol* et ses Assemblées), à un espace métaphorique (*Cercles*) ou virtuel (*Plaza Podemos*). Tous agissent comme des "opérateurs sociaux". Michel Lussault "appelle opérateur toute entité (individu, collectif, agents non humains) qui opère un acte spatial."<sup>17</sup> Cet acte spatial peut-il devenir totalement virtuel ? Ne faut-il pas voir l'indignation pour y croire (encore) ? L'épreuve des recherches de terrain sur place, à Madrid vont révéler les nuances de ce va-et-vient entre les différents espaces.

15. extrait de l'interview de Petillon Catherine, "Lawrence Lessig : « La segmentation du monde que provoque Internet est dévastatrice pour la démocratie »", France Culture, 22 décembre 2016.

16. citation extraite du livre de Harvey David, "Villes Rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine." Paris. Editions Buchet.Chastel, 2015, p.144

17. citation extraite du livre de Lussault Michel, "L'avenement du monde: essai sur l'habitation humaine de la terre", Paris. Editions du Seuil, 2013, p.43



Fig. 22

Journal madrid 15-M n°58 de mai 2017

© 15-M

## EN MAI, C'EST LE MOIS DES INDIGNÉS

Le 15-M est né le 15 Mai 2011 sur la Plaza del Sol de Madrid. Chaque année, les indignés se rassemblent afin de commémorer ce mouvement. La question est de savoir si cette commémoration est une fête d'anniversaire, mettant en avant l'évolution du mouvement année après année, ou bien une cérémonie de souvenir, rappelant les événements passés au travers d'une rituelle procession jusqu'à Plaza del Sol ? C'est avec ce questionnement que je me suis invitée à Madrid, afin de me rendre à cette fête le 15 Mai 2017. Billets d'avion réservés, le rendez-vous est pris. C'est donc avec une excitation certaine que je me rends dans la capitale du mercredi 10 au vendredi 19 mai 2017, deux dates encadrant parfaitement le jour-J.

Suivant de très près le calendrier d'actualités espagnoles, c'est avec un certain étonnement que je ne vois aucun programme annoncé concernant les six ans du mouvement alors que le mois de mai avait déjà commencé. Le periodico 15-M n°58, chargé de

publier l'invitation officielle chaque année n'apparaît pas malgré le "clic" exaspéré que je pratique chaque jour pour "actualiser" la page internet du journal. La commémoration aura-t-elle lieu ou Madrid est-elle passé à autre chose ? L'événement s'officialise enfin, la veille de mon départ. 15-M n°58<sup>1</sup> publie en première page : "Aniversario 15-M : 2011-2017 - Decidimos, Actuamos, Construimos. Toma la democracia". Des affirmations qui donnent le ton de la future fête : "Nous décidons, nous agissons, nous construisons. Prend la Démocratie". Serait-ce une suite à ajouter sur la plaque commémorative vue précédemment ? Le dessin de chorizos, immanquable, accompagne l'expression espagnole "...Y sigue sin haber pan para tanto chorizo" qui pourrait se traduire par "Peu d'argent pour tant de voleurs." Ensuite, en me rendant à la page du programme, je me rends compte que non seulement les festivités ont déjà commencé avant même que le journal ne soit publié avec une proposition de discussion sur le thème de la

1. cf. Fig.22. page précédente.

corruption le 7 mai, mais qu'en plus, s'ajoute à cette cacophonie de l'organisation, l'intervention soudaine de *Podemos* qui décide d'organiser sur la *Plaza del Sol*, le 20 mai 2017, un rassemblement citoyen pour dénoncer de nouveau le gouvernement de Mariano Rajoy et ainsi présenter et introduire sur la place publique sa motion de censure, processus législatif qui permet de remplacer le chef du gouvernement, motion annoncée fin avril 2017. Ce coup de théâtre du parti politique *Podemos* ne viendrait-il pas perturber les festivités ? En 2016, *Podemos* s'était pourtant "officiellement démarqué des rassemblements anniversaires de ce 15 mai" selon le journaliste François Musseau de Libération. Íñigo Errejón, deuxième tête du parti, avait alors déclaré :

*"C'est à la société civile et aux organisations citoyennes de mener l'initiative. Nous, nous participerons au rassemblement en tant que simples citoyens."* <sup>2</sup>

Comment expliquer dans ce cas, ce meeting 2017 "anti-gouvernement" organisé par *Podemos* qui aujourd'hui est un parti politique institutionnel, à quelques jours d'intervalle de la date officielle d'anniversaire du 15-M ? Selon la journaliste Míriam Muro <sup>3</sup>, le parti voulait avoir l'appui de la rue pour donner un coup de force supplémentaire à sa motion de censure. Mais la *Puerta del Sol* ne

s'est pas "remplie" comme un certain 15 mai 2011. Peut-être *Podemos* espérait que l'anniversaire 15-M donnerait un élan de rassemblement au cœur de Madrid et ainsi raviver l'héritage entre le parti et le "lieu-événement" ?

Cette actualité est, pour ma part, un rendez-vous manqué.

Le 14 mai 2017, comme indiqué par le programme "officiel" du 15-M, une manifestation est prévue, proposant une marche de "Cibeles" (Abréviation évoquant le Palais de Cibeles, siège de la mairie de Madrid) jusqu'à "Sol" (Abréviation évoquant Puerta del Sol) à 18h00. Pour ne rien manquer de ce "pré-anniversaire", je me rends dès le milieu d'après-midi à *Centro Centro*, centre culturel situé à l'intérieur du Palais et offrant une vue imprenable sur la fontaine de Cibeles, pièce urbaine transformée en rond point et donnant une ouverture sur la "calle Alcalá", avenue qui serait empruntée quelques heures plus tard par les indignés. Afin de patienter, je parcours le quatrième étage du palais. Une exposition sur le Printemps Arabe, "*Tiempo de Algeria - Tiempo de Desamparo*" - "*Temps de joie - Temps de détresse*" me fait voyager à travers le temps, pour m'emmener en 2010. J'arrive dans une petite salle plongée dans le noir, projetant le film "*Jeunes, révolution!*" de Claire Angelini qui me rappelle la spontanéité de ces mouvements, une contradiction forte avec la manifestation à

laquelle je me rends ce jour-là, car une fête d'anniversaire est le contraire même de la spontanéité. Un homme sans visage (plan fixe sur une tasse à café, avec des bruits de cuillère) se remémore : "*Et c'est d'autant plus paradoxal que personne n'avait vu venir ça parce qu'une des caractéristiques principales de la jeunesse tunisienne de ces 10-15 dernières années, c'était son insouciance et sa dépolitisation, [...] les structures partisanes ne les attirent pas, ils sont beaucoup plus dans des logiques d'actions spontanées, concrètes, qui s'organisent très très vite [...] la frange (de jeunesse) qui s'est retrouvée dans la rue est une frange qui a fait preuve de courage, de capacité de s'organiser grâce aux réseaux sociaux qu'on ne soupçonnait pas.*" Ressortant de cette "boîte noire", je m'approche des fenêtres et aperçois quelques fourgonnettes de Police qui s'étaient parsemées sur la Plaza de Cibeles. Cette présence inhabituelle m'indique qu'il est temps de descendre rejoindre les indignés. En effet, un petit groupe s'était déjà formé à l'ombre, sur la promenade piétonne de la place. M'approchant, j'entends les premières notes de musiques du petit orchestre *Solfonica*, groupe de musique formé depuis le 15-M. Un violoniste agrippant son instrument, virevolte, seul, à l'intérieur d'un cercle de chorale, principalement composé de femmes. Les passants s'arrêtent pour écouter ce joyeux concert. Quelques mètres plus loin,

un groupe de journalistes, équipés d'appareils photos, trépieds XXL, caméras, et micros sont assis sur les bancs, ils semblent attendre... Quelques-uns, les photographes les plus aguerris certainement, entrent dans le cercle afin de prendre des photographies "au cœur de l'action". Les manifestants, arrivent au compte goutte, vêtus de leur T-Shirt coloré<sup>4</sup>, de leur badge de protestation, ainsi que de quelques pancartes. Les retardataires arrivent, ouvrant grand leur bras, se préparant à de joviales accolades de retrouvailles. Je m'écarte doucement vers la troupe de journalistes qui observent cette scène, ressemblant presque à une grande réunion de famille. Quelques minutes plus tard, la marche peut commencer, en musique. Dès le départ, les policiers s'adressent à quelques-uns des manifestants pour un contrôle d'identité. Cette initiative policière scinde le petit groupe en deux. Certains prennent l'initiative de protester et demandent aux policiers de laisser avancer la fin du cortège. Le passage piéton est inutilisable pendant quelques minutes, le policier de la circulation décidant de laisser passer une longue file de voitures. Ensuite, le groupe de manifestants peut reprendre sa marche, uni. La "calle Alcalá" est totalement fermée à la circulation automobile, permettant aux manifestants de marcher sur la voie de circulation rapide. La marche d'un kilomètre que j'observe me semble alors étrange.

2. citations extraites de l'article de Musseau François, "Esprit du 15 mai, es-tu (toujours) là?", Libération, 11 mai 2016

3. Muro Míriam, "Podemos no llena la Puerta de Sol en su intento de mostrar el apoyo de la « calle » a su moción", Libertad Digital, 20 mai 2017.

4. les couleurs renvoient aux moments des "marées" (manifestations) déjà évoquées précédemment.

Les premières lignes du groupe de manifestants sont formées par une troupe de tambours qui donne le tempo. Sur les trottoirs, derrière des barrières de fer forgé, mobilier urbain permettant la séparation entre voie piétonne et voie automobile, les gens commencent à s'acouder pour regarder le défilé. Un couple de touristes anglais s'arrête et me demande après un traditionnel "Do you speak English ?" quel est cet événement. Une question qui d'ailleurs se propage tel un écho tout au long de la rue. En cette après-midi dominicale ensoleillée, les curieux, smoothie et autres boissons fraîches à la main, s'attardent à regarder ce "spectacle", mais aucun ne semble être au courant de cette fête d'anniversaire. J'aperçois même une touriste faisant un selfie avec la manifestation en arrière plan qu'elle postera certainement quelques minutes plus tard sur les réseaux sociaux.

Cette scène "décalée" me fait penser à ce que Michel Lussault appelle la micro-géopolitique : "de ce fait, il se produit imparablement un écart, un décalage, parfois à peine perceptible, parfois flagrant, de la spatialité effective par rapport à la norme explicite du dispositif de l'hyper-lieu. Il en résulte une sorte de repolitisation à bas bruit, au sens où les personnes impliquées posent toujours en pratique la question de la qualité et de la pertinence de l'espace qu'elles investissent et de ce qui les sépare et les relie aux autres et aux choses."<sup>5</sup> En réponse à ces regards, une indignée tente de communiquer avec ces "citoyens du monde" en criant :

"Vous qui regardez, ils vous volent aussi !"

Au point d'arrivée, à *Puerta del Sol*, quelques indignés attendent le cortège. J'aperçois un dessin à la craie, tracé sur le sol. Les manifestants, achevant leur marche s'installent le long de ces traces qui petit à petit forment un cercle. Les Indignés, par leur présence, sont en train de dessiner le symbole de paix universel. Tout semble préparé telle une chorégraphie. Puis *Solfonica*, après une lecture en plusieurs langues de phrases de Gandhi, de Martin Luther King et de Stephan Hessel, commence à entonner la célèbre chanson "Imagine" de John Lennon. Là-encore, des touristes, plus nombreux à Sol, s'arrêtent pour essayer de voir ce qui se passe à l'intérieur du cercle. Le message est encore plus confus pour ces "citoyens du monde" qui, quelques mètres plus loin, peuvent découvrir un autre cercle qui se forme autour de la représentation d'un chanteur et son pianiste. La

place est également "animée" par des "hommes-statues" ainsi que des dizaines de "Mickey et Minnie". Les indignés, peu nombreux (entre 250 selon certains et 400 selon d'autres journalistes) ne perturbent guère le quotidien de la place et se fondent parmi les autres "interventions". Un groupe scande "Si se puede !", un slogan permettant de reconnaître plus facilement le mouvement, mais les choristes de *Solfonica* demandent le silence. Un indigné ajoute au micro : "Vous pourrez vous exprimer après. Pour l'instant nous écoutons *Solfonica*". En effet, les indignés se sont exprimés après, bien après : le lendemain au travers d'une "assemblée d'assemblées" ou chacun expose ses avancées et ses démarches accomplies au cours de l'année, une vingtaine d'auditeurs attentifs sont alors présents.



Fig. 23  
Selfie avec les *Indignados* à Madrid

© Alexandra Sagary



Fig. 24  
Selfie avec les *Indignados* à Madrid

© Alexandra Sagary

5. Lussault Michel, "Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation." Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.95

En observant les “invités” de cet anniversaire (trop) orchestré, j’aperçois une tête connue grâce aux médias, celui que l’on peut décrire comme “l’homme au chapeau et à la moustache” qui ressort chaque année sa pancarte : “*Feliz Cumpleaño 15-M.*”<sup>6</sup> Le phénomène de répétition, à l’image de cette pancarte, de l’indignation sur la Puerta del Sol arrive à son point de rupture. La *Puerta del Sol* à elle-seule ne fonctionne plus comme “lieux-événement” et pour ses 6 ans, le 15-M semble souffler ses bougies avec difficulté. L’anniversaire sur le thème “paix universelle” après “global debout” de l’an passé ne serait-il pas une démesure de la part des organisateurs ? La volonté d’intégrer le mouvement 15-M dans une boucle “mondiale” de manifestations d’une nouvelle ère est-elle encore possible ? Chaque année, les journalistes attendent la fameuse apparition du mouvement au même endroit : *Plaza del Sol* et posent la même question : “15-M es-tu toujours là ?” Le 15-M n’est plus là (à *Puerta del Sol*) mais ailleurs. En 2015 par exemple, le mois de mai accompagne les élections municipales, la nouvelle plateforme ; *Ahora Madrid !* révèle un possible tremplin pour les indignés. En 2016, “la manifestation globale” initiée par “Nuit Debout” en France dont nous parlerons dans la partie suivante, connecte le mouvement 15-M tel “un noeud de résonance” dont “la forme spatiale

est celle du rhizome : un assemblage décentralisé, horizontal, à sites multiples, d’une myriade d’autres noeuds interconnectés les uns aux autres et ne reconnaissant aucune autre autorité que celle du pouvoir collectif engendré par les noeuds.”<sup>7</sup> R. Buckminster Fuller nommait quant à lui cette particularité “tenségrité”. La perception de l’énergie l’a conduit à observer un principe d’interconnectivité fluide dans la nature qu’il a nommé “tenségrité”, pour résumer selon lui une combinaison de tension et d’intégrité, qui décrit les forces en présence dans une structure formée par un réseau fini de compression, ou d’éléments rigides interconnectés à des éléments élastiques ou extensibles qui donnent à la structure son intégrité globale. En raison de la propriété élastique de ses interconnexions, lorsqu’un élément de la structure de tenségrité bouge, tous les autres bougent aussi, et s’adaptent à la nouvelle configuration, s’ajustent sans se briser. Il semble que le mouvement d’indignation initié sur la *Plaza del Sol* soit un bel exemple de ce principe de “tenségrité”.



6. cf. Fig.25. page suivante - Homme levant sa pancarte “Feliz cumpleaños 15-M” en mai 2017 à Madrid © Alexandra Sagary

7. citation extraite dans le chapitre “Les occupations en tant que « Noeuds de résonance »” par Gaston Gordillo du livre “#Indignés! : d’Athènes à Wall Street, échos d’une insurrection des consciences.” Paris. Editions Zones, 2012, p.34



Fig. 26

Voltuan défilant aux côtés des indignés à Madrid

© Álvaro Minguito

## AU-DELÀ DE L'ESPAGNE

En octobre 2011, une “Agora Mondiale” est organisée à Bruxelles : l’Espagne ainsi que la France, l’Angleterre, l’Allemagne, la Hollande, la Grèce, l’Egypte, Israël et bien d’autres pays décident de se réunir suite à ce que le mouvement 15-M définit comme un “moment historique de re-évolution”<sup>1</sup>. Cette réunion internationale pour un “changement Global” invite les indignés à faire pèlerinage jusqu’à ce nouveau “noeud de résonance” qu’est la capitale de Belgique. En juin 2011, les *indignados* du campement de la *Puerta del Sol* déménagent et certains décident d’entamer une marche vers le nord de l’Europe afin de rejoindre les autres indignés internationaux. En effet, les déménagements “forcés” de certaines places, “les tentatives faites par l’Etat pour écraser les noeuds de résonance à Liberty Square et ailleurs” comme l’explique Gaston Gordillo ne semblent être que de micro-perturbations dans un mouvement “global” pour le changement vers la démocratie directe. L’auteur compare les occupations à la théorie de

“rhizome” de Gilles Deleuze et Félix Guattari : “un rhizome peut être rompu, brisé en un endroit quelconque, il reprend suivant telle ou telle de ses lignes, et suivant d’autres lignes [...] sachant que ces lignes ne cessent de se renvoyer les unes aux autres.”<sup>2</sup> La question est de savoir de quelle manière les indignés “internationaux” entretiennent cette culture savante du rhizome depuis 2011 ? A chaque déplacement ainsi qu’à chaque campement les indignés sont “à la fois le lieu, l’émotion qui l’instaure et le mouvement qui y mène, le contenant et le contenu, l’unité et la multitude de ceux qui l’installent” souligne le géographe Michel Lussault.<sup>3</sup>

1. événement à retrouver sur <https://madrid.tomalaplaza.net/2011/10/07/agora-mundial-en-bruselas/>

2. citation extraite dans le chapitre “Les occupations en tant que « Noeuds de résonance »” par Gaston Gordillo du livre “#Indignés! : d’Athènes à Wall Street, échos d’une insurrection des consciences.” Paris. Editions Zones, 2012, p.40-41.

3. Lussault Michel, “Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation.” Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.119.

La posture d'indignation qui semble générale provoque-t-elle en l'indigné un instinct de mobilité plus fort ? Stéphane Hessel avait introduit cette posture en s'adressant à la nouvelle génération de manifestants : *“Aux jeunes, je dis : regardez autour de vous, vous y trouverez les thèmes qui justifient votre indignation - le traitement fait aux immigrés, aux sans-papiers, aux Roms. Vous trouverez des situations concrètes qui vous amènent à donner cours à une action citoyenne forte. Cherchez et vous trouverez !”*<sup>4</sup> Les indignés, en se mettant en situation de mouvement, cherchent, trouvent et peuvent faire évoluer leur indignation à plus ou moins grande échelle. La question est de savoir si c'est l'indigné ou bien la posture d'indignation qui migre à l'échelle internationale ? En prenant l'exemple du mouvement “Nuit Debout” qui s'est formé en France la nuit du 31 mars 2016, la parole publique est réapparue sur plusieurs places françaises, notamment place de la République à Paris. C'est à ce moment précis que les médias ré-invoquent les indignados de la *Puerta del Sol* de Madrid comme référence à ce qui est en train de se passer en France. Comment les *indignados* réagissent à cette possible suite, ce relais du mouvement 15-M au-delà de l'Espagne, 5 ans après ?

Jean-Baptiste Michel Reddé<sup>5</sup>, d'origine française est ce qu'on pourrait appeler un indigné

“néo-nomade”. Yasmine Abbas<sup>6</sup>, architecte et designer, définit le néo-nomade comme un individu ou une créature plus ou moins mobile physiquement, mentalement et numériquement. Il est alors intéressant de présenter le portrait de celui qui se fait appeler Voltuan dans cette relation franco-hispanique, car il fait lien entre les deux. Sa vocation est incontestablement “pancartier” et il développe son indignation à une échelle internationale en levant ses pancartes hautes en couleurs, en anglais, en français, en espagnol... sur le thème du racisme, de l'écologie, de la politique, de l'économie... il s'indigne absolument de tout. Le code couleur est toujours le même : rouge, vert, bleu, jaune et noir. Cette indigné néo-nomade s'est rendu sur la *Puerta del Sol*, à Madrid en mai 2011 et se retrouve naturellement 5 ans plus tard sur la Place de la République à Paris pour Nuit Debout dès mars 2016. Il dit :

*“Tous les jours je vais à la République, soutenir #NuitDebout dont chacun de nous est membre. C'est magnifique d'assister aux Assemblées générales qui me rappellent celles de la Puerta del Sol en 2011, 2012...etc. On a un réel projet de réelle démocratie maintenant, faite par le peuple et pour le peuple. Cela s'est établi avec patience, pas à pas. Beaucoup d'amis de Madrid m'ont demandé les liens tweeter et facebook de #NuitDebout pour suivre en temps et en heure ce qui se passe à #OccupyRepublique. J'ai toujours pratiqué la solidarité tant en France qu'à l'étranger [...]”*<sup>7</sup>

Il y aussi Hector, un indigné venant de Barcelone qui s'est rendu à Paris pour soutenir le mouvement “Nuit Debout”. C'est également un habitué du déplacement à l'international car il fait partie de l'équipe ayant organisé et coordonné la marche entre Madrid et Bruxelles en 2011. Il n'hésite pas à partager son expérience d'hacktiviste et surtout à transmettre son répertoire d'adresses mails de tous les militants qu'il a déjà rencontré. Ces deux portraits d'indignés internationaux d'origine française et espagnole montrent que la posture d'indignation peut s'étendre au-delà de son pays d'origine, mais cette activisme presque professionnel et international, tout le monde ne peut le pratiquer et d'ailleurs Voltuan a lancé une cagnotte en ligne via le site leetchi<sup>8</sup> pour pouvoir continuer son périple de manifestations. En revanche, ces manifestants indignés sont des personnages-clés, ils sont des “témoins” qui dès qu'ils en ont la possibilité, réactivent la mémoire du mouvement 15-M et mettent en avant son héritage. Ils sont également des transmetteurs via les réseaux sociaux en maintenant une correspondance active avec les nombreuses rencontres qu'ils ont pu faire, en travaillant leur indignation en mouvement. En effet, “Nuit Debout” a été *trending topic* sur Twitter à Madrid et Barcelone dès le premier soir de mobilisation<sup>9</sup>, ce qui montre encore une fois l'importance

des réseaux sociaux dans l'art de communiquer les manifestations et la présence active d'indignés sur Internet.

C'est ainsi que se répand dès fin avril 2016 l'événement “Internationale Nuit Debout” que les groupes “*Spanish Revolution*” et “*acampadasol*” diffusent en permanence jusqu'à la date fatidique : le 15 mai 2016. C'est en choisissant ce jour-là et pas un autre, que les français de Nuit Debout officialisent leur “descendance” du mouvement 15-M.



Fig. 27  
Post de *Spanish Revolution* du 08.05.16  
© *Spanish Revolution*

Le 15-M fête alors ses 5 ans et ne peut que se réjouir de le fêter de manière internationale, réanimant ainsi la plaza del Sol. Miguel Urbán, eurodéputé au sein du parti politique *Podemos* s'est lui aussi rendu sur la Place de la République

4. citation extraite du livre de Hessel Stéphane, *Indignez-vous!*, Montpellier. Editions Indigène, 2010, p.11.

5. cf. Fig.26. page précédente.

6. intervention lors de la conférence “Neo-Nomade: architecture de (dé)placement” organisée dans le cadre du festival Archiculture de L'Ecole NAtionale Supérieure d'Architecture de Nantes le 29 mars 2016.

7. écrits de Voltuan à retrouver sur <https://blogs.mediapart.fr/jean-baptiste-redde/blog/060416/place-de-la-republique-comme-la-puerta-del-sol>

8. cagnotte de Voltuan à retrouver sur <https://www.leetchi.com/c/solidarite-avec-le-militant-international>

9. Angelo (D') Robin, “*Les indignés espagnols débarquent à Nuit Debout*”, Street Press, 15 avril 2016.

de Paris pour examiner l'attraction qu'exerce "Nuit Debout". Pour lui, le 15 mai donne un sens particulier à l'événement :

*"Les processus de mobilisation génèrent une mémoire collective. Lorsqu'on occupe la place de la République, il y a un souvenir de ce qui s'est produit il y a cinq ans en Espagne, puis plus tard avec Occupy Wall Street. Le rassemblement français prend le relais d'autres mobilisations, il y a une continuité sous-jacente."* <sup>10</sup>

Ce "relais" peut-il également signifier que le travail de réflexion sur l'espace public comme lieu de démocratie directe s'est transféré en France ? L'indignation est une posture aux multiples facettes et les français n'ont pas forcément les mêmes revendications que les espagnols lorsqu'ils se mettent à réfléchir collectivement en assemblées. En effet, le mouvement "Nuit Debout" s'est formé presque en même temps que les manifestations contre la loi travail plus connue sous le nom de loi El Khomri. "Nuit Debout" est alors un mouvement proposant une réflexion profonde sur la situation du travail en France, mais pas seulement. Le mouvement propose diverses assemblées traitant les thématiques de la santé, de l'éducation ou bien du système démocratique actuel. Les bases de réflexion ne sont pas identiques à celles des espagnols qui ont une situation démocratique, politique, et économique en 2011 et encore aujourd'hui très différente. Pourquoi

les *indignados* s'intéressent-ils aux actions démocratiques françaises dans ce cas ?

Le 17 mai 2017, un peu plus d'un an après Nuit Debout, j'ai assisté à un débat public organisé sur les élections présidentielles françaises à la librairie *Traficantes de Sueños*, lieu de production et de communication politique qui tente d'alimenter et d'animer une action collective transformatrice, au cœur de Madrid. Une quarantaine de personnes étaient présentes dans la salle pour réfléchir à la question : Y-a-t-il des alternatives face au "Grand centre" et à "l'extrême droite en France ?" Lorsque le tour vint à Gonzalo Donaire de prendre la parole, il déclare :

*"El bipartismo en Francia esta quebrado"*  
*"Le bipartisme en France est cassé."* <sup>11</sup>

En notant cette réflexion, je ne peux m'empêcher de penser à *Podemos* qui a profité de cette cassure du bipartisme en Espagne pour venir au devant de la scène politique. S'est-il passé la même chose en France ? Il est difficile de prendre du recul sur ce qui vient d'arriver dans l'actualité française, mais l'élection du nouveau chef de l'Etat Emmanuel Macron et son mouvement "En marche !" créé en avril 2016 a prouvé la fragilité du bipartisme en France également. Quant à Jean-Luc Mélenchon, candidat des Insoumis, parti d'extrême gauche, il n'a jamais été aussi haut dans les sondages. Lors

de son meeting à Marseille en avril dernier, il avait proclamé *"vous voici vous autres, le peuple central, celui qui aspire à vivre de son travail, de ses inventions, de ses poèmes, de son goût d'amour pour les autres. Et vous avez maintenant allumée sous la cendre la braise qui dorénavant incendie de nouveau nos clamours et nos enthousiasmes"*<sup>12</sup>, soulignant et rappelant ainsi la pensée des "insoumis" comme un écho à celle des "indignés". Ce jour-là, c'est 70.000 personnes qui sont venues écouter le candidat sur le Vieux-Port de la cité phocéenne, comme une marée humaine. Il récoltera sept millions de votes au premier tour de la présidentielle. Il faut également noter le soutien et la présence du leader de *Podemos*, Pablo Iglesias aux côtés du leader des Insoumis <sup>13</sup> en avril 2017. La correspondance entretenue par les indignés internationaux semble se transférer aussi dans la politique institutionnelle franco-espagnole.

Ce travail de réflexion "globale" menée depuis 2011 amène les réflexions citoyennes au devant de la scène à une échelle internationale. Toutefois, il serait peut-être possible d'aller encore plus loin, en associant ces réflexions à un projet plus large comme "Geographies of Change" (Géographies du changement) qui représente un mouvement "sous la forme d'une archive en ligne participative qui contribue à la réalisation de deux objectifs stratégiques à l'échelle mondiale : rendre public, visible et utilisable le bien commun représenté par les expériences concrètes déjà actives dans le monde, et facilitant les connexions, à la fois dans cette géographie et parmi ses centres et toute autre organisation de la société civile pour construire des ponts et des chemins de collaboration."<sup>14</sup>



Fig.28

10. citation extraite de l'article de Musseau François, "Esprit du 15 mai, es-tu (toujours) là?", Libération, 11 mai 2016.

11. débat avec Donaire, G, Ferrero, R, Garcia Santesmases, A, Gaudichaud, F, "Francia: Hay alternativas frente al "Gran centro" y a la ultraderecha?", Madrid, Traficantes de Sueño, 17 mai 2017

12. citation extraite de l'article de Roudaut Félix, "Jean-Luc Mélenchon: ce qu'il faut retenir du meeting à Marseille", RTL, 9 avril 2017

13. cf. Fig.28. Marisa Matias, Jean-Luc Mélenchon et Pablo Iglesias aux apéros Insoumis © Thibault Camus

14. traduction de l'anglais, extrait du site <http://www.geographiesofchange.net>

Créé par Cittadellarte (Fondation née en 1998 grâce à Michelangelo Pistoletto, dans le but d'inspirer et de produire un changement responsable) et l'Université des Idées comme "plate-forme de recherche et d'action." <sup>14</sup> C'est un projet ouvert et en cours, généré par les utilisateurs eux-mêmes : chacun est invité à se positionner dans cette géographie et à l'explorer en expérimentant son potentiel dans le contexte de sa propre recherche et pratique.

Le but ultime des "Géographies du changement" est de faire en sorte que *"les pratiques visant à changer nos sociétés soient plus évidentes, partagées, incisives et profondes. Chacun de nous est invité à se questionner sur l'hypothèse d'un rôle qui va au-delà d'être un membre d'un auditoire démocratique hypothétique à un processus aussi large et participatif, développant ainsi le rôle de protagoniste direct de la démopraxie."* <sup>14</sup> (terme défini par Pistoletto comme démocratie dynamique fondée sur le partage de projets, une démocratie qui serait tournée vers la praxis, une capacité de faire et d'agir, partagée par le plus grand nombre).

Les combats et les résultats sont toutefois observables à une échelle locale. C'est pourquoi il est important de revenir sur les répercussions visibles d'un mouvement tel que le *15-M* et la naissance d'un parti tel que *Podemos* à l'échelle de la ville madrilène. A mon sens, en tant qu'étudiante en architecture depuis six ans, c'est en suivant les traces physiques qu'il dessine au quotidien dans la capitale espagnole qu'il est possible de comprendre la vision et la posture de l'indigné.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

14. traduction de l'anglais, extrait du site <http://www.geographiesofchange.net>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## CHAPITRE II

*Les lieux de postérité des  
INDIGNÉS*

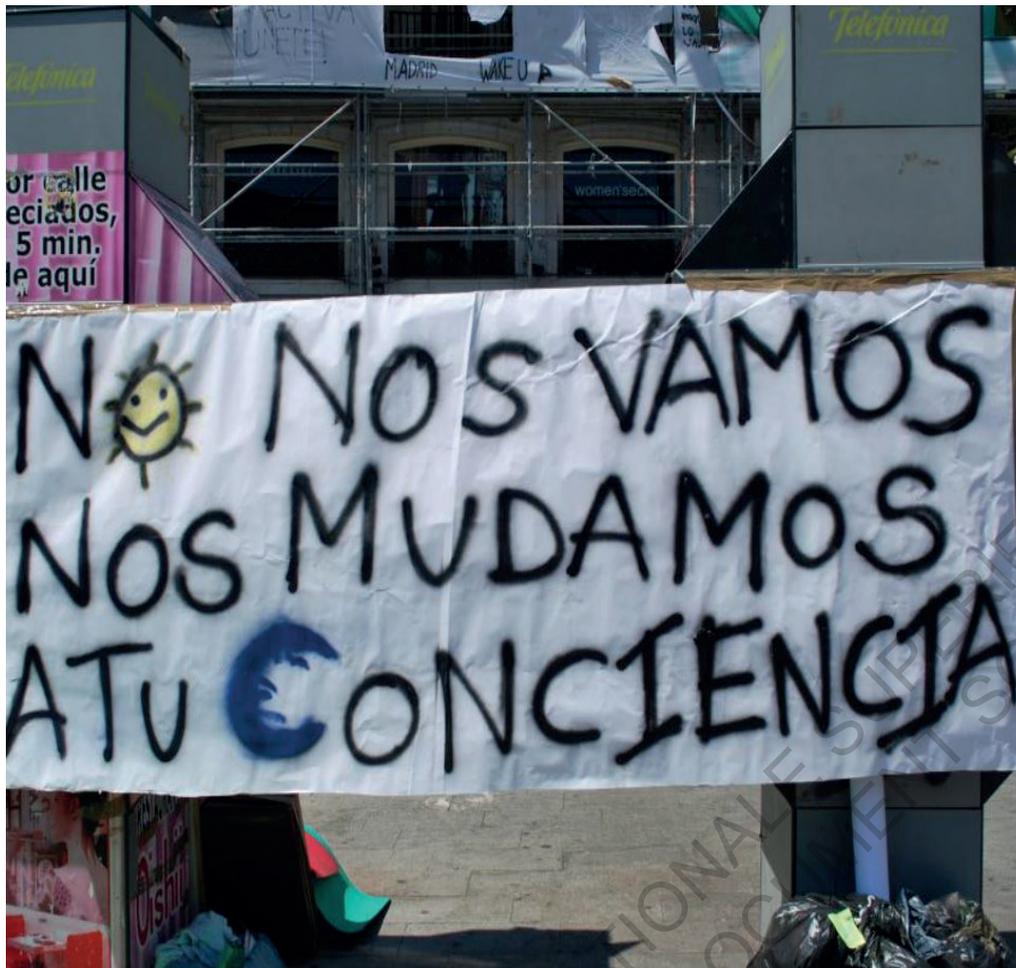


Fig. 29  
 “No nos vamos nos mudamos a tu conciencia”  
 © Héloïse

### UN PLAN COLLECTIF

“No nos vamos, nos mudamos a tu conciencia.”<sup>1</sup>

Ce sont les derniers mots inscrits sur une banderole que l’on peut lire à la *Puerta del Sol* lorsque les derniers indignés quittent la place en 2011. Ce message, intrigant, résonne dans la capitale comme la reprise d’une urbanisation “normale” avec cependant une possible “modification” de la pensée individuelle du citoyen madrilène. Battre en retraite de la place centrale de Madrid pour mieux se disperser dans les quartiers est une stratégie qui peut fonctionner. En effet, en retournant chacun dans leurs lieux de vie du quotidien, ceux qui se surnomment les *quincemayistas* continuent de se retrouver à une échelle plus restreinte lors d’assemblées populaires dans différents espaces de Madrid. Ce démantèlement du “noeud” central en micro-assemblées n’est-il pas une occasion de former de nouvelles “relations de voisinage”, permettant d’inviter ceux qui ne se sont pas déplacé jusqu’au point zéro de découvrir ou mieux connaître le mouvement 15-M ? Comment

l’indignation “rapprochée” s’est-elle développée à l’échelle des districts ? La sociologue Héloïse Nez a suivi la migration des assemblées de la *Puerta del Sol* vers les quartiers de Madrid. Elle semble sceptique quant à cette “évolution spatiale” lorsqu’elle écrit son article <sup>2</sup> en 2012 : “À Madrid, le déplacement de plusieurs groupes de travail de *Puerta del Sol* dans des squats, [...] décourage la participation de ceux qui ne sont pas habitués à passer la porte de tels lieux illégaux, susceptibles d’être à tout moment évacués par la police. Entrer dans un centre social occupé constitue en effet une démarche très différente de celle constituant à se rendre sur une place publique. [...] La participation des familles avec enfants semble compromise dans ces squats, car elle est plus risquée que sur les places publiques. De plus, l’apparence physique des lieux occupés (graffitis, saletés, etc...) et de certains de leurs occupants (piercing, tatouages, coiffure et style vestimentaire “punk”, etc) peut effrayer les personnes âgées ou leur faire sentir qu’elles ne sont pas à leur place.” Cette mutation de

1. “Nous ne partons pas, nous déménageons dans ta conscience.” tiré du film de Twiggy Hirota, Alfonso Domingo, Andrés Linares, Daniel Quiñones, “*Dormíamos, Despertamos*”, documentaire, 2016.

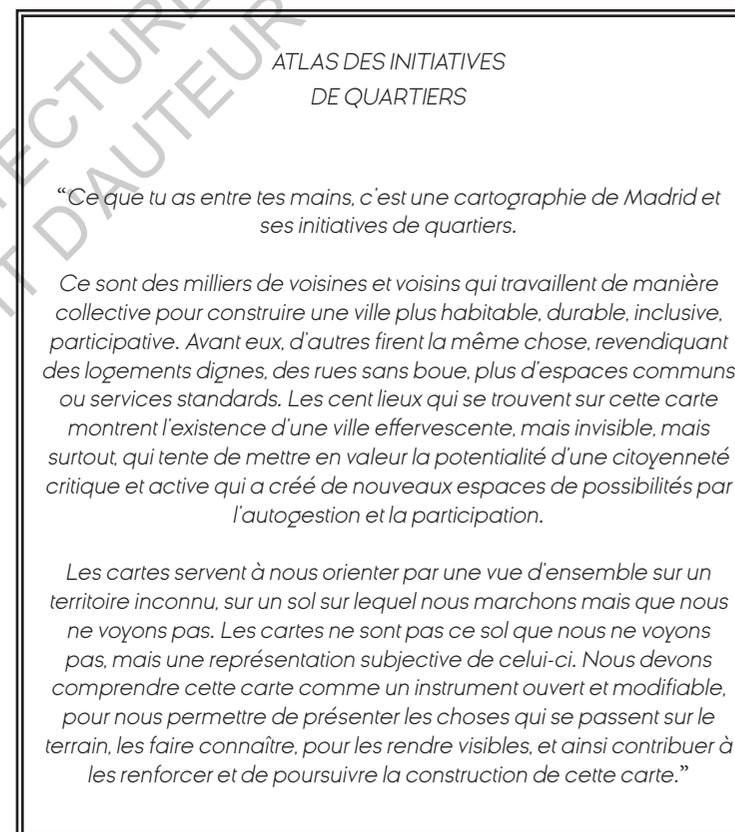
2. extrait de l’article de Nez Héloïse, “*Délibérer au sein d’un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid.*” *Participations*, 2012/3, n°4, p.98

l'indignation à l'échelle du quartier ne se transfère pas dans des espaces publics mais dans des espaces privés, procurant une sensation d'enfermement et une appartenance plus distincte : l'indigné qu'on pourrait appelé "de passage" dans un espace public ne peut exister dans les "squats" ; en entrant, l'indigné est "remarqué". Les espaces privés semblent pourtant être des lieux qui résistent dans le temps. Michel Lussault a détecté sur *Puerta del Sol* une expérimentation du vivre-ensemble : *"ils ne visaient pas une demande de droits spécifiques, de conservations d'acquis ou de reconnaissance civile, pas même un simple remaniement du gouvernement ou d'orientation d'une stratégie, pas du tout une prise de position dans le champ électoral. Ils tentaient rien de moins que d'expérimenter une autre manière d'habiter en commun et de changer le Monde comme cela et pas autrement, par cette "prise" synchrone des lieux et leur transformation en espaces d'expérimentation du vivre-en-commun, mis en réseau, sous la bannière d'un même mouvement mondial."* <sup>3</sup> Cette place publique comme lieu du "commun" n'a-t-elle pas mutée dans ces lieux privés, permettant de prolonger l'expérimentation "entre voisins" de manière plus pérenne ? Les assemblées elles-mêmes se transforment dans ces lieux car la gestion y est différente, Raphaël Besson, expert en socio-économie

urbaine et docteur en sciences du territoire-urbanisme parle "d'autogestion" <sup>4</sup> afin d'expérimenter ces "communs urbains".

Pour comprendre ces laboratoires collaboratifs qui s'élaborent dans la capitale, je décide en février 2016 de me rendre sur place, l'objectif étant de savoir comment distinguer ces lieux d'indignation en évolution à l'échelle de la ville. Mes premières recherches m'amènent à *Matadero Madrid*, un ancien abattoir du quartier de Legazpi situé près de la rivière Manzanares, transformé en complexe culturel en 2007. En parcourant la grande allée centrale je découvre *Intermediae*, un espace ouvert considéré comme "laboratoire de production de projets et d'innovation sociale, spécialisé dans la culture visuelle." <sup>5</sup> C'est en entrant dans cet espace hybride que je découvre une carte incroyable que je n'avais jamais vu auparavant. Au fond du plateau libre, derrière un petit coin de lecture, un immense plan de Madrid tapisse le mur de brique. En m'approchant je découvre une "cartographie indisciplinée" comme l'appellerai Natasha Rena, architecte et urbaniste brésilienne, rencontrée quelques jours plus tôt lors d'un café organisé autour de cette thématique <sup>6</sup>. Ce plan se révèle être une définition cartographique du "droit à la ville" que défend David Harvey dans son livre *"Le capitalisme contre le droit à la ville"*, une carte où le pouvoir collectif

a un réel impact sur le processus d'urbanisation. Le plan se nomme *"Atlas des initiatives de quartiers"* <sup>8</sup> et la plateforme "los madriles" invite d'ailleurs chaque madrilène à participer et à compléter cette carte en y ajoutant des lieux "invisibles" <sup>7</sup> :



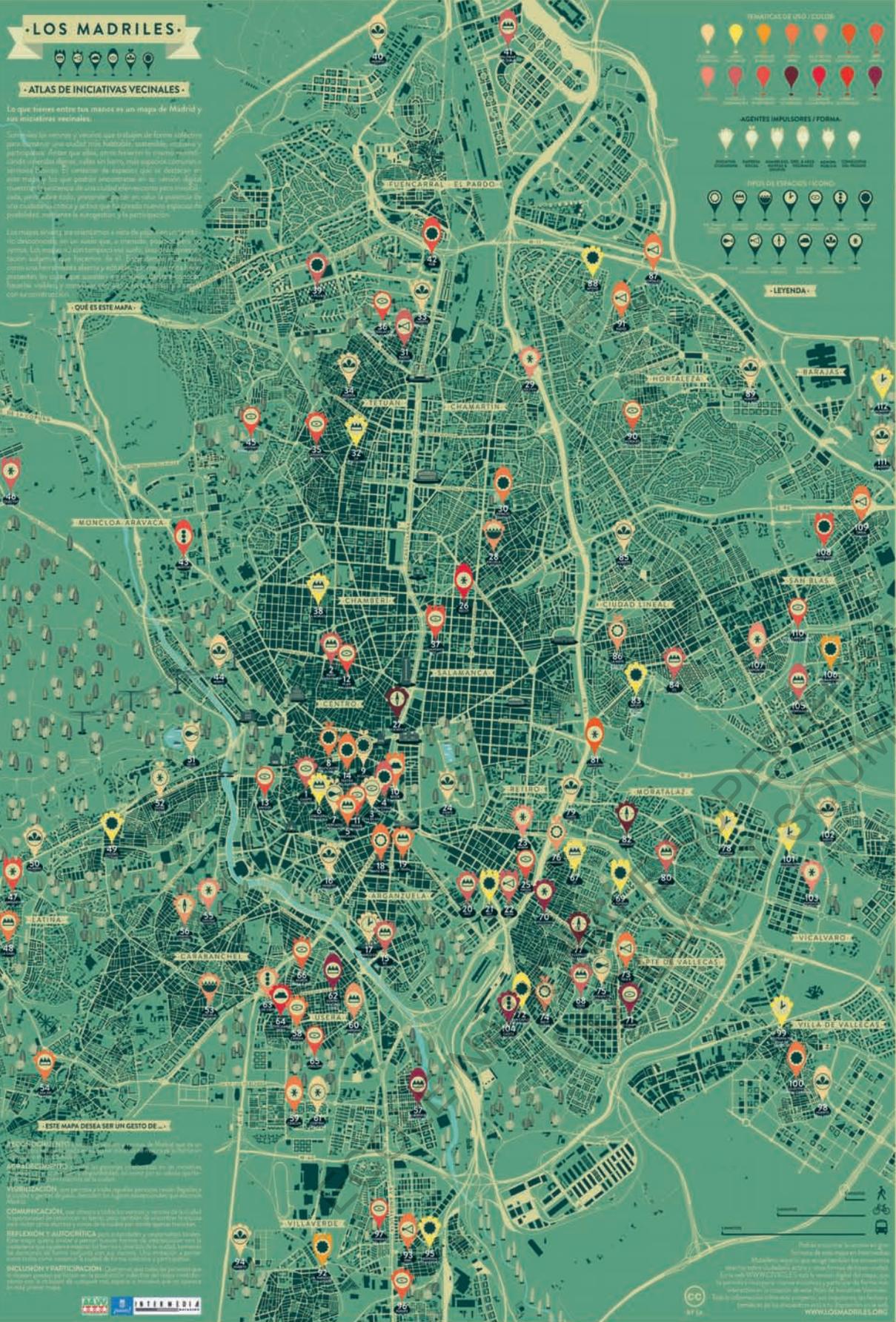
3. Lussault Michel, *"Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation."* Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.163

4. Besson Raphaël, *"Les laboratoires citoyens madrilènes: la fabrique des communs urbains"*, Urbanews, 11 janvier 2016

5. présentation du lieu Intermediae sur [http://intermediae.es/project/intermediae/page/que\\_es\\_intermedi](http://intermediae.es/project/intermediae/page/que_es_intermedi)

6. Rena Natacha, *"Un café con...Natacha Rena: cartografías indisciplinares"*, Madrid, Medialab Prado, 19 février 2016

7. Ajout de lieu possible via le site internet <http://www.viveroiniciativasciudadanas.net/civics/iniciativas/>  
8. cf. Fig.30. pages suivantes, cartographie à retrouver sur <http://www.losmadriles.org/>



Légende

1. EL CAJÓN DE LOS CAJONES Plaza de San Juan, 10	2. PLAN BARCELONA Plaza de San Juan, 10	3. EL CAJÓN DE LOS CAJONES Plaza de San Juan, 10	4. SALVADORS DE SAN SALVADOR Plaza de San Juan, 10	5. LA FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	6. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	7. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	8. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	9. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	10. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	11. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	12. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	13. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	14. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
15. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	16. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	17. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	18. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	19. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	20. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	21. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	22. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	23. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	24. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	25. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	26. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	27. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	28. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
29. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	30. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	31. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	32. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	33. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	34. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	35. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	36. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	37. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	38. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	39. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	40. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	41. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	42. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
43. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	44. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	45. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	46. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	47. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	48. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	49. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	50. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	51. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	52. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	53. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	54. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	55. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	56. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
57. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	58. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	59. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	60. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	61. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	62. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	63. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	64. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	65. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	66. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	67. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	68. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	69. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	70. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
71. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	72. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	73. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	74. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	75. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	76. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	77. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	78. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	79. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	80. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	81. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	82. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	83. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	84. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
85. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	86. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	87. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	88. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	89. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	90. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	91. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	92. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	93. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	94. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	95. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	96. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	97. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	98. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10
99. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	100. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	101. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	102. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	103. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	104. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	105. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	106. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	107. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	108. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	109. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	110. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	111. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10	112. FERIA DE SAN JUAN Plaza de San Juan, 10

Fig. 30

Cette carte révèle plusieurs informations primordiales dans ma recherche. Tout d'abord ces centaines de lieux relevés dévoilent pour la plupart ce que Raphaël Besson appelle des "espaces vacants" ou encore "espaces en creux de la ville"<sup>9</sup> qui se sont accumulés suite à la crise économique de 2008. En effet, ces icônes légendées montre le réveil d'une conscience collective qui s'est développée à *Puerta del Sol* dans un premier temps par une démocratie directe horizontale. Cette dernière prône alors l'idée de développer une action instantanée "ici" (lieu) et "maintenant" (temps), action qui s'est étendue dans les quartiers madrilènes et a permis de développer un nouveau regard sur la ville en transformant "l'inutilité" de ces espaces qui attendent que la crise passe et que les investisseurs reviennent, en "nécessité immédiate". A quoi servent-ils ? Le géographe Michel Lussault constate "qu'un grand nombre de ces expérimentations sont concentrées sur la volonté de petits groupes de construire et/ou organiser en commun une résidence, ou sur la démarche, plus ou moins autonome, d'un collectif de quartier pour améliorer l'espace de vie ; quoi qu'il en soit, ces projets reposent sur l'idée de concevoir et d'organiser une autre existence urbaine, dédiée à des exigences de l'urbanisme fonctionnel et de l'économie immobilière classique."<sup>10</sup>

C'est ainsi que l'on retrouve dans ces espaces urbains : ces parcelles "en jachère" immobilière ou espaces construits non habités, des jardins et centres sociaux "autogérés". Mais qui a-t-il derrière la "participation" citoyenne dans chacun de ces lieux ? Sont-ils "légaux" ou "négociés", sont-ils des "squats" ou des "lieux en voie d'institutionnalisation" ?

Cette carte me permet d'établir un itinéraire, afin d'aller à la rencontre de ces "moteurs" de vie de quartiers et comprendre ainsi leur fonctionnement. De plus, de retour à Nantes, j'intègre mes observations sur le terrain madrilène au studio de projet "Borderline"<sup>11</sup> permettant d'étendre la problématique de ce mémoire à l'échelle Nantaise. Et si cette carte "d'initiatives de quartiers" pouvait être reproduite sur Nantes, quels lieux seraient supports à un "vivre-ensemble" et quels impacts auraient-ils sur l'action urbanistique ? Cette posture de "recherche-action" m'offre ainsi la possibilité d'insérer l'activité de l'architecte ou étudiant en architecture (en agence, en collectif ou au sein même de l'école) en tant "qu'expérimentateur" actif au sein de ces laboratoires du "commun" et du "vivre-ensemble". Cette question de l'architecte activiste est engagée lors du café avec Natasha Rena au Medialab Prado, un laboratoire citoyen "institutionnel" financé par le Ministère de la Culture

et des Sports du gouvernement municipal de Madrid. En se réunissant dans une petite salle de cette plateforme collaborative<sup>12</sup> certains participants, professeurs dans une école d'architecture de Madrid (UPM<sup>13</sup>) mettent en avant les espaces "d'investigation militante" créés dans des locaux des Universités au Brésil, considérés comme "El Dorado" de l'activisme participatif à leurs yeux. Je me souviens que l'architecte brésilienne esquissa un sourire et expliqua que cette "extension" de l'Université est normale en Amérique Latine et que parfois "ne pas faire d'architecture" est intéressant. Mais que fait-on alors dans ces espaces de production citoyenne ? Quelle est donc cette nouvelle manière de fabriquer l'espace ?

9. Besson Raphaël, "Les laboratoires citoyens madrilènes: la fabrique des communs urbains", Urbanews, 11 janvier 2016

10. Lussault Michel, "Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation." Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.179

11. studio de projet Borderline dirigé par Romain Rousseau et Sabine Guth en 2016

12. [http://medialab-prado.es/article/que\\_es](http://medialab-prado.es/article/que_es)

13. Universidad Politécnica de Madrid



<b>Organisation</b>	<b>Activités</b>
1 Participants	17 Action-créativité
2 Coordination	18 Bibliothèque
3 Infirmerie	19 Activités
4 Assistance juridique	20 Art
5 Infrastructure	21 Musique
6 Menuiserie	22 Garderie
	23 Bibliothèque pour enfants
	24 Audiovisuel
<b>Communication</b>	<b>Débat / Propositions</b>
7 Alimentation A	25 Migration-Mobilité
8 Alimentation B	26 Féminisme
9 Alimentation C	27 Groupes de travail
10 Respect	28 Amour
11 Respect 2	29 Environnement
12 Toilettes	30 Propositions
	31 Droits des animeu

Fig. 31

Organisation du campement de la "Ciudad del Sol"  
© inconnu - métropolitiques

## DO IT YOURSELF!

En 2011, la Puerta del Sol est surnommée "Ciudad del Sol" - "Ville du Soleil". En mai et juin de cette année-là, un micro-cité s'est construite rapidement au coeur de Madrid. La "commission Infrastructure" des Indignés n'est pas une équipe de "spécialistes" comme le précise Julia Ramirez Blanco qui observe l'avancement du campement au jour le jour. Cette équipe de non-professionnels se donne la mission de récolter les matériaux et de les mettre à disposition des Indignados qui campent sur la place. L'esprit "Fais le toi-même" (DIY) est une invitation à construire quelque chose en réponse à un besoin "individuel" ou "collectif". C'est ainsi que les occupants de la place se mirent à construire non seulement des abris pour dormir la nuit, mais aussi des lieux collectifs telles qu'une librairie partagée, une garderie, une cuisine pour tous... On voit l'imagination des indignés naître dans cette cité du "vivre-ensemble" au fur et à mesure que les toiles bleues s'étendent pour couvrir la place et se protéger du soleil. L'auteure et artiste décrit la place transformée:

"Debajo, se crea una atmósfera de total alteridad, en un ambiente que en España recuerda a los zocos del pasado hispanomusulmán. En la zona de las tiendas de campaña aparecen sábanas hogareñas que crean resonancias de intimidad en el espacio público."

"En-dessous (des toiles tendues), se crée une atmosphère de totale altérité, dans une ambiance qui en Espagne rappelle les souks du passé hispano-musulman. Dans la zone des tentes apparaissent des draps de maison créant des résonances d'intimité dans l'espace public."<sup>1</sup>

Comme le souligne Michel Lussault, "en 2012, le campement de la Puerta del Sol de Madrid, épice de la 15-M, se vit attribuer le prix spécial du jury du Prix européen de l'espace urbain public - un prix biennal créé en 2000 par le Centre de culture contemporaine de Barcelone (CCCB), afin de récompenser des aménagements contribuant à rendre l'urbain plus inclusif et démocratique."<sup>2</sup> Cette récompense est une preuve de réussite pour les citoyens madrilènes, les encourageant à continuer leurs multiples expérimentations de l'espace. Je décide d'établir un itinéraire dans Madrid pour découvrir les différentes "typologies" d'espaces du "commun" fabriqués par et pour les habitants.

1. Ramirez Blanco Julia, *Utopías artísticas de revuelta: Claremont Road, Reclaim the streets, la Ciudad del Sol. Madrid*. Editions Cuadernos Arte Cátedra, citation extraite p.226  
2. Lussault Michel, *Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.181



CAMPO DE  
CEBADA  
LEQG

“*Campo de Cebada* ?... c’est le palais de Madrid !” Ceux sont les mots de Natasha Rena lorsque nous évoquons les “cartographies indisciplinées” du Brésil et de la capitale espagnole durant une après-midi de février. Cette parcelle de Madrid de 5000 m<sup>2</sup> aujourd’hui en “expérimentation” fût autrefois habitée par une piscine municipale. Cependant des investisseurs privés décident de remplacer cette piscine de quartier par un centre commercial ; l’équipement est alors détruit en 2009, quant au nouveau projet accepté par le maire de l’époque <sup>1</sup>, il est détruit par la crise immobilière. La parcelle se transforme en “vide urbain” sans activité. C’est alors que le collectif EXYZT <sup>2</sup>, expert de l’architecture temporaire, fabrique pour les “nuits blanches” madrilènes <sup>3</sup> de septembre 2010 une piscine “éphémère” en bois sur la parcelle. Ce projet nommé “isla ciudad” fait réapparaître pour quelques jours l’ancienne activité de la parcelle, un symbole fort pour les habitants du quartier qui ne souhaitaient pas la destruction de “leur piscine”. Ce projet fût le premier acte “d’expérimentation” du *Campo de Cebada* et le catalyseur qui accéléra la naissance d’une nouvelle vie de quartier au coeur même de la parcelle abandonnée par les investisseurs. Il a permis de montrer aux habitants que cette situation “temporaire” (en attente d’un nouveau projet

urbain) est une réelle opportunité pour tester et révéler les champs des possibles de la parcelle. En 2011, la municipalité de Madrid décide de céder temporairement le lieu classé “terrain vague” à la FRAVM <sup>4</sup> (Fédération Régionale des Associations de Voisins de Madrid). Celle-ci délèguera la gestion à l’association de voisins du quartier Legazpi. C’est ainsi que se crée l’un des “laboratoires urbains” les plus connus en Espagne et même au-delà: une référence selon Natasha Rena.



Fig. 33  
“Isla Ciudad” au Campo de Cebada  
© EXYZT

1. Alberto Ruiz-Gallardón (Partido Popular)

2. Collectif composé des architectes : Nicolas HENNINGER, François WUNSCHER, Philippe RIZZOTTI, Pier SCHNEIDER, Gilles BURBAN à retrouver sur <http://www.exyzt.org/city-island/>

3. Inspiré de la “Nuit Blanche” parisienne, la *Noche Blanca* permet de découvrir un parcours artistique et culturel durant toute la nuit. Cependant cette fête ne s’est pas renouvelée depuis 2012 dans la capitale espagnole.

4. FRAVM à retrouver sur le site internet <https://aavvmadrid.org/>

Je décide de me rendre dans ce “palais citoyen” le dimanche 21 février 2016. En sortant de la bouche de métro “*La Latina*” qui mène directement sur la *Plaza de la Cebada*, je me retrouve face à de grandes palissades de chantier colorées, percées en quelques endroits par des hublots. Des curieux s’y agglutinent afin d’observer ce qui se passe de l’autre côté de la clôture. Ne pouvant accéder à ces “fenêtres sur...” déjà occupées, je décide de me diriger vers l’entrée de cet “endroit en chantier” (c’est du moins ce que connotent les palissades) qui n’est autre que le *Campo de Cebada*. Il est impossible de manquer cette entrée qui, elle aussi, invite à l’arrêt ; portail coulissant grand ouvert, les badauds dominicaux forment un groupe au seuil, n’osant descendre dans la “fosse”. Plus déterminée qu’eux à découvrir le lieu, je descends la rampe, afin de rejoindre les occupants déjà “en-bas”. J’aperçois alors l’envers du décor et je souris : les palissades sont couvertes de dessins inspirés des hublots et créent un jeu ludique pour les occupants de la parcelle... un “observateur d’en haut” se transforme soudainement en cosmonaute ou en sumo sans le savoir. Mieux vaut donc descendre ! Sur le sol de béton, des lignes de peintures se mêlent pour dessiner un terrain de foot ainsi qu’un terrain de basket. Mais ce jour-là, c’est une tout autre activité qui se déroule dans cette “zone” de la parcelle. Des gradins sur roulettes forment un demi cercle autour de la cage de foot qui elle-même sert de fond de scène. Les gradins sont remplis et sur la scène imaginaire

un chanteur aux lunettes fumées et à la voix éraillée joue un air de flamenco avec sa guitare. Les paroles semblent pourtant moins traditionnelles que la mélodie :

“*Somos pobres ! Venga !  
Give me give me el poder...*”

“*Nous sommes pauvres ! Allez !  
Donne-moi donne-moi le pouvoir...*”

Les spectateurs claquent dans leur mains en rigolant à l’écoute de ces paroles ironiques. Je ne les comprends pas toutes et d’ailleurs le chanteur s’en excuse au micro :

“*Lo siento, estoy un poco borracho vale !  
“Désolé, je suis un peu enivré, ok !”*”

Les éclats de rire retentissent de nouveau. Ce “spectacle” s’ajoute à l’atmosphère très festive qui se dégage de l’endroit. Les madrilènes semblent s’y retrouver entre amis pour y passer l’après-midi, discuter, écouter de la musique et boire des bières. Dans une autre “zone” du *Campo de Cebada*, des gens sont en train de manger sur de grandes tables installées près du potager participatif hors-sol, d’autres sont assis à même le sol en petits groupes. Soudain, une autre zone s’anime ; un multi-instrumentiste, tambour accroché sur le dos, harmonica sur la bouche, cymbales tirées par des ficelles aux pieds, commence à jouer en tournant sur lui-même, tel un derviche tourneur, créant un cercle de danseurs autour de lui. Tout semble mouvant et d’inspiration libertaire dans ce lieu clos à ciel ouvert.

Pourtant derrière cet espace ouvert au public, une organisation titanesque est mise en place. En effet, cette vie au coeur de la parcelle est possible grâce à l'action commune de voisins, d'associations de quartiers qui, pour faire évoluer cet espace, ont un mécanisme de gestion et de programmation bien orchestré. L'occupation négociée avec la municipalité doit être exemplaire, il a donc par exemple été décidé d'installer immédiatement un portail, une réglementation et des horaires d'ouverture. C'est pourquoi, lorsque des voisins se sont un peu trop plaints du bruit de la musique qui émanait du *Campo de Cebada* lors de ce dimanche après-midi, les "gestionnaires" du lieu et de la programmation ont décidé d'arrêter les festivités, en conseillant à chacun de rejoindre la sortie, et une heure plus tard cela fut respecté et le portail se ferma. Cette autonomie dans la gestion donne des responsabilités aux multiples gérants de la parcelle ; ils doivent à la fois gérer le *Campo de Cebada* en son intérieur, mais aussi maintenir une réaction positive de la part des habitants du quartier, voisins de la parcelle. Le confort (eau, lumière, électricité...) doit exister pour installer un bien-être commun au sein de l'espace partagé afin de le rendre accessible à tous.

Pour cela un programme bien précis est mis en place, incluant des "professionnels" : urbanistes, architectes, sociologues, artistes, anthropologues, éducateurs, musiciens...

Par exemple, des ateliers de constructions architectoniques sont organisés afin de construire le mobilier urbain. Expérimenté par des architectes tels que le collectif Zuloark, ce mobilier est en "Open Source"<sup>5</sup> afin que l'objet puisse être répliqué, adapté et évoluer selon les besoins des utilisateurs de la parcelle et des différents "scénarios" de programmation. L'architecte partage alors ses recherches et ses projets au travers d'un catalogue "Open Data" afin que chaque participant ait l'opportunité de fabriquer une version de l'objet. Les matériaux utilisés sont souvent des matériaux de récupération, on peut d'ailleurs apercevoir au fond de la parcelle l'espace de stockage qui abrite des planches de bois de toutes tailles<sup>6</sup>. Parfois pour des structures plus complexes telle que la fabrication de la coupole géodésique, *Campo de Cebada* utilise la plateforme [Goteo.org] afin de récolter le soutien de tous les citoyens qui veulent contribuer financièrement au projet ; ils ont ainsi pu récolter 6.000 euros.

5. "Les licences Creative Commons constituent un ensemble de licences régissant les conditions de réutilisation et de distribution d'œuvres. Élaborées par l'organisation Creative Commons, elles ont été publiées le 16 décembre 2002. Les licences Creative Commons ont été créées en partant du principe que la propriété intellectuelle était fondamentalement différente de la propriété physique, et du constat selon lequel les lois actuelles sur le copyright étaient un frein à la diffusion de la culture. Leur but est de fournir un outil juridique qui garantit à la fois la protection des droits de l'auteur d'une œuvre artistique et la libre circulation du contenu culturel de cette œuvre, ceci afin de permettre aux auteurs de contribuer à un patrimoine d'œuvres accessibles librement par tous."

définition à retrouver sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/Licence\\_Creative\\_Commons](https://fr.wikipedia.org/wiki/Licence_Creative_Commons)

6. cf. Fig.34. page suivante, Espace de stockage © Alexandra Sagary

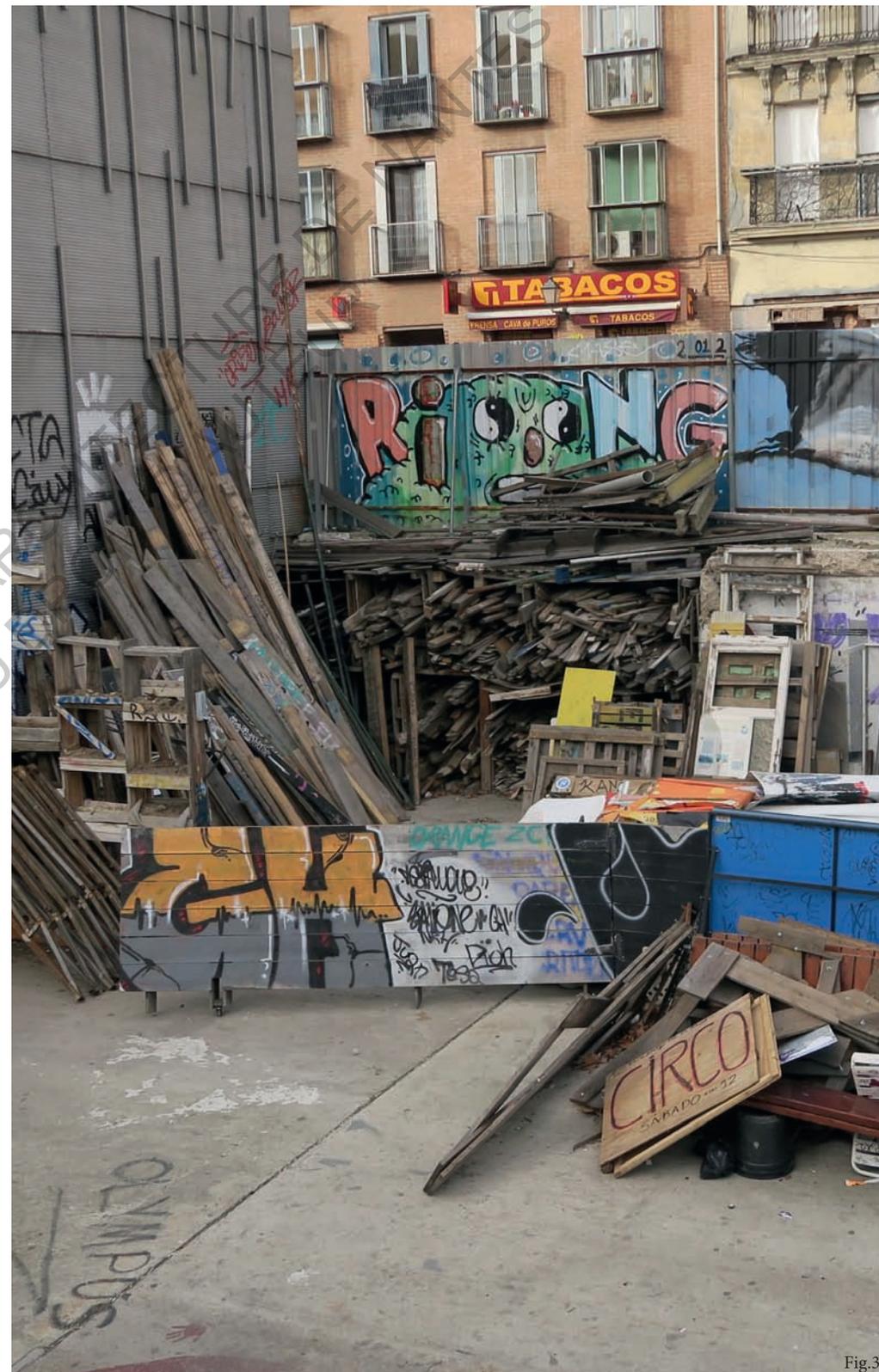


Fig.34

Au-delà de la construction évolutive du *Campo de Cebada*, la programmation est variée, totalement gratuite et ouverte à tous. Ainsi cet espace partagé peut se transformer en terrain de sport ; les enfants peuvent s'inscrire dans l'équipe de football ou de basketball (qui se divise en plusieurs groupes selon le niveau et l'âge) et être accompagné par un encadrant sportif bénévole. Le terrain peut également se transformer en cirque ou en cinéma ou encore en espace de réunion pour les assemblées du 15-M. Chaque événement est diffusé sur les réseaux sociaux et ouvert à tout le monde. L'investissement du citoyen madrilène se fait aussi au travers de sa participation et de son envie de co-habiter le temps d'une après-midi ou d'une soirée avec ses voisins ou amis dans le *Campo de Cebada*.



Fig. 35

Programmation publiée sur Facebook  
"El Gran Circo de Cebada"

© Campo de Cebada

Au-delà de cette expérimentation quotidienne qui permet au *Campo de Cebada* de remporter le premier prix de la Biennale Espagnole d'Architecture et d'Urbanisme en décembre 2013, les habitants n'oublient pas leur piscine de quartier et continuent de se battre pour que la municipalité accepte de réinvestir le lieu par un projet de complexe multi-sport. En avril 2016, les habitants du quartier lancent une campagne de publicité appelée "*La Cebada te necesita - La cebada a besoin de toi*" afin que leur projet remporte un maximum de votes sur le site internet [*Decide Madrid.es*] dont nous parlerons dans la seconde partie, afin de comprendre ces rapports et cette communication avec la mairie. Cette campagne de publicité est diffusée sur les réseaux sociaux et les performances artistiques se multiplient, comme par exemple la peinture anamorphose au sol de Flavia Totoro y Eva G. Alonso<sup>7</sup> qui imaginent une piscine. Ces interventions rappellent alors l'objectif final de ce laboratoire urbain : une piscine. "*Ce n'est pas par hasard si les expérimentations urbaines les plus intéressantes et inventives du moment sont toutes, peu ou prou, fondées sur une proposition d'arrangements temporaires et réversibles des espaces d'habitation, loin des dispositifs figés et réversibles qui résultent des opérations standard.*"<sup>8</sup> Michel Lussault rappelle ici que ces espaces

du commun ont une espérance de vie beaucoup plus fragile que les opérations architecturales dites "classiques". *Le Campo de Cebada* est voué à disparaître pour laisser place en 2019 à un centre sportif multi-sport avec piscine<sup>9</sup>. Cependant le laboratoire urbain le plus connu de la capitale va tenter de se "transférer" dans ce projet à huit millions d'euros. En effet le journal *El Mundo*<sup>10</sup> rappelle que "*le dessin du centre sportif s'est réalisé suite à la convocation et au processus participatif avec les habitants du quartier pour récolter les propositions. Entre autre, le projet cherchera à donner une continuité sur la place publique à tous les apprentissages proposés par le Campo de la Cebada et ainsi*

*les citoyens auront la capacité de développer des activités. Dans le même esprit, le projet souhaite ouvrir les portes à une cogestion entre le consistoire et les usagers de la piste à l'air libre et du terrain de basket de 655 m<sup>2</sup>. Le complexe comptera aussi des installations multi-usages qui pourront s'adapter en fonction des futures tendances.*" Les intentions du projet semblent en adéquation avec l'art de penser du "vivre ensemble" du *Campo de Cebada*, cependant le lieu se métamorphosant en lieu "institutionnel" va poser de nouvelles conditions. Il sera donc intéressant de voir comment la cohabitation et la communication se fera entre la place du *Campo de Cebada* qui tentera de continuer à exister et le bâtiment construit.



Fig.36

7. performance à retrouver en video sur <https://vimeo.com/116532516>

8. Lussault Michel, *Hyper-lieux: les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris. Editions du Seuil, 2017, citation extraite p.183

9. cf. Fig.36. Futur projet de centre sportif multi-sport © Municipalité de Madrid

10. Belver Marta, "*El nuevo polideportivo de la cebada se inaugurará en 2019*", *El Mundo*, 17 janvier 2017



CALLE DE  
MIGUEL  
ERVET

DINGO PERRO MUDO. 2014.

TOQUER  
À LA  
PORTE  
DE LA  
TABACALERA

La *Tabacalera* est un lieu qui connaît un mariage “institution-auto-gestion” à une tout autre échelle. Ce deuxième point d’arrêt dans mon exploration du “commun madrilène” concerne une typologie différente du “vivre-ensemble” puisqu’elle concerne une ancienne fabrique de tabac, classée au patrimoine historique et considérée comme “bien d’intérêt culturel” ; un édifice que le Ministère de la Culture Espagnol décide d’acquérir et de gérer à partir de 2003.

En 2008, le gouvernement y projette un grand projet à plus de 30.000.000 d’euros : un centre national des arts visuels. Mais le dessein d’urbanisation de la capitale continue de se cristalliser par la paralysie du financement que provoque la crise ; le projet remporté par les architectes espagnols Nieto et Sobejano en juin 2009 ne verra jamais le jour. Les habitants du quartier de

Lavapiés décident de prendre en main ce bâtiment à l’abandon de plus de 25.000 m<sup>2</sup> en négociant non pas avec la municipalité mais avec le Ministère de la Culture. Le gouvernement, dirigé en 2010 par le PSOE, décide de céder 9.200m<sup>2</sup> du bâtiment à l’association “*Centro Social Autogestionado Tabacalera de Lavapiés*”, le contrat signé entre l’association d’habitants et le gouvernement stipule que le projet doit développer un centre culturel et social, autogéré. Le contrat entre en vigueur en 2012 pour une période de deux ans renouvelable, mais l’association avait débuté son travail d’autogestion dès 2010 au travers de nombreuses journées de réflexion et de rénovation du bâtiment abandonné depuis les années 2000. Un manifeste est écrit par l’association de la *Tabacalera* afin de déclarer toutes les intentions de réflexion et de production du lieu :

MANIFESTE  
DE LA TABACALERA<sup>1</sup>

“Pour permettre la création de ce nouveau modèle, sont nécessaires :

- une pleine autonomie pour l’organisation et le développement des initiatives par ceux qui les mettent en place
- une exploration de gestion du public en terme de démocratie participative
- un développement des pratiques culturelles à bas coût et une culture libre
- une méthodologie de programmation distante des pratiques classiques de gestion culturelle
- un engagement pour niveler les différentes échelles d’expression sociale et culturelle

*Tabacalera n’est pas et ne peut être la ressource de quelques personnes bien connectées et privilégiées. Pour ses propres caractéristiques (ni privé, ni appropriable, public, bien commun), elle ne peut être la ressource commune d’un groupe permanent. Sa condition d’existence est l’ouverture : à de nouvelles compositions, de nouveaux événements, à différents niveaux d’implication, de travail, d’usage. Dans la Tabacalera, ne se montrent pas seulement les initiatives qui s’installent durablement dans le bâtiment, mais aussi toutes celles qui soutiennent l’espace par les critères qui lui sont propres : culture libre et gratuite, coopération horizontale, transparence, usage à but non lucratif, non privé, solidaire et responsable des ressources... Ce sont les caractéristiques qui font de la Tabacalera une expérience singulière, elles la convertissent en une référence publique, et pour autant inappropriable par celles et ceux qui l’ont impulsé.”*

La conclusion de ce manifeste insiste sur une certaine controverse du lieu : il est ouvert au public mais inappropriable sur le long terme, un renouvellement constant des acteurs est souhaité. Ce mécanisme semble pourtant compliqué à mettre en place dans ce titanesque espace fermé.

Lorsque je m’approche pour la première fois de la *Tabacalera*, j’ai la sensation de me retrouver face à une forteresse. Les murs qui se dressent devant moi délimitent très clairement le périmètre de ce laboratoire urbain ; le lieu est d’autant plus remarquable par la signification artistique de ses murs. En effet, une intervention en 2014 a permis à 32 artistes de participer à l’opération “Murs *Tabacalera*”, introduisant l’extérieur de la *Tabacalera* comme les prémices culturels du lieu<sup>2</sup>. J’aperçois également une grande grille en fer forgé, fermée, qui accentue l’effet fortifié du lieu.

Je n’arrive pas à situer la véritable entrée, je me mets à longer les kilomètres de murs de cette ancienne fabrique et j’aperçois enfin une entrée prononcée. Je suis étonnée de la publicité qui fait écho aux espaces culturels “classiques”. En effet, en lisant l’affiche (cf. Fig.38, page suivante) de “promotion de l’art” de la *Tabacalera*, celle-ci annonce une exposition d’un photographe et j’aperçois la présence du logo du gouvernement espagnol. J’apprends alors via

mon smartphone en cherchant le site internet annoncé sur l’affiche “qu’actuellement, suite au projet de 2007 comme Centre National des Arts Visuels, *Tabacalera* Promotion de l’Art est géré par la Sous-Direction Générale de la Promotion des Beaux Arts du Ministère de l’Education, de la Culture et des Sports, unité qui développe un programme permanent des expositions temporaires et des activités liées à la photographie, l’art contemporain et les arts visuels.”<sup>3</sup> A ce moment précis, je me demande ce qu’il est advenu de l’Association *Tabacalera* et de son autogestion de ce lieu expérimental. Je me dirige alors vers cette entrée “officielle” marquée par la présence de nombreux visiteurs, espagnols mais aussi touristes étrangers, habituellement non présents dans les laboratoires urbains madrilènes. Je visite l’exposition photographique du moment dans cette ancienne usine de Tabac transformée en “musée dégradé”. Les cadres noirs sont fixés aux murs à la peinture écaillée, des lumières sont accrochées afin d’éclairer les oeuvres comme dans les musées. Cette scénographie arrangée et très sophistiquée connote une présence “institutionnelle” qui ne ressemble en rien au laboratoire urbain auquel je m’attendais (cf. Fig.39, page suivante). Je ressors du lieu, déçue de ne pas être parvenue à trouver la trace d’une présence “d’appropriation expérimentale” alors invisible.

1. manifeste à retrouver sur le site internet <http://latabacalera.net/c-s-a-la-tabacalera-de-lavapiés/>

2. cf. Fig.37, pages précédentes. Murs enceintes de la Tabacalera © Alexandra Sagary

3. présentation du projet du Ministère de la Culture à retrouver sur <http://www.promociondelarte.com/tabacalera/sede.php>



Fig.38 - Affiche de l'Exposition "Un horizonte falso" du photographe Alberto Garcia-alix © Alexandra Sagary



Fig.39 - Intérieur de l'Exposition "Un horizonte falso" dans la Tabacalera © Alexandra Sagary

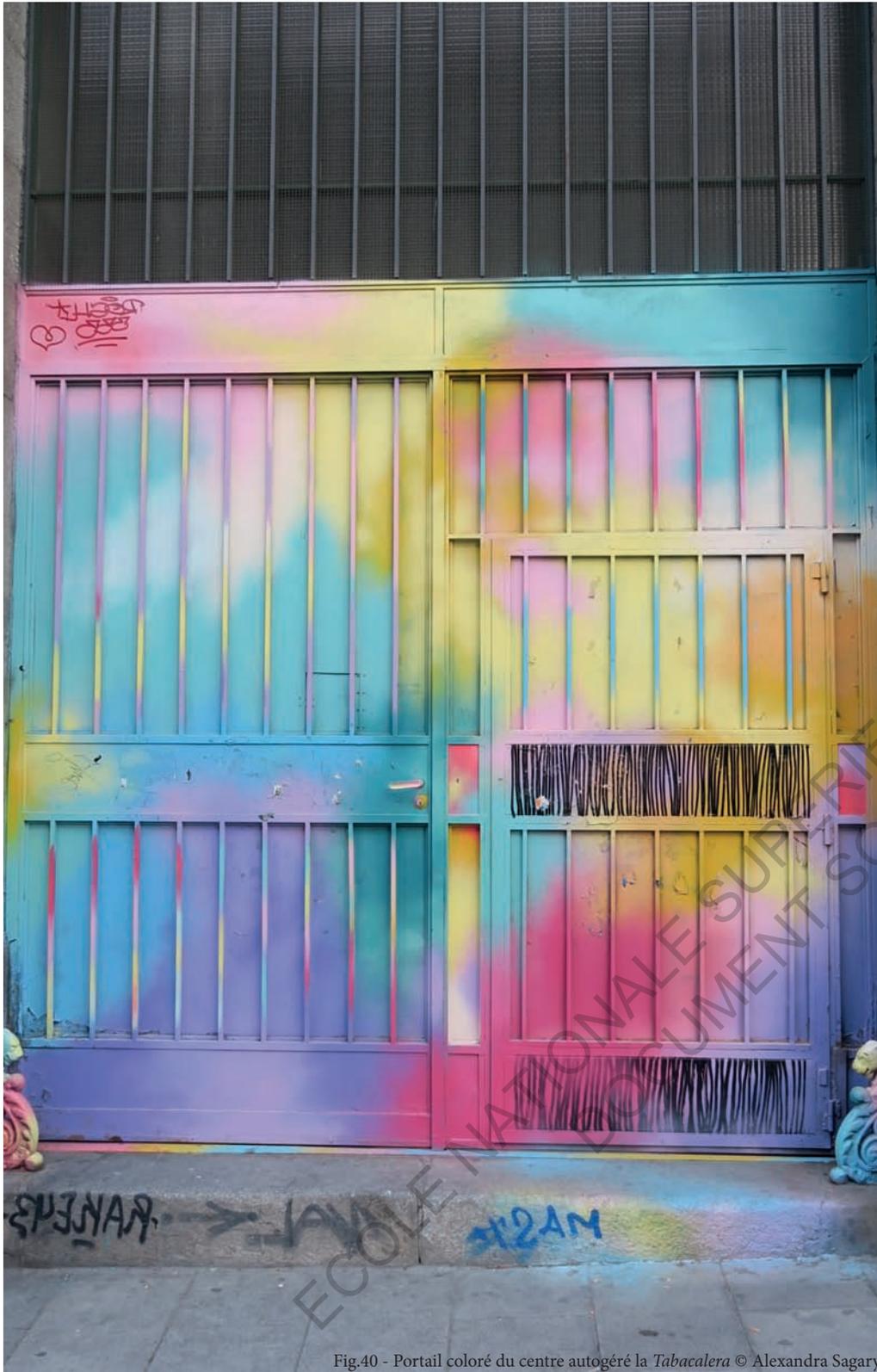


Fig.40 - Portail coloré du centre autogéré la *Tabacalera* © Alexandra Sagary

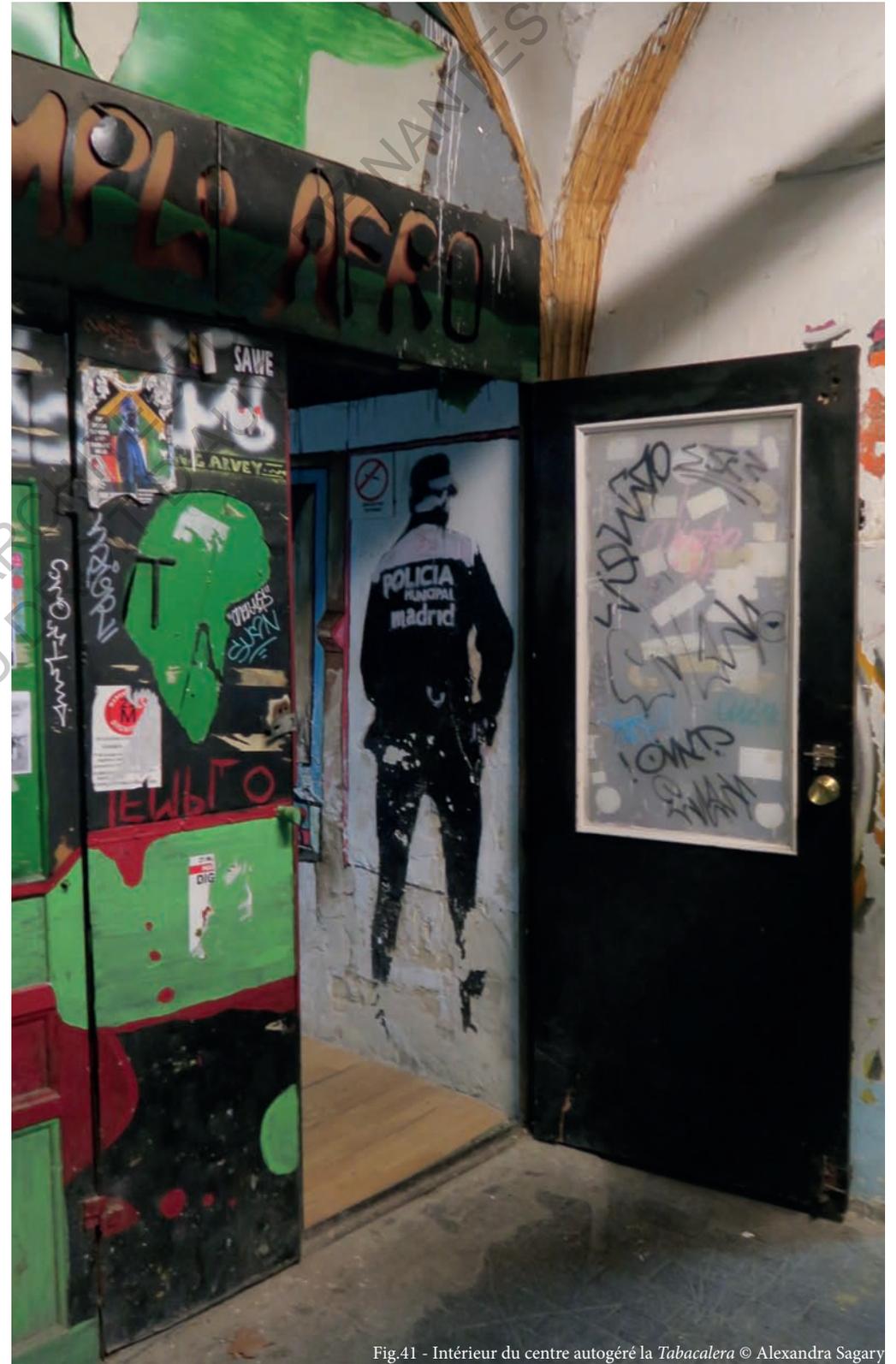


Fig.41 - Intérieur du centre autogéré la *Tabacalera* © Alexandra Sagary

En cheminant en sens inverse afin de reprendre la bouche de métro, je suis témoin d'une scène étrange. Au loin, j'aperçois des gens qui entrent dans une des nombreuses portes perçant les murs de la *Tabacalera* que je croyais jusqu'alors fermées.

En arrivant devant la porte, je comprends que cette entrée est différente : multicolore, elle se démarque des autres portes à la peinture blanche vieillissante (cf. Fig.40. page précédente). Je reste plantée devant, car la porte est de nouveau fermée et je ne sais absolument pas comment l'ouvrir. Quelle est donc le mot de passe ? Soudain, un petit groupe d'amis, des espagnols, se dirigent vers cette entrée qui me semble mystérieuse. L'un d'eux se met à toquer à la porte et comme par magie, celle-ci s'ouvre. Les yeux écarquillés, je saute sur l'occasion pour me mettre derrière le groupe qui n'a pas détecté ma présence. Ils entrent, je ferme la marche. La vieille dame aux cheveux bouclés grisonnant, gardienne de la porte nous regarde tous passer un à un. Le groupe semble connaître le lieu et s'éloigne rapidement dans les abîmes du laboratoire urbain. En l'espace de quelques secondes je me retrouve donc dans "l'autre" *Tabacalera*, celle que je cherchais depuis le début et qui se révèle à moi comme un lieu "autogéré" caché. Je descends aussi dans les sous-sols de l'ancienne fabrique, afin de découvrir et tenter de comprendre ce lieu fermé. J'arrive dans un premier espace de la fabrique où

une petite scène de théâtre sert de seul décor : une troupe de danseurs est en train d'y répéter une chorégraphie au son de tambourin du musicien. Je continue d'avancer et me retrouve dans un labyrinthe de tunnels où tous les murs sont recouverts de tags en tout genre, marquant une liberté d'expression forte. Les tunnels sont parsemés de petites portes. Je vois l'une d'entre elle entre-ouverte et passe la tête afin de voir ce qui se passe de l'autre côté : une petite pièce obscure se révèle à moi, des jeunes dans d'hétéroclites canapés discutent. Une musique reggae en fond sonore tourne afin de parfaire cette atmosphère intime. Ces différentes pièces s'ouvrent et se ferment à des horaires variés (cf. Fig.41. page précédente). Elles abritent de multiples associations de quartiers, couvrant toutes les thématiques culturelles :

photographie, audiovisuel, théâtre, danse, musique, littérature-essais-investigations, arts-plastiques, architecture, software.<sup>4</sup> Aujourd'hui la *Tabacalera* accueille vingt six associations différentes qui cohabitent dans ces locaux entièrement gratuits. Ces innombrables associations permettent des allées et venues des membres participants, transformant les tunnels en une fourmilière animée par les connaisseurs du lieu au quotidien. Mais cette participation citoyenne multiple ne fonctionne t-elle pas que par le bouche à oreille au travers des associations ? Le "mot

de passe" à l'entrée n'inspire pas une diffusion et une ouverture dans le quartier aussi claire que dans le quartier Legazpi avec le *Campo de Cebada*. Cependant la *Tabacalera* "autogérée" organise des portes ouvertes plusieurs fois par an grâce notamment au *15-M* qui y propose à l'occasion de son anniversaire, des visites guidées du lieu au travers d'une exposition des travaux du mouvement social des *indignados* et des ateliers promouvant la communication entre les différents laboratoires urbains autogérés de la ville.

Pourtant, la diffusion culturelle institutionnelle semble minimiser l'ouverture de l'espace autogéré. Raphaël Besson souligne cependant que "*la Tabacalera connaît un certain*

*succès. Elle a co-produit un nombre important de projets culturels avec les collectifs et les habitants du quartier de Lavapiés.*"<sup>5</sup> Cela signifie donc qu'un dialogue existe entre ces deux *Tabacalera* malgré que le lieu soit séparé en deux zones bien distinctes, aucunement reliées, l'une ouverte au "grand public", l'autre ouverte plus "secrètement" à un "public habitant". La typologie du bâtiment n'est-elle pas un frein à un développement plus étendu de la *Tabacalera* ? Ce laboratoire urbain provoque une sensation "d'enfermement" assez fort et limite une liberté de passage par un portail ; pour autant il est un réel moteur à un développement culturel dans le quartier en y abritant des associations d'une hétérogénéité rare au sein d'un même lieu.



4. liste des associations sur <http://latabacalera.net/c-s-a-la-tabacalera-de-lavapiés/colectivos-en-ltbc/>

5. Besson Raphaël, "*Les laboratoires citoyens madrilènes: la fabrique des communs urbains*", Urbanews, 11 janvier 2016



L'INGOUVERNABLE

Fig.43

Lorsque je décide de me rendre au Patio Maravillas afin de continuer mon exploration des “laboratoires urbains” de la ville en février 2016, je me retrouve face à des portes fermées. Le centre-social autogéré pourtant inscrit en n°2 sur la légende de “l’Atlas des initiatives de quartiers” semble totalement vide. Le bâtiment, dans le quartier de Malaseña, en plein centre de Madrid, se distingue clairement par sa façade recouverte de peintures murales au rez-de-chaussée, il y est inscrit “Caja Magica : movimientos sociales” - “Boîte magique : mouvements sociaux.” Cependant toutes les ouvertures du premier étage sont bouchées par des briques, et aux étages supérieurs les volets sont entrouverts. Mais que s’est-il donc passé ? Qu’est-il advenu du centre social ?



Fig. 44  
Entrée scellée du Patio Maravillas  
Calle del Pez

© Alexandra Sagary

Je suis malheureusement arrivée un an trop tard. En effet, le 11 juin 2015, la police intervient au n°21 de la Calle del Pez afin de procéder à une expulsion des occupants du centre social autogéré. Selon le journal *El País*, les occupants étaient préparés à cette expulsion depuis longtemps :

*“Llevábamos tiempo esperando que llegara este momento, por eso ya habíamos sacado las cosas de más valor y habíamos dado nuestros teléfonos a los comerciantes de la zona para que nos avisaran”, ha comentado Ana Sierra, portavoz del colectivo.”*

*“Cela faisait longtemps que nous attendions qu’arrive ce moment, pour cela nous avons déjà sorti toutes les choses qui avaient le plus de valeur et nous avons donné nos numéros de téléphones aux commerçants du quartier pour qu’ils nous préviennent” commente Ana Sierra, porte-parole du collectif.”<sup>1</sup>*

L’Association occupait cet ancien immeuble d’habitation depuis cinq ans (2010-2015), celui-ci étant totalement inoccupé depuis plus de quatre ans. Mais un changement de propriétaire en 2014 provoque l’expulsion accélérée des occupants, le bâtiment est classé “en état de ruine” et il est programmé pour être détruit et être remplacé par un projet d’auberge de jeunesse. Pourtant en 2016, en me retrouvant devant l’immeuble abandonné, rien ne semble avoir évolué dans le projet, le bâtiment est toujours là, inanimé.

Contrairement aux autres laboratoires urbains présentés précédemment, l’association *Patio Maravillas* est régulièrement invitée à déménager des lieux qu’elle occupe. En effet, existante depuis 2007, celle-ci s’était déjà installée dans le quartier de *Malaseña*, au numéro 8 de la *calle del Acuerdo*, un ancien collège. En 2009, un ordre du Tribunal demande à ce que le bâtiment reste une “zone libre” c’est-à-dire inoccupé. Le collectif avait débuté sa démarche de centre social autogéré en y installant diverses activités : “l’atelier *Bicritica* de réparation pour les vélos, le *Cinéma Maravillas* (projection de vidéos et documentaires), un laboratoire informatique pour les hacktivistes, une cabine téléphonique gratuite pour les appels nationaux et internationaux, une cafétéria comme espace de rencontre culturel et social avec notamment la possibilité de consultations d’aide juridique, des classes de soutien en anglais, des ateliers d’écriture, des activités pour les enfants, mais aussi un atelier de photographie, de rap, des classes de Tango et d’art urbain.”<sup>2</sup> Après un an de lutte des occupants, l’expulsion a lieu en décembre 2010. C’est lors de son installation à *calle del Pez* que *Patio Maravillas* se transforme dès 2011 en berceau politique pour le mouvement du *15-M*, mais aussi plus tard, pour *¡ Ahora Madrid !* Alors lorsque se répète une fois encore, une opération d’expulsion, le journal *Diagonal*, un journal indépendant de Madrid, écrit les “12 raisons pour lesquelles *Patio*

*Maravillas est important*”<sup>3</sup> et doit continuer d’exister. Cinq d’entre elles concernent directement le mouvement horizontal *15-M* et son ascension verticale vers la question de la politique institutionnelle. En effet, depuis 2011, le collectif *DRY* (*Democracia Real Ya*), initiateur de la manifestation du 15 mai 2011 à *Puerta del Sol*, s’était installé de manière durable dans les locaux du *Patio Maravillas*. A la suite du mouvement *15-M* sur la place centrale, est né l’assemblée du quartier *Malaseña* qui s’est alors également installée dans le *Patio Maravillas* afin d’y organiser de nombreuses réunions. En 2012, le centre “autogéré” devient un des points d’arrêt de *Agora 99* où plus de 200 activistes internationaux s’y réunissent afin de trouver des solutions communes, un processus enclenché avec “l’Agora mondiale de Bruxelles”, déjà évoquée dans le chapitre I. “*No somos Delito*”, luttant contre la “*ley Mordaza*” au travers de nombreuses campagnes de diffusion (vidéos, manifestations, affiches...) s’installe également au cœur du *Patio Maravillas*. Enfin, en 2015, la plateforme “*Ganemos Madrid*” se forme grâce à un groupe travaillant au *Patio Maravillas* depuis 2014 sur “la question institutionnelle”. Ce groupe est une union de multiples collectifs qui décident de participer aux élections municipales via cette nouvelle plateforme citoyenne, conjointement à une alliance de différents partis politiques tel que *Podemos*. Malgré cette affiliation institutionnelle, l’expulsion a

1. citation extraite de l’article de Meyer Luis, “Desalojado el Patio Maravillas, una de las cunas de Podemos en Madrid”, *El País*, 11 juin 2015

2. présentation des activités à retrouver sur [https://es.wikipedia.org/wiki/Patio\\_Maravillas](https://es.wikipedia.org/wiki/Patio_Maravillas)

3. “*Doce razones por las que el Patio Maravillas es importante*”, *Diagonal*, 11 juin 2015

finalement lieu, “*Patio Maravillas*” est contraint de déménager de nouveau en juin 2015 et choisit de se transférer au numéro 9 de la *calle Divino Pastor*, un bâtiment acheté par la municipalité et pour le moment inutilisé. On distingue alors sa présence par le tag d’un coeur avec inscrit “*el patio vive*” - “*le patio vie*”.



Fig. 45  
Patio Maravillas  
*calle Divino Pastor* à Madrid  
© Google Map

Mais le destin de ce centre autogéré semble être d’occuper des espaces prêts à être démolis. C’est alors que “*Patio Maravillas*” n’hésite pas à déménager définitivement en mai 2017, après une première tentative en 2015 (selon le journal *Publico*<sup>4</sup>) au numéro 39 de la *calle del Gobernador*, afin d’y débiter une nouvelle bataille dans un immeuble inoccupé depuis 2012 et cédé à la municipalité en 2013.

Le week-end du 6 et 7 mai 2017 naît “*La Ingovernable*” - “*L’Ingouvernable*”, un nouveau

centre social “autogéré” de la capitale. Cette fois-ci, “*Patio Maravillas*” s’associe avec la *FRAVM* (Fédération Régionale des Associations de Voisins de Madrid) ainsi que le collectif “*Ecologistas en acción*” (Ecologistes en action), afin de protester sous la banderole “*Madrid no se Vende*”<sup>5</sup>.

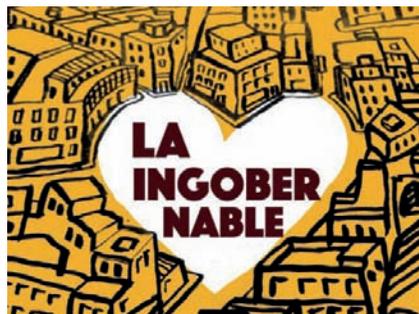


Fig. 46  
Logo de la *Ingovernable*  
© La Ingovernable -Twitter

Mais que dénoncent-ils au travers de l’occupation de ce bâtiment ? Le scandale débute en 2015 lorsque Ana Botella (PP), maire de Madrid décide de céder gratuitement le bâtiment durant 75 ans à la Fondation *Ambasz* de l’architecte argentin Emilio *Ambasz*. Le contrat entre les deux parties stipule que le projet d’un montant de 10.000.000 d’euros à la charge de la fondation a pour but de développer le point de vue culturel, touristique et international de la capitale au travers d’un projet de Musée des Arts et de l’Architecture.

“*La Ingovernable*” dénonce au travers d’une vidéo créée par “*Spanish Revolution*” sur les réseaux sociaux<sup>6</sup>, un traitement de faveur de la part de la municipalité, en accusant les relations étroites entre l’architecte, lié d’amitié avec la maire ainsi qu’avec José María Aznar (PP), ancien Président du gouvernement espagnol (1996-2004). De plus, la fondation a été présidée par deux hauts responsables de la *FAES*<sup>7</sup> : José Miguel Angel Cortés et Guillermo Hirschfeld. Ainsi, le centre social pointe de nouveau le doigt sur la spéculation orchestrée par le *Partido Popular*, une des nombreuses raisons qui fit naître le mouvement 15-M en 2011. “*La Ingovernable*” demande alors l’annulation du contrat de cession du bâtiment à la Fondation et l’occupation permanente et indéfinie des lieux par les participants de “*La Ingovernable*” afin de construire un centre social du “commun”.

Aujourd’hui ce brûlant dossier d’actualité est entre les mains de la nouvelle maire de Madrid, Manuela Carmena. Cette ancienne juge a annoncé dans le journal *El Mundo* “*que la municipalité prendra acte conformément à ce que dit la loi.*”<sup>8</sup> La réalité est telle que la position de la municipalité est aujourd’hui

inconfortable. Non seulement “*Ganemos Madrid*” est né dans le *Patio Maravillas* qui aujourd’hui est partie constituante de “*La Ingovernable*”, mais de plus certains membres de *Podemos* prennent le parti de défendre le centre social autogéré. C’est le cas notamment de Isidro López Fernandez, député de région de Madrid qui a prit part aux manifestations du 6 et 7 mai, afin de lutter contre l’intervention policière qui avait pour mission d’expulser les occupants s’installant dans la *calle del Gobernador*. Selon le journal *El Confidencial*, le leader de *Podemos*, Pablo Iglesias a également twitter sur son compte :

“*La Ingovernable es una reflexión más que pertinente [...] sin la experiencia de los CSOA [centros sociales okupados y autogestionados, muchos no seríamos quienes somos.*”

“*L’Ingouvernable est une réflexion plus que pertinente [...] sans l’expérience des Centres Sociaux Occupés et autogérés, beaucoup d’entre nous ne seraient pas ce qu’ils sont aujourd’hui.*”<sup>9</sup>

Ce tweet ne serait-il pas directement adressé à la nouvelle maire Manuela Carmena ? Quelle est donc la politique de la municipalité de Madrid et de son équipe élue en juin 2015 au sujet de ces laboratoires urbains madrilènes ?

4. Vargas Jairo, “*Centro Social « La Ingovernable » exige a Carmena que rescinda la actual cesión del edificio ocupado*”, *Publico*, 18 mai 2017.

5. *Madrid no se vende - Madrid ne se vend pas* est une association qui compte notamment le soutien de tous les mouvements de quartiers, des espaces sociaux récupérés, et du mouvement écologiste. A suivre sur les réseaux sociaux : <https://www.facebook.com/pg/Madrid-No-Se-Vende-180407679146949/about/>

6. vidéo à retrouver sur la page Twitter de la *Ingovernable* [https://twitter.com/CS\\_Ingovernable](https://twitter.com/CS_Ingovernable)

7. La *Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales - Fondation pour l’analyse et les études sociales* est un organisme privé espagnol basé à Madrid, à but non lucratif et œuvrant dans le domaine des idées et des propositions de politique lié au Parti populaire espagnol.

définition à retrouver sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fundaci%C3%B3n\\_para\\_el\\_An%C3%A1lisis\\_y\\_los\\_Estudios\\_Sociales](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fundaci%C3%B3n_para_el_An%C3%A1lisis_y_los_Estudios_Sociales)

8. citation à retrouver dans l’article suivant : “*Carmena indica sobre ‘La Ingovernable’ que el Ayuntamiento actuará « conforme a lo que dice la ley »*”, *El Mundo*, 9 mai 2017.

9. citation à retrouver dans l’article de Gil Ivan, “*Carmena declara la guerra a los « okupas » de su Gobierno en pleno debate por la sucesión*”, *El Confidencial*, 10 mai 2017

Nous avons vu au travers de ces trois exemples de centres autogérés qu'une négociation est possible avec la municipalité depuis 2008, afin que les habitants s'expriment sur la construction d'une ville "par eux et pour eux". C'est ainsi que petit à petit le commun urbain s'est développé dans Madrid, que les habitants de la capitale parviennent à créer des micro-projets dont l'utilité s'étend à une échelle très locale. David Harvey ajoute que *"le commun, même - et plus particulièrement - quand il est impossible à clôturer, peut toujours être exploité sans être en soi, une marchandise. [...] Par leurs activités et leurs luttes quotidiennes, les individus et les groupes sociaux créent le monde social de la ville, et engendrent ainsi quelque chose de commun qui constitue un cadre à l'intérieur duquel ils peuvent tous résider."*<sup>10</sup> Cependant, à long terme, la municipalité semble réactualiser sa planification urbaine et peut reprendre en main ces parcelles "négociées" à tout moment pour y construire des projets à différentes échelles : celle du quartier avec le complexe multisports arrivant en 2019 dans le quartier de *Legazpi* par exemple, ou bien à l'échelle nationale et internationale au travers de grands projets culturels tels que *"la Tabacalera"* ou le Musée *Ambasz*. Cette dernière échelle, qui semble de moins en moins acceptée par les habitants, notamment dans

l'actualité avec l'histoire naissante de "la Ingovernable", David Harvey en fait une critique virulente : *"voici certainement une histoire qui explique bien mieux la vraie tragédie des communs urbains de notre temps. Ceux qui créent une vie de quartier intéressante et stimulante la perdent du fait des pratiques prédatrices des entrepreneurs immobiliers, des financiers et des consommateurs de la classe supérieure dénués de toute imagination sociale urbaine."*<sup>10</sup> Ces "pratiques prédatrices" semblaient s'être atténuées à Madrid depuis 2008, laissant place à une prise en main citoyenne, mais elle revient sur le devant de la scène avec le futur projet de la Fondation *Ambasz*. Afin de ne pas disparaître, les laboratoires urbains constituent cependant un solide réseau solidaire qui ne cesse de se réinventer chaque jour au travers de nouveaux espaces délaissés et en attente d'une imagination collective. La question est alors de savoir si la municipalité installe un dialogue constant afin de contrôler l'effervescence de ces innombrables espaces du "vivre-ensemble".

10. citation extraite du chapitre 3, "La création du commun urbain" dans le livre de Harvey David, *"Villes Rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine"*. Paris. Editions Buchet.Chastel, 2015, p.145 & p.152

## UNE MUNICIPALITÉ "A LA CARMENA"



Fig. 47

Esperanza Aguirre rendant son vote à la séance plénière d'investiture de la municipalité de Madrid quelques minutes avant que Manuela Carmena celle qui préside soit élue maire de Madrid en juin 2015

© Juan Zarza

Le samedi 13 juin 2015, Manuela Carmena est investie maire de Madrid suite aux élections municipales, système instauré depuis 1979, permettant de renouveler l'autorité municipale. Cependant cette élection bouleverse le cours de l'histoire pour la capitale puisqu'elle rompt le schéma instauré depuis 24 ans : une ville aux commandes du Parti Populaire avec comme ultime représentante Ana María Botella Serrano, première femme élue maire de Madrid en décembre 2011, peu de temps avant la naissance du mouvement 15-M. Mais qui est donc Manuela Carmena ? Comment est-elle arrivée à ce poste de maire alors qu'elle était inconnue du grand public quelques mois en amont des élections ? Par qui a-t-elle été choisie : les indignados de la rue ou les indignés "institutionnalisés", membre de Podemos ? Les médias parlent d'elle comme d'une maire "indignée", cependant elle n'a pas participé activement au mouvement 15-M, elle n'a pas non plus appuyé la candidature de Podemos lors des élections européennes en 2014. Avant de parler des mesures présentées durant les deux ans d'investiture de cette nouvelle maire madrilène, il

est donc important de revenir sur le portrait de cette femme, nouveau visage "politique" à la tête de la capitale espagnole.

Tout d'abord, Manuela Carmena, ne représente aucun parti politique lorsqu'elle est élue maire, elle incarne de manière "indépendante" une "nouveau politique" : la plateforme citoyenne *Ganemos Madrid*. "Cette plateforme, c'est sans doute "un cas unique en Europe" pour une capitale, estime le politologue Fernando Mendez, spécialiste de la démocratie direct à l'Université de Genève."<sup>1</sup>

Mais de quoi se compose-t-elle ? La plateforme citoyenne possède une majorité sociale (personnes indépendantes, collectifs, associations) en union avec plusieurs partis politiques de la gauche ; il faut alors noter la présence de *Podemos* (parti de gauche radical fondé en janvier 2014), ainsi que d'*Equo* (parti de gauche écologiste formé en 2011, adhérent depuis mai 2013 au parti Vert Européen) et *Izquierda Unida* (parti formé en 1986 par une coalition politique de différents partis autour du Parti Communiste Espagnol, le PCE).

1. citation extraite de l'article de AFP, "Ahorra Madrid, ou comment des indignés ont conquis Madrid", Le Parisien 12 juin 2015

De cette alliance multiple, né *¡ Ahora Madrid !*, parti politique expressément créé en mars 2015, afin de participer aux élections municipales de mai 2015. On peut certainement parler de “parti politique local”, émergeant dans de nombreuses villes espagnoles, notamment à Barcelone : “commencer à l'échelle municipale en constituant une candidature beaucoup plus ancrée dans les luttes locales”<sup>2</sup>, la sociologue et auteure Héloïse Nez évoque ces candidatures comme une réponse, peut-être même une contestation au parti politique Podemos qui fait le choix de ne pas participer aux élections municipales afin de privilégier les élections législatives et l'échelle nationale. “Tous les espaces vacants finissent par être occupés”. Ce sont les propos de Teresa Rodríguez, députée et chef de file de Podemos dans la région Andalous, que recueille la sociologue ; et les madrilènes semblent confirmer cette affirmation car c'est à ce moment précis que les membres de Podemos, actifs dans les cercles de quartiers de Madrid, choisissent de soutenir le combat “institutionnel” à l'échelle locale en soutenant la plateforme citoyenne. Cette autonomie d'action permet donc à *¡ Ahora Madrid !* de remporter les élections avec 31,81 % de votes et en créant une alliance avec le PSOE (15,28% de votes) afin de faire barrage au PP (34,55% des votes).

Manuela Carmena, représentante de cette “jeunesse politique”, devient à l'âge de 71 ans maire de Madrid. Pourtant cette femme à la retraite avait refusé dans un premier temps de porter sa candidature, en considérant qu'il était temps de laisser la place aux jeunes. A de nombreuses reprises, le leader du Parti Politique Podemos, s'impliquant en arrière plan dans les élections municipales, quémanda à Manuela Carmena d'accepter ; elle confie dans une interview Médiapart<sup>3</sup> que lorsqu'elle fût invitée dans l'émission *la Tuerka*, dirigée et présentée par Pablo Iglesias afin d'y parler de sa carrière et de son livre “*Parce que les choses peuvent être différentes...*”, celui-ci insista en coulisse sur l'importance de sa présence en tête de liste. Convoitée, cette femme n'a pourtant pas pour volonté d'être liée à un parti politique, quel qu'il soit. Cependant, elle choisit de mettre sa retraite entre parenthèse lorsqu'elle apprend que Esperanza Aguirre sera la tête de liste du *Partido Popular* aux élections. Cette ancienne présidente de la région de Madrid (2003-2012), a également été Ministre de l'Education et de la Culture (1996-1999), présidente du Sénat (1999-2002), elle est une femme qui a donc fait une “carrière” politique. Manuela Carmena déclare alors :

“Je souhaite être la passerelle entre une démocratie vieillie et ceux qui veulent changer le modèle représentatif.”<sup>4</sup>

En effet, cette dernière dénonce ce système de “carrières” politiques, se prolongeant sur un temps beaucoup trop long, souvent éprouvant selon l'ancienne juge :

“Je pense qu'il ne devrait peut-être pas y avoir de carrière de politiciens [...] il faut aborder la politique comme une activité plus habituelle, plus proche de notre quotidien.”<sup>5</sup>

Mais quelle est donc la “carrière” de Manuela Carmena ?

Pour comprendre le fil conducteur de sa vie “professionnelle”, il faut revenir aux années franquiste. Après l'obtention de son diplôme en licence de droit en 1965, Manuela Carmena fait de la dictature son combat quotidien en co-fondant un cabinet d'avocats spécialisés dans le droit du travail des Commissions ouvrières en y défendant les droits des travailleurs et des détenus de la dictature. Ce cabinet est en relation étroite avec le PCE (Parti Communiste Espagnol), une “provocation” sous la dictature qui enclenchera un massacre dans ce même cabinet en 1977 par des “phalangistes et des militants d'extrême droite fasciste”<sup>6</sup>, tuant cinq de ses collègues. Cette tragédie renforce brutalement les combats de Manuela Carmena pour la défense d'une démocratie en Espagne. Elle décide de quitter le PCE et d'entamer une carrière de juge en 1981, afin de faire régner une transparence au

sein des tribunaux : elle lutte contre la corruption judiciaire, les pots-de-vin pratiqués dans les tribunaux et s'engage également dans la réinsertion des prisonniers. Ce dernier engagement fait d'ailleurs partie de sa vie de retraitée du monde judiciaire en fondant “*Yayos Emprendedores*” - “*Grands-parents entrepreneurs*” et décide de tenir une boutique de vêtements pour bébé pas comme les autres ; en effet ce sont des prisonnières de la prison de *Alcalá de Henares* et *Aranjuez*, villes périphériques de Madrid, qui confectionnent les vêtements, une activité permettant une réinsertion dans le monde du travail. Dans les grandes lignes de sa carrière, on peut également noter qu'elle fut élue doyenne des tribunaux de Madrid en 1993, une mission qu'elle décrit dans son livre comme “la gestion et la représentation de la justice espagnole” qui lui donne la sensation “d'appartenir à un groupe de pouvoir qui se détache du reste de la citoyenneté.” Malgré cela, elle continue tout de même sa carrière dans la magistrature jusqu'en 2009 en étant élue membre du Conseil Général du pouvoir judiciaire pour un mandat de cinq ans (1996-2001), elle est ensuite nommée membre du Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU (2003-2008). Elle termine sa carrière en tant que juge à Madrid pour une (dernière) affaire de corruption.<sup>7</sup>

2. citations extraites du livre de Nez Héloïse, “*Podemos: de l'indignation aux élections.*” Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.213

3. Mediapart, “*Manuela Carmena, maire de Madrid : Parce que les choses peuvent être différentes*”, Interview, 17 septembre 2016, 30 min

4. citation extraite de l'article de Morel Sandrine, “*Manuela Carmena et Ada Calau, deux indignées maires de Madrid et Barcelone*”, Le Monde, 11 juin 2015.

5. Mediapart, “*Manuela Carmena, maire de Madrid : Parce que les choses peuvent être différentes*”, Interview, 17 septembre 2016, 30 min

6. citation extraite de l'article de Morel Sandrine, “*Manuela Carmena et Ada Calau, deux indignées maires de Madrid et Barcelone*”, Le Monde, 11 juin 2015.

7. détails de la carrière de Manuela Carmena à retrouver sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/Manuela\\_Carmena](https://fr.wikipedia.org/wiki/Manuela_Carmena)

Sa droiture tout au long de sa carrière de juge et de magistrate est une qualité qui séduit dans un premier temps le parti politique *Podemos* et quelques mois plus tard, les citoyens madrilènes. Si Manuela Carmena accepte le poste de maire en mettant sa vie de madrilène retraitée entre parenthèse, elle pose cependant des limites à son mandat. Dans un premier temps, elle annonce dès le début de son investiture qu'elle fait de la politique "occasionnelle", c'est-à-dire qu'elle fera un mandat de quatre ans, ni plus ni moins. Dans l'interview-vidéo Mediapart, elle dit :

*"Il est nécessaire d'insister sur cette idée de politique occasionnelle. Nous sommes des personnes qui décidons de consacrer une partie de notre vie à aider à la gestion municipale [...] mais ce n'est pas notre vie la politique. Notre vie est beaucoup plus variée."*<sup>8</sup>

La deuxième condition de son investiture est de se tenir à distance des partis politiques existants, afin de conserver une indépendance et une autonomie au sein de la municipalité de la capitale. Elle ajoute alors durant la même interview :

*"Je pense que la politique municipale doit être une île, à distance de la politique générale dans les moments turbulents."*<sup>8</sup>

Elle vise notamment le parti politique *Podemos* qui a connu une verticalisation rapide. Celle-ci entraîne par exemple lors du

Congrès *Vistalegre II*, une conquête du pouvoir interne avec une "guerre fratricide" selon les médias, mettant en concurrence Pablo Iglesias et Iñigo Errejón, son bras droit. Manuela Carmena s'interroge dans son livre en prônant l'idée d'une démocratie participative sans parti politique, sans étiquette en se référant aux idées de la philosophe française Simone Weil :

*"N'est-il pas temps de remplacer toutes ces valeurs verticales et rigides d'autorité, de force et de fermeté par celles, nettement plus horizontales et souples, de persuasion, de conviction et d'habileté dans la résolution des conflits ?"*<sup>9</sup>

Selon Héloïse Nez, *Ahora Madrid !* n'est qu'une formalité : "le nouveau parti n'est qu'un élément parmi d'autres. Elles (les plateformes citoyennes) peuvent prendre la forme d'un parti politique instrumental, qui ne représente qu'un moyen juridique pour se présenter aux élections et officialiser une coalition de partis et de mouvements sociaux."<sup>10</sup> Selon la sociologue, Madrid fait alors partie des "laboratoires du changement". Et ce changement commence dès la campagne de Manuela Carmena qui dispose d'un budget de 150.000 euros pour faire campagne à l'aide de micro-crédits, qui décide de privilégier les réunions de quartier aux grands meetings et qui accepte volontiers l'aide du "Mouvement de libération graphique" (connu

également pour son intervention à Nuit Debout) afin de faire ses affiches de campagnes. Selon le journal *Le Monde*<sup>11</sup>, "elle devient une véritable icône en l'espace de quelques semaines" devenant "la grand-mère idéale" pour les jeunes, la super-héroïne "catwoman" pour les madrilènes<sup>12</sup>. Les enthousiastes scandent le slogan "*Madrid merece Manuela*". La candidate se veut proche des habitants et elle obtient le soutien de nombreux indignados de 2011, un soutien qui apparaît clairement dans la chanson de sa campagne officielle en mixant des images de Manuela Carmena en campagne avec celles de la Plaza del Sol et son campement en mai 2011<sup>13</sup>. Par cette fusion, le clip de campagne rappelle la mise au défi des partis politiques traditionnels en 2011 : "Si vous osez" en proposant aux indignés de créer un parti politique... Manuela Carmena parle du "caractère prophétique"<sup>14</sup> de ce défi qu'elle relève avec son équipe municipale. Dans le dernier chapitre de son livre "*Comment je suis devenue maire de Madrid*", la nouvelle maire parle de son programme comme "le grand classique de l'activisme : liberté d'information, liberté de partage, défense des droits fondamentaux et changement des modes de gouvernance politique en essayant de la rendre accessible au citoyen via la technologie."<sup>14</sup>

La question est de savoir si Manuela Carmena, au cours de ses deux années de mandat à la mairie est parvenue à appliquer une indépendance, une transparence, une écoute et une horizontalité dans sa pratique démocratique permettant une remunicipalisation de Madrid avec ses citoyens ?



Fig. 48  
Affiche de campagne "catwoman" de  
Manuela Carmena  
© Movimiento de Liberación Gráfica

8. Mediapart, "Manuela Carmena, maire de Madrid : Parce que les choses peuvent être différentes", Interview, 17 septembre 2016, 30 min

9. citation extraite du livre de Carmena Manuela, "Parce que les choses peuvent être différentes." Montpellier. Editions Indigène, 2016, p.132

10. citations extraites du livre de Nez Héloïse, "Podemos: de l'indignation aux élections." Paris. Editions Les petits matins, 2015, p.214

11. relevé dans l'article de Morel Sandrine, "Manuela Carmena et Ada Calau, deux indignées maires de Madrid et Barcelone", *Le Monde*, 11 juin 2015.

12. les madrilènes sont surnommés "les chats" de Madrid

13. chanson officielle de la campagne de Manuela Carmena à retrouver sur [https://www.youtube.com/watch?v=FOYOEd\\_ZQ0](https://www.youtube.com/watch?v=FOYOEd_ZQ0)

14. citations extraites du livre de Carmena Manuela, "Parce que les choses peuvent être différentes." Montpellier. Editions Indigène, 2016, p.148 & p.176



Fig.49 - Affiche de campagne © Movimiento de Liberación Gráfica

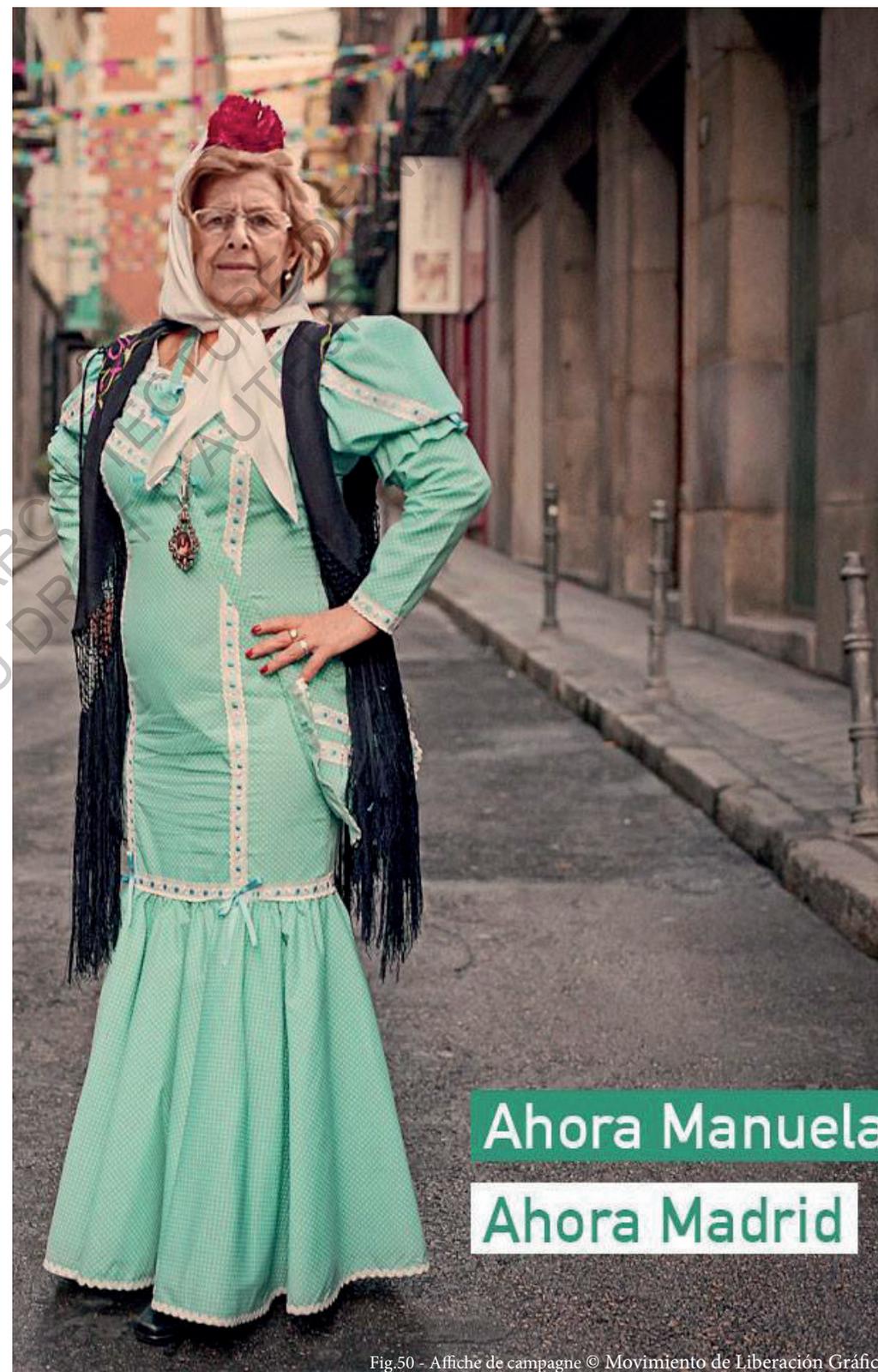


Fig.50 - Affiche de campagne © Movimiento de Liberación Gráfica

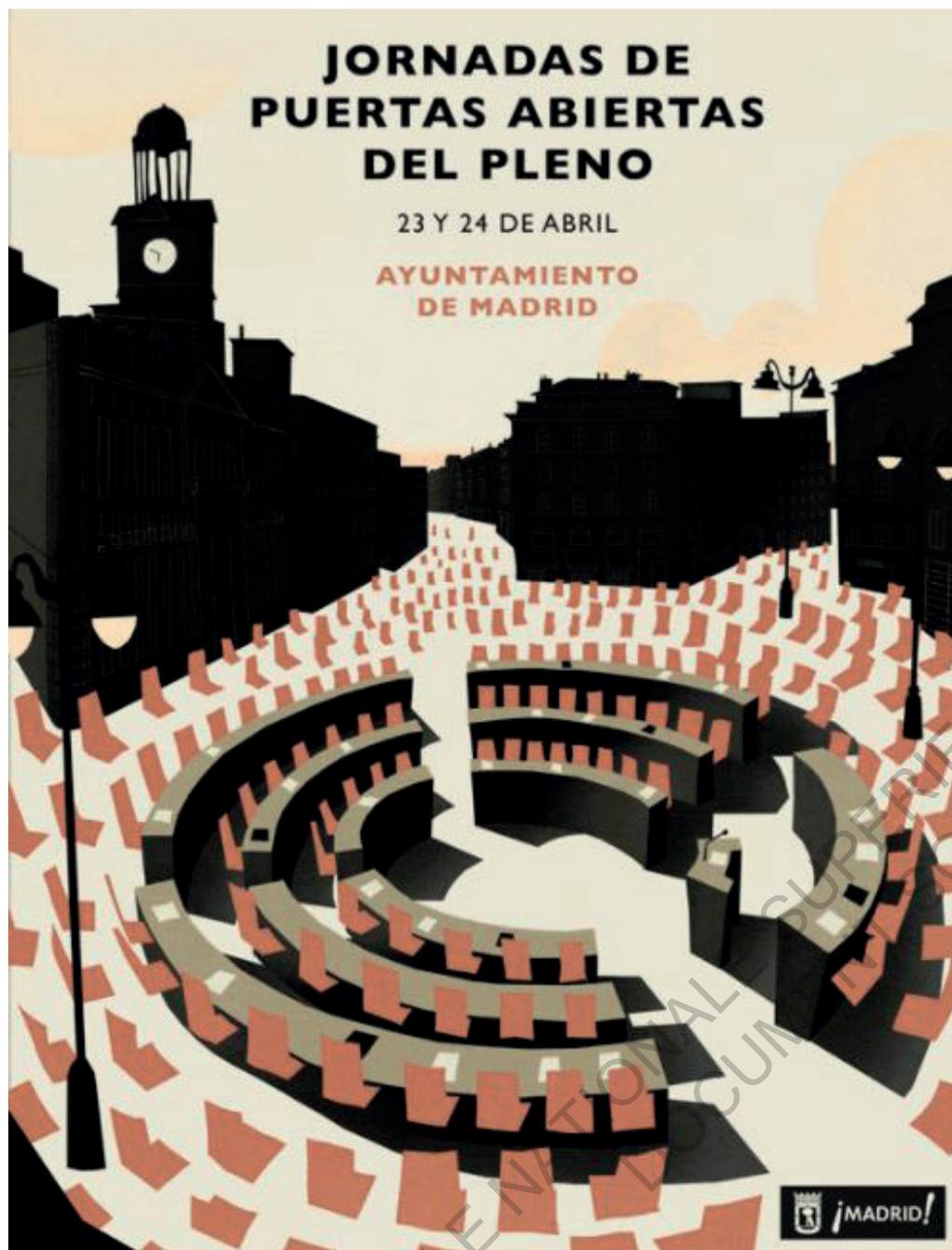


Fig. 51  
*Pleno Abierto*  
 Campagne de la municipalité pour les portes ouvertes  
 © Madrid

## REMUNICIPALISATION

### UNE THÉRAPIE DU CHANGEMENT

Le 23 et 24 avril 2016, la municipalité de Madrid décide d'organiser des portes ouvertes au cœur du *Palacio de Cibeles*, édifice public accueillant le siège principal de la mairie de Madrid, afin d'inviter les madrilènes à participer non pas en tant que visiteurs ou spectateurs, comme il est déjà possible de le faire une fois par mois en sollicitant une inscription sur liste, mais en tant qu'acteurs principaux. En effet, la nouvelle équipe municipale élue alors depuis presque un an, tente de développer sa politique d'ouverture et de participation au travers de diverses expérimentations dont ces portes ouvertes font partie. Pour promouvoir le citoyen au cœur de la séance plénière, Pablo Soto, conseiller municipal chargé de la participation citoyenne, de la transparence et du gouvernement ouvert, élabore par son savoir d'informaticien autodidacte une plateforme appelée "*Decide Madrid*". Celle-ci permet à tout citoyen madrilène, âgé de 16 ans et plus, durant la semaine du 18 au 21 avril 2016, de proposer des projets souhaités pour la ville et/ou poser des questions aux élus de la mairie, ainsi qu'aux porte-paroles des partis adverses. La plateforme permet ensuite aux citoyens de voter les

projets, ainsi que les questions qui leur paraissent les plus pertinentes. Pour pouvoir exposer ses idées en tant que citoyen à la séance plénière, il faut récolter 1% de votes. Les "gagnants" remportent le droit d'être contactés afin de débattre de leurs idées ou poser leurs questions lors de cette séance plénière "publique". Cent trente et une questions ont été postées et débattues sur la plateforme mais seulement cinq sont arrivées aux oreilles des élus municipaux. De même pour les projets, seulement cinq sont sélectionnés pour être suggérés à la séance plénière. Cette tentative d'ouverture à la démocratie participative permet de réduire la distance entre acteurs municipaux et citoyens, cependant cette "audience publique" accordant une écoute directe reste encore restreinte en terme de participation. Elle ne fait pas l'unanimité, notamment auprès du *Partido Popular*. La porte-parole du PP, Esperanza Aguirre, lors de la séance plénière du 26 avril 2016 réduit l'expérience du week-end passé à une "pantomime". Elle dénonce l'affiche de l'événement en accusant *¡ Ahora Madrid !* de vouloir fusionner avec le mouvement 15-M :

*“El cartel representaba el pleno del ayuntamiento en la puerta del sol queriendo significar que sea el 15-M que se había trasladado aquí. Al menos es lo que todo el mundo interpretó [...]”*

*“L’affiche représente la séance plénière de la mairie à la Puerta del sol, voulant signifier que le 15-M s’est transféré ici. C’est ce que tout le monde interprète...”<sup>1</sup>*

La porte-parole défend avec ferveur la démocratie représentative qui est remise en cause par la nouvelle municipalité, au travers de cette affiche notamment. Manuela Carmena, dans son livre, questionne la posture du politicien : *“les politiciens sont foncièrement des gestionnaires. En d’autres termes, ce sont des personnes élues pour prendre des décisions sur les questions publiques et pour les faire appliquer.”* Pour elle, la démocratie représentative est *“une délégation de pouvoir à une tierce personne politique”* révélant une *“certaine incapacité du citoyen alors incomplet”*.<sup>2</sup> La volonté de la maire est de mettre en avant la parole habitante pour penser et remunicipaliser la ville. La plateforme *“Decide Madrid”* s’ancre alors comme un média internet permettant une réelle communication entre tous les citoyens de Madrid. Selon Héloïse Nez<sup>3</sup>, ce *“dispositif novateur”* est *“inspiré des référendums d’initiative populaire”* permettant

ainsi aux citoyens d’intervenir dans les *“politiques locales”*. L’objectif de Pablo Soto est de *“transformer Madrid comme référence mondiale de la participation citoyenne”* :

*“Creo que existe el consenso social de que no queremos votar cada cuatro años y que cada quien haga después lo que le dé la gana. De esto -desde hace años- se habla en las calles, en las plazas, en los bares. Lo que hacía falta era que las instituciones buscan soluciones. ¿Cómo se responde a la necesidad de democracia más profunda, de votar más cosas, de poder incidir más, de más transparencia, más participación ciudadana...? Pues esto se consigue poniendo en marcha procesos.”*

*“Je crois qu’il existe le consensus social : nous ne voulons pas voter tous les quatre ans [...]. De ce fait, depuis quelques années, on parle dans les rues, sur les places, dans les bars. Ce qu’il manquait était la recherche de solutions par les institutions. Comment répondre à la nécessité d’une démocratie plus profonde, comment voter plus de choses, comment avoir plus d’influence, plus de transparence, plus de participation citoyenne ? Cela se réalise en mettant des processus en marche.”<sup>4</sup>*

L’expérience continue donc en février 2017 en multipliant les convocations dans les urnes. Le droit de vote devient un exercice courant pour les madrilènes. En effet, ils sont appelés à voter pour les deux propositions citoyennes les plus votées sur la plateforme

*“Decide Madrid”* : l’une proposant le billet *“unique”* pour tous les transports publics (34.718 votes) afin de simplifier le système actuel qui multiplie billets de bus et métro, avec tarifs différentiels selon le secteur plus ou moins périphérique de la ville ; la deuxième proposant une ville 100% durable (28.096 votes). Cependant, selon le journaliste de *El país*, Joan Font<sup>5</sup>, il y a un manque d’explication des projets à voter : quel serait le prix du billet unique ? quelles sont les conséquences d’une capitale 100% durable ? Le processus de participation citoyenne ne doit-il pas aller au-delà du simple vote consultatif ? Les citoyens ont également été appelés à voter certains projets de transformation urbaine tel que celui de Gran Vía, grande avenue de Madrid que la mairie veut piétonniser entièrement ou en partie. Les questions posées durant ce référendum sont alors les questions suivantes :

1. *Etes vous d’accord pour améliorer l’espace piéton de la Gran Vía en agrandissant les trottoirs ?*
2. *Considérez-vous qu’il est nécessaire d’augmenter le nombre de passages piéton de la Gran Vía pour améliorer la communication piétonne ?*
3. *Considérez-vous qu’il est nécessaire d’améliorer les places communicant avec Gran Vía afin de les utiliser comme espace de détente ?*
4. *Etes-vous d’accord pour que le transport public collectif soit maintenu comme une priorité dans la circulation autour de la Gran Vía ?*

La réponse à donner est un oui ou un non ; les réflexions sont alors restreintes pour les participants souhaitant s’insérer dans la vie collective de Madrid.



Fig. 52  
Vota Sí o No  
Campagne de la municipalité pour le référendum  
© Madrid

Mais comme le dit si bien Roberta Di Nanni, urbaniste et fervente pratiquante de la participation citoyenne dans les projets urbains, il y a *“les grandes narrations”* et les *“petites histoires de la ville”*<sup>6</sup>. Si les grands projets restent difficilement accessibles à la consultation citoyenne au-delà du référendum, l’imagination des madrilènes n’est pas mise de côté pour autant. En effet, récemment, en mai 2017, la municipalité met en place une autre expérimentation appelée *“Madrid Escucha”* - *“Madrid écoute”* qui fait d’ailleurs écho au slogan de campagne de Manuela Carmena, *“Gouverner en écoutant”*. Cette nouvelle initiative tente d’explorer la consultation citoyenne sous forme de *“tables rondes”* au *Medialab Prado* (lieu

1. intervention relevé dans la vidéo du PP Ayuntamiento de Madrid, *“Aguirre se planta: ¿Qué iniciativa de Carmena ha mejorado en algo la vida de los madrileños?”*, 26 avril 2016, 11 min

2. citation extraite du livre de Carmena Manuela, *“Parce que les choses peuvent être différentes...”* Montpellier. Editions Indigène, 2016, p.74

3. Nez Héloïse, *“¿Qué podemos? Un parti en puissance”*, La vie des idées, Essais et débats, 11 avril 2017, p.5

4. Burgos Carmen, *“Pablo Soto: « Queremos convertir a Madrid en referencia mundial de participación ciudadana »* , El Asombrario & Co, 25 mai 2015

5. Font Joan, *“Madrid vota. La Consulta sobre la reforma de la Plaza de España o la Gran Vía es una fuerte apuesta por la participación”*, El País, 16 février 2017

6. Di Nanni Roberta, *“Madrid escucha a la « ciudad insurgente » e imprevista”*, Medialab Prado, mai 2017

déjà évoqué précédemment) où employés municipaux et citoyens peuvent discuter autour de projets imaginés par les habitants et pour les habitants. Pour cela, il suffit de s'inscrire (inscriptions qui avaient lieu jusqu'au 9 avril 2017) avec un projet à présenter. Ainsi les citoyens deviennent de vrais "collaborateurs", une évidence pour Roberta Di Nani qui participe au projet "Madrid Escucha" :

*"El siglo pasado ha visto pasar la población mundial que vive en las grandes ciudades de un 10% a un 50%. En los próximos diez años este dato llegará al 70%, es decir, siete personas de cada diez vivirán en grandes ciudades. A pesar de esto, o por este motivo, en nuestras ciudades más personas dedicarán parte de su tiempo a crear espacios de vida comunitaria."*

*"Le siècle passé a vu la population mondiale vivant dans les grandes villes passer de 10% à 50%. Durant les dix prochaines années, cette donnée arrivera à 70%, cela signifie que sept personnes sur dix vivront dans les grandes villes. En pensant à cela, et pour cette raison, dans nos villes, de plus en plus de personnes prendront une partie de leur temps à créer des espaces de vie communautaires."* <sup>6</sup>

Sous l'intitulé "Micro abierto" - "Micro ouvert", c'est ainsi que des promoteurs non professionnels ont présenté leurs projets du 6 au 11 mai 2017 ; dix projets ont été sélectionnés afin d'être débattus et expérimentés selon les critères suivants :

MADRID  
ESCUCHA

*" Explorer de nouvelles formes de co-implication dans les questions publiques et de coopération publique-sociale qui peuvent contribuer à la génération de services citoyens plus démocratiques, inclusifs et divers.*

*Tester des méthodologies, des outils et des protocoles qui aident à réduire la distance entre les institutions et les personnes.*

*Détecter des opportunités d'optimisation de ressources grâce à l'échange d'information entre l'administration municipale et les entités sociales, civiques, éducatives.*

*Promouvoir la connexion et l'échange transversal entre les différentes structures municipales et les différentes initiatives citoyennes.*

*Échanger les points de vue entre citoyens et employés de la municipalité pour générer empathie, mieux se comprendre, penser à partir des questions communes qui affectent tout le monde et créer une nouvelle culture du public, plus ouverte, transversale, commune."*

On peut alors citer le projet de Luis Carlos Luengo, agent de l'environnement à la mairie de Madrid, travaillant au *Parque Retiro*, le parc le plus célèbre de la capitale et membre d'une association de jardins dans le district de Carabanchel. Celui-ci propose de réinstaurer "la fête des arbres" à Madrid en proposant des jeux, activités et ateliers à développer dans les parcs et sensibiliser tout particulièrement les enfants à cette approche.

Il y aussi le projet de l'association "Esta es una plaza", association qui a transformé une parcelle abandonnée depuis 2013 en un jardin communautaire autogéré. Elle souhaite étendre cette idée de "jardin partagé" qui permet de créer à la fois un noeud de connexion entre voisins et permet une liberté de créativité dans la construction d'espaces plus hétérogènes au coeur de la ville. Enfin, on peut évoquer le projet "d'initiative de fête métropolitaine madrilène", un projet de Massimiliano Casu, Rubén Coll et Vanessa Viloria qui souhaitent simplifier les procédures légales d'organisation de "fêtes entre voisins" dans la capitale, fabriquer une stratégie pour stimuler ce genre de rencontre et créer une plateforme qui puisse réunir toutes les réunions culturelles entre voisins. Ces trois exemples proposent des stratégies déjà évoquées et expérimentées dans les laboratoires citoyens autogérés ; les propositions semblent mettre en avant une volonté d'extension de ces initiatives de quartier pour les expérimenter et les insérer dans une stratégie globale des espaces publics de Madrid.

Dans la continuité, afin d'encourager les laboratoires citoyens, la nouvelle municipalité, au travers du responsable de la Coordination Territoriale et des associations, Nacho Nargui, tente de répondre à ces nombreuses demandes de mise à disposition de l'espace public. Depuis 2015, une mission est lancée afin de créer un plan de cession des espaces municipaux pour les mettre à disposition des

associations au travers d'un contrat établi avec la mairie. Le catalogue à établir a pour but de mettre en évidence les bâtiments pouvant accueillir les associations de manière légale. Mais cette mission doit également gérer la longue liste d'attente des associations voulant accéder à ces espaces municipaux vacants. Aujourd'hui, plus de mille associations sont en attente d'un local dans la capitale. Cette situation entraîne alors des occupations illégales, comme c'est actuellement le cas pour le *Patio Maravillas* installé dans la *Ingobernable*. Cependant la municipalité tente de coopérer avec ces lieux autogérés mais comme le souligne Héloïse Nez, "certaines promesses de campagne comme [...] l'arrêt de projets urbanistiques d'ampleur sont difficiles à tenir du fait des engagements pris auprès des entreprises." <sup>3</sup> Ainsi, Manuela Carmena, en tant qu'ex-juge, tente de faire appliquer la loi afin de maintenir une transparence dans tout projet urbain, quel qu'il soit. Depuis 2015, ; *Ahora Madrid !* souhaite établir une réelle communication avec ses citoyens en imaginant une nouvelle politique locale, en transformant la mairie, en un lieu institutionnel, comme le laboratoire urbain "institutionnel" mais complémentaire aux laboratoires urbains citoyens. Peut-on enfin dire que le madrilène, criant sur la place publique son indignation en 2011, est aujourd'hui un madrilène proposant sur la place publique sa participation ?

Dans un premier temps le mouvement du 15-M semble apparaître de manière “clignotante” au coeur de la capitale espagnole en réactivant la mémoire du “lieux-événement” qu’est la *Puerta del Sol* en mai 2011. On comprend alors que la place centrale n’est plus le lieu où il faut regarder l’actualité et l’évolution de l’indignation citoyenne. Cependant on y voit émerger l’indignation institutionnelle au travers du Parti Politique *Podemos* qui s’empare alors de la place, symbolique de la démocratie participative, comme lieu de meeting en 2014 ou encore comme lieu de contestation contre le gouvernement de Mariano Rajoy en mai 2017. Cette soudaine “verticalité” de la place propulse la capitale à une échelle nationale, échelle qui ne semble pas répondre aux attentes premières des indignés. Ils l’ont déjà dit en 2011, ils n’attendent pas que la crise passe pour que le gouvernement agisse. Alors ils n’attendent pas non plus les résultats des élections législatives (en décembre 2015, puis juin 2016), combat mené par le leader de *Podemos*, Pablo Iglesias, pour agir. Les indignés sont retournés dans leurs quartiers et agissent à l’échelle locale, à défaut de pouvoir participer activement à l’échelle nationale.

Depuis 2010-2011, les citoyens madrilènes fabriquent un gigantesque laboratoire urbain au travers de collectifs et d’associations de quartiers en transformant les espaces délaissés par la municipalité et par la crise en lieux collectifs, autogérés. Ces nouvelles interventions urbaines, faites par et pour le madrilène répondent à des besoins immédiats. Les citoyens fabriquent ainsi la ville au quotidien au travers d’une échelle locale, d’une échelle du quartier. Ces non-professionnels et non-experts de la politique de la ville et de la fabrication de la ville prouvent qu’ils ont les capacités de proposer, d’innover et d’améliorer cette dernière. C’est pourquoi, lorsque Manuela Carmena est élue maire de Madrid, elle n’hésite pas à faire appel à l’expérience collective des madrilènes pour amplifier le projet de la ville laboratoire. Aujourd’hui, deux ans après l’investiture de la nouvelle maire de Madrid, rien n’est abouti, mais les récentes expérimentations mettent fin à la cristallisation de vingt-quatre années de mutisme municipal concernant la fabrication de la ville. Ces réussites ont d’ailleurs été félicitées par le Parti Politique *Podemos* qui, après son échec aux élections législatives, tente de

“s’appuyer sur l’effet de démonstration de cette gestion locale” :

*“Dans chaque mairie du changement, nous démontrons, au jour le jour, que nous sommes prêts à affronter le défi de gouverner de manière cohérente et fiable.”<sup>1</sup>*

Cette récupération politique de *Podemos*, Manuela Carmena tente de l’éviter, car si la maire arrive à installer une relation de confiance avec ses concitoyens, ce n’est pas encore le cas de *Podemos*, critiqué vivement pour sa ressemblance grandissante avec les autres partis politiques traditionnels. L’institutionnalisation de l’indignation est à double tranchant et semble préférer l’échelle municipale. Des millions de citoyens expérimentent actuellement une démocratie active au sein de la capitale espagnole, mais aussi dans quatre capitales régionales (Barcelone, Saragosse, La Corogne et Cadix). Il paraît donc possible de parier sur “l’hypothèse municipale en somme, qui est depuis 2015, peut-être la voie de contestation la plus convaincante. Où forger un nouvel imaginaire politique. Où passer d’un processus destituant à un processus constituant. Où fabriquer les instruments de la reprise du pouvoir politique.”<sup>2</sup>

1. Nez Héloïse, “¿Qué podemos? Un parti en puissance”, La vie des idées, Essais et débats, 11 avril 2017, p.6

2. Lamant Ludovic, “Squatter le pouvoir - Les mairies rebelles d’Espagne de Ludovic Lamant”, Lux Éditeur, 3 novembre 2016.

## LIVRES

- Carmena Manuela**, *Parce que les choses peuvent être différentes*. Montpellier. Editions Indigène, 2016, 157 p.
- Guiton Amaelle**, *Hackers au coeur de la résistance numérique*. Vauvert. Editions Au diable Vauvert, 2013, 245 p.
- Harvey David**, *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris. Editions Amsterdam, 2011. 93 p.
- Harvey David**, *Villes Rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*. Paris. Editions Buchet.Chastel, 2015, 296 p.
- Hessel Stéphane**, *Indignez-vous !* Montpellier. Editions Indigène, 2010, 29 p.
- Lussault Michel**, *L'avènement du monde : essai sur l'habitation humaine de la terre*. Paris. Editions du Seuil, 2013, 296 p.
- Lussault Michel**, *Hyper-lieux : les nouvelles géographies de la mondialisation*. Paris. Editions du Seuil, 2017, 320 p.
- Nez Héloïse**, *Podemos : de l'indignation aux élections*. Paris. Editions Les petits matins, 2015, 253 p.
- Ramírez Blanco Julia**, *Utopías artísticas de revuelta : Claremont Road, Reclaim the streets, la Ciudad del Sol*. Madrid. Editions Cuadernos Arte Cátedra, 312 p.
- # Indignés ! : d'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*. Paris. Editions Zones, 2012, 172 p.

## CHRONOLOGIE DES ARTICLES D'ACTUALITÉS

## 2012

- Ippolita**, "Hacktivisme numérique ?", *Réfractations*, 2012, n°29, p.133-145  
<https://inventin.lautre.net/livres/ippolita-hacktivisme-numerique.pdf>  
 [consulté le 060617]
- Lary Marion, Jerez-Erschoff Antonia**, "15-M, un an après", *Vacarme*, 2012/3, n° 60, p.128-131  
[https://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=VACA\\_060\\_0128](https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=VACA_060_0128)  
 [consulté le 180516]
- Muñoz Lopera John Mario**, "Los indignados del 15-M. Nuevas formas de resistencia ciudadana", *Boletín de Antropología*, vol.26, n°43, 2012, Universidad de Antioquia, p. 239-252  
[http://bibliotecadigital.udea.edu.co/bitstream/10495/2787/1/MunozJoh\\_indignados15formasresistenciaciudadana.pdf](http://bibliotecadigital.udea.edu.co/bitstream/10495/2787/1/MunozJoh_indignados15formasresistenciaciudadana.pdf)  
 [consulté le 060617]
- Nez Héloïse**, "Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid", *Participations*, 2012/3, n°4, p.79-102  
<http://www.cairn.info/revue-participations-2012-3-page-79.htm> [consulté le 160216]
- Fernandez Maeso Marta**, "La Tabacalera se reinventa...de nuevo", *El País*, 27 septembre 2012  
[http://ccaa.elpais.com/ccaa/2012/09/27/madrid/1348700148\\_311577.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2012/09/27/madrid/1348700148_311577.html)  
 [consulté le 060617]

2013

**Baron Nacima**, “*Puerta del Sol versus les indignés. Une lecture de la crise espagnole au prisme de l'espace public*”, Urbanités, novembre 2013, Crises en ville - Villes en crise, n°2  
<http://www.revue-urbanites.fr/puerta-del-sol-versus-les-indignes-une-lecture-de-la-crise-espagnole-au-prisme-de-l'espace-public/>  
[consulté le 160216]

**Delorme Robin**, “*Espagne: que deviennent les indignés du 15 mai ?*”, Le Huffington post. 23 novembre 2013  
[http://www.huffingtonpost.fr/2013/11/23/espagne-indignes-15-mai\\_n\\_4323961.html](http://www.huffingtonpost.fr/2013/11/23/espagne-indignes-15-mai_n_4323961.html)  
[consulté le 130417]

**Grueso Stéphane**, “*Cumpleaños feliz, 15M !*”, Eldiario.es, 11 mai 2013  
[http://www.eldiario.es/interferencias/INTERFERENCIA-15M-aniversario\\_6\\_131296879.html](http://www.eldiario.es/interferencias/INTERFERENCIA-15M-aniversario_6_131296879.html)  
[consulté le 180516]

**González Bailon Sandra**, “*15M, ¿nos vemos en las redes ?*”, Eldiario.es, 14 mai 2013  
[http://www.eldiario.es/piedrasdepapel/vemos-redes-sociales\\_6\\_132346779.html](http://www.eldiario.es/piedrasdepapel/vemos-redes-sociales_6_132346779.html)  
[consulté le 180516]

2015

**Huerdo Moreno Cristal**, “*L’Espagne, laboratoire de la répression*”, La Revue nouvelle, 2015, n°3  
<http://www.revuenouvelle.be/Espagne-l-infinie-transition>  
[consulté le 010517]

**Huerdo Moreno Cristal**, “*Espagne, l’infinie transition?*”, La Revue nouvelle, 2015, n°7  
<http://www.revuenouvelle.be/Espagne-l-infinie-transition>  
[consulté le 010517]

**V Alba**, “*Cómo fue la manifestación de hologramas contra las leyes mordaza*”, No somos delito, 14 avril 2015  
<http://nosomosdelito.net/articulo/2015/04/14/como-fue-la-manifestacion-de-hologramas-contra-las-leyes-mordaza>  
[consulté le 130517]

**Lamant Ludovic**, “*La juge Carmena, 71 ans, se lance en politique pour ravir Madrid à la droite*”, Mediapart, 21 mai 2015  
<https://www.mediapart.fr/journal/international/210515/la-juge-carmena-71-ans-se-lance-en-politique-pour-ravir-madrid-la-droite?onglet=full>  
[consulté le 060617]

**Kourliandsky Jean-Jacques**, “*Elections en Espagne: 24 mai 2015, journée des dupes?*”, Le Huffington Post, 26 mai 2015.  
[http://www.huffingtonpost.fr/jeanjacques-kourliandsky/elections-en-espagne-24-mai\\_7440906.html](http://www.huffingtonpost.fr/jeanjacques-kourliandsky/elections-en-espagne-24-mai_7440906.html)  
[consulté le 130417]

**Morel Sandrine**, “*Manuela Carmena et Ada Calau, deux indignées maires de Madrid et Barcelone*”, Le Monde, 11 juin 2015.  
[http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/06/11/la-juge-et-l-activiste\\_4651518\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/06/11/la-juge-et-l-activiste_4651518_3214.html)  
[consulté le 250417]

**Meyer Luis**, “*Desalojado el Patio Maravillas, una de las cunas de Podemos en Madrid*”, El País, 11 juin 2015 [http://politica.elpais.com/politica/2015/06/11/actualidad/1434008851\\_786642.html](http://politica.elpais.com/politica/2015/06/11/actualidad/1434008851_786642.html)

“*Doce razones por las que el Patio Maravillas es importante*”, Diagonal, 11 juin 2015  
<https://www.diagonalperiodico.net/movimientos/27019-la-importancia-del-patio-maravillas-doce-puntos.html>  
[consulté le 060617]

**AFP**, “*Ahora Madrid, ou comment des indignés ont conquis Madrid*”, Le Parisien 12 juin 2015  
<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/ahora-madrid-ou-comment-des-indignes-ont-conquis-madrid-12-06-2015-4856807.php>  
[consulté le 060617]

**Ricard Alexia**, “*Ley Mordaza, elle rentre en vigueur aujourd’hui, mais qu’est-ce qu’elle dit ?*”, Le petit journal, 1er juillet 2015  
<http://www.lepetitjournal.com/madrid/accueil/actualite-espagne/219835-ley-mordaza-elle-rentre-en-vigueur-aujourd-hui-mais-qu-est-ce-qu-elle-dit>  
[consulté le 010517]

**Esteban Pablo**, “*El movimiento del 15-M tendrá una placa de homenaje en la Puerta del Sol*”, El Confidencial, 30 novembre 2015  
[http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2015-11-30/el-movimiento-15-m-tendra-una-placa-de-homenaje-en-la-puerta-del-sol\\_1110521/](http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2015-11-30/el-movimiento-15-m-tendra-una-placa-de-homenaje-en-la-puerta-del-sol_1110521/)  
[consulté le 050517]

**Rivas Tatiana**, “*Carmena pondrá una placa en honor al 15-M en Sol*”, ABC, 30 novembre 2015  
[http://www.abc.es/espana/madrid/abci-carmena-pondra-placa-honor-15-m-201511301933\\_noticia.html](http://www.abc.es/espana/madrid/abci-carmena-pondra-placa-honor-15-m-201511301933_noticia.html)  
[consulté le 050517]

2016

**Besson Raphaël**, “*Les laboratoires citoyens madriléens: la fabrique des communs urbains*”, Urbanews, 11 janvier 2016  
<https://www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenes-fabrique-communs-urbains/>  
[consulté le 160216]

**Pérez Eduardo & Serna Carmen**, “*Mapa de las calles ‘franquistas’ de Madrid*”, El Mundo, 10 février 2016 <http://www.elmundo.es/grafico/madrid/2015/07/09/559c3099ca4741e7088b459f.html>  
[consulté le 100516]

**Musseau François**, “*Madrid à la croisée des chemins avec son passé franquiste*”, Libération, 12 février 2016  
[http://www.liberation.fr/planete/2016/02/12/madrid-a-la-croisee-des-chemins-avec-son-passe-franquiste\\_1432909](http://www.liberation.fr/planete/2016/02/12/madrid-a-la-croisee-des-chemins-avec-son-passe-franquiste_1432909)  
[consulté le 260417]

**Monier Hugo**, “*Les cercles ne veulent plus tourner en rond*”, El madrileño, 4 mars 2016  
<http://elmadrileo.cfjlab.fr/jvisuel/les-cercles-citoyens-cherchent-leur-place/>  
[consulté le 140417]

**Morel Sandrine**, “*Les fantômes de Franco hantent encore Madrid*”, Le Monde, 17 mars 2016  
[http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/03/17/les-fantomes-de-franco-hantent-encore-madrid\\_4885150\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/03/17/les-fantomes-de-franco-hantent-encore-madrid_4885150_3232.html)  
[consulté le 050517]

**Angelo (D’) Robin**, “*Les indignés espagnols débarquent à Nuit Debout*”, Street Press, 15 avril 2016  
<https://www.streetpress.com/sujet/1460743165-les-indignes-espagnols-debarquent-nuit-debout>  
[consulté le 180517]

**Gil Andrés**, “*Dormíamos, despertamos: la inscripción del 15M que se perderá el quinto aniversario de la acampada*”, Eldiarios.es, 4 mai 2016  
[http://www.eldiario.es/madrid/Dormiamos-despertamos-inscripcion-llegara-Sol\\_0\\_512348903.html](http://www.eldiario.es/madrid/Dormiamos-despertamos-inscripcion-llegara-Sol_0_512348903.html)  
[consulté le 050517]

**Belver Marta**, “*La placa de homenaje al 15-M no llegará a tiempo a Sol por lentitud burocrática*”, El Mundo, 12 mai 2016  
<http://www.elmundo.es/madrid/2016/05/12/57346facc47411c328b4661.html>  
[consulté le 050517]

**Musseau François**, “*Esprit du 15 mai, es-tu (toujours) là?*”, Libération, 11 mai 2016  
[http://www.liberation.fr/planete/2016/05/11/esprit-du-15-mai-es-tu-toujours-la\\_1451986](http://www.liberation.fr/planete/2016/05/11/esprit-du-15-mai-es-tu-toujours-la_1451986)  
[consulté le 130417]

**Burgos Carmen**, “*Pablo Soto: « Queremos convertir a Madrid en referencia mundial de participación ciudadana »*”, El Asombrario & Co, 25 mai 2015  
<http://elasombrario.com/pablo-soto-queremos-convertir-madrid-referencia-mundial-participacion-ciudadana/>  
[consulté le 050617]

**Rahal Sophie**, “Manuela Carmena, la maire de Madrid qui ébranle la politique”, Télérama, 24 septembre 2016  
<http://www.telerama.fr/idees/manuela-carmena-la-maire-de-madrid-qui-ebbranle-la-politique,147762.php>  
[consulté le 170517]

**Petillon Catherine**, “Lawrence Lessig : «La segmentation du monde que provoque Internet est dévastatrice pour la démocratie””, France Culture, 22 décembre 2016  
<https://www.franceculture.fr/numerique/lawrence-lessig-la-segmentation-du-monde-que-provoque-internet-est-devastatrice-pour-la> [consulté le 180517]

2017

**Belver Marta**, “El nuevo polideportivo de la cebada se inaugurará en 2019”, El Mundo, 17 janvier 2017  
<http://www.elmundo.es/madrid/2017/01/17/587e04a3ca474132638b462d.html>  
[consulté le 300517]

**Morel Sandrine**, “En Espagne, Pablo Iglesias impose à Podemos sa ligne radicale”, Le Monde, 12 février 2017.  
[http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/12/en-espagne-pablo-iglesias-renforce-sa-mainmise-sur-podemos\\_5078607\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/12/en-espagne-pablo-iglesias-renforce-sa-mainmise-sur-podemos_5078607_3214.html)  
[consulté le 280217]

**Font Joan**, “Madrid vota. La Consulta sobre la reforma de la Plaza de España o la Gran Vía es una fuerte apuesta por la participación”, El País, 16 février 2017  
[http://elpais.com/elpais/2017/02/15/opinion/1487179241\\_071770.html](http://elpais.com/elpais/2017/02/15/opinion/1487179241_071770.html)  
[consulté le 020617]

**Roudaut Félix**, “Jean-Luc Mélenchon: ce qu'il faut retenir du meeting à Marseille”, RTL, 9 avril 2017  
<http://www.rtl.fr/actu/politique/jean-luc-melenchon-ce-qu-il-faut-retenir-du-meeting-a-marseille-7788041909>  
[consulté le 240417]

**Nez Héloïse**, “¿ Qué podemos ? Un parti en puissance”, La vie des idées, Essais et débats, 11 avril 2017.  
<http://www.laviedesidees.fr/Que-podemos.html>  
[consulté le 070517]

**Rosa Isaac**, “El tramabús, una idea genial para...2011”, Eldiario.es, 17 avril 2017  
[http://www.eldiario.es/zonacritica/tramabus\\_Podemos\\_6\\_634196607.html](http://www.eldiario.es/zonacritica/tramabus_Podemos_6_634196607.html)  
[consulté le 110517]

**Abad Liñan José Manuel**, “Los españoles que más protestan y los que menos”, El país, 17 avril 2017  
[http://politica.elpais.com/politica/2017/04/14/actualidad/1492185621\\_871646.html](http://politica.elpais.com/politica/2017/04/14/actualidad/1492185621_871646.html)  
[consulté le 110517]

**Salvado Nico**, “Podemos veut tenter de faire tomber le gouvernement espagnol”, Equinox, 27 avril 2017  
<http://www.equinoxmagazine.fr/2017/04/27/podemos-va-tenter-de-faire-tomber-gouvernement-espagnol/>  
[consulté le 240517]

**Di Nanni Roberta**, “Madrid escucha a la « ciudad insurgente » e imprevista”, Medialab Prado, mai 2017  
<http://medialab-prado.es/article/ciudad-insurgente-e-imprevista>  
[consulté le 050617]

**Riaño Peio**, “Carolina León: Me siento estafada por Manuela Carmena”, El Español, 02 mai 2017  
[http://www.lespanol.com/cultura/libros/20170501/212728996\\_0.html](http://www.lespanol.com/cultura/libros/20170501/212728996_0.html)  
[consulté le 060617]

“Carmena indica sobre ‘La Ingovernable’ que el Ayuntamiento actuará « conforme a lo que dice la ley »”, El Mundo, 9 mai 2017  
<http://www.elmundo.es/madrid/2017/05/09/5911a8a3268e3eb3018b45b5.html>  
[consulté le 250517]

**Gil Ivan**, “Carmena declara la guerra a los ‘okupas’ de su Gobierno en pleno debate por la sucesión”, El Confidencial, 10 mai 2017  
[http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2017-05-10/carmena-guerra-okupas-ahora-madrid-sucesion\\_1379978/](http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2017-05-10/carmena-guerra-okupas-ahora-madrid-sucesion_1379978/)  
[consulté le 060617]

**Pais Beiro Mario**, “Poca afluencia en la manifestación para conmemorar los seis años del 15M”, Eldiario.es, 14 mai 2017  
[http://www.eldiario.es/politica/Poca-afluencia-manifestacion-conmemorar-anos\\_0\\_643586032.html](http://www.eldiario.es/politica/Poca-afluencia-manifestacion-conmemorar-anos_0_643586032.html)  
[consulté le 140517]

**Vargas Jairo**, “Centro Social « La Ingovernable » exige a Carmena que rescinda la actual cesión del edificio ocupado”, Público, 18 mai 2017  
<http://www.publico.es/sociedad/ingovernable-exige-carmena-rescinda-cesion.html>  
[consulté le 250517]

**Muro Miriam**, “Podemos no llena la Puerta de Sol en su intento de mostrar el apoyo de la «calle» a su moción”, Libertad Digital, 20 mai 2017  
<http://www.libertaddigital.com/espana/2017-05-20/podemos-no-llena-la-puerta-de-sol-en-su-intento-de-mostrar-el-apoyo-de-la-calle-a-su-mocion-1276599425/>  
[consulté le 240517]

#### SITES INTERNET

<http://madrid15m.org/>  
<https://conoce.ahoramadrid.org/>  
<https://decide.madrid.es/>  
<https://www.facebook.com/SpanishRevolution/?fref=ts>  
<https://www.facebook.com/manuela.carmena.castrillo/?fref=ts>  
<https://www.facebook.com/estaesunaplaza/?fref=ts>  
<https://www.facebook.com/acampadasol/>  
<https://www.facebook.com/campodecebada/>

<https://www.boe.es/>  
Ley Orgánica 4/2015 de protección de la seguridad ciudadana, Boletín Oficial del Estado, n°77, 31 mars 2015  
[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2015-3442)  
Ley 52/2007, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes apadecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura, Boletín Oficial del Estado, n°310, 27 décembre 2007  
<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-22296>

#### RADIO

**Foucault Michel**, “Cette masse complexe de chose qui ont été dites dans une culture”, Archive Les Matinées de France Culture du 2 mai 1969, France Culture, 18 septembre 2015, 1h05  
<https://www.franceculture.fr/michel-foucault-larchive-cette-masse-complexe-de-choses-qui-ont-ete-dites-dans-une-culture>

**Lussault Michel**, “Mondialisation: du non lieu à l'hyper-lieu”, La Grande Table, France Culture, 01 février 2017, 34 min  
<https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/mondialisation-du-non-lieu-lhyper-lieu>

## FILMS & VIDEOS

**Ahora Madrid**, "El Ayuntamiento de Madrid cambia 52 calles en aplicación de la Ley de Memoria Histórica", 28 avril 2017, 2 min  
<https://www.youtube.com/watch?v=1JziQAfFZ4A>

**Mediapart**, "Manuela Carmena, maire de Madrid : Parce que les choses peuvent être différentes", Interview, 17 septembre 2016, 30 min  
<https://youtu.be/uoicBRY2Axw>

**La Tuerka**, "Pablo Iglesias con Manuela Carmena", Interview, 14 mars 2015, 33 min  
<https://www.youtube.com/watch?v=ZNjqQY2HKzk>

**PP Ayuntamiento de Madrid**, "Aguirre se planta: ¿Qué iniciativa de Carmena ha mejorado en algo la vida de los madrileños?", 26 avril 2016, 11 min  
<https://www.youtube.com/watch?list=PLzGAPClzWEGZCesADO9zWoe2c1ngfeyK&v=8TuotEZlCk4>

**No somos delito**, "Manifiesto No Somos Delito", 14 avril 2015, 1min36  
<https://www.youtube.com/watch?v=kgD4Qi2eEUA>

**No somos delito**, "Manifestación de hologramas contra la Ley Mordaza", 14 avril 2015, 2min11  
<https://www.youtube.com/watch?v=QnT-Az3kKIY>

**Gatli Tony**, "Indignez Vous !" (d'après l'ouvrage de Stéphane Hessel), documentaire, Arte, 2011, 01h22min  
<http://www.mediatheque-numerique.com/recherche?text=Indignez+vous>

**Twiggy Hirota, Alfonso Domingo, Andrés Linares, Daniel Quiñones**, "Dormíamos, Despertamos", documentaire, 2016  
<https://www.youtube.com/watch?v=3mn6WrAFYv4>

**Laborey Claire**, "Mainmise sur les villes", documentaire, Arte, 2015, 01h29min

## CONFÉRENCES-DÉBATS

**Rena Natacha**, "Un café con...Natacha Rena: cartografías indisciplinadas", Madrid, Medialab Prado, 19 février 2016  
<http://medialab-prado.es/article/cartografias-indisciplinadas>

**Les Géopolitiques de Nantes**, Audic. P, Asseh. B, Roelandt. N, Carrel. M, Kauer. M, "Les citoyens et la politique: désintérêt ou crise de confiance ? Les réponses des villes européennes", Nantes, Lieu Unique, 30 septembre 2016

**Donaire. G, Ferrero. R, Garcia Santesmases. A, Gaudichaud. F**, "Francia : Hay alternativas frente al « Gran centro » y a la ultraderecha ?", Madrid, Traficantes de Sueño, 17 mai 2017  
<https://www.traficantes.net/actividad/francia-%C2%BFhay-alternativas-frente-al-%E2%80%9Cgran-centro%E2%80%9D-y-la-ultraderecha>

## THÉÂTRE

**Granero Pedro**, "De mayo a junio", Madrid, Teatro del Barrio, 14 mai 2017

## INDEX DES FIGURES

Fig. 1 - "Nous dormions, on se réveille. La place est prise." © Juan Navarro Fernández-Pacheco  
<http://elcuadernodelamesacamilla.blogspot.fr/>

Fig. 2 - Plaque commémorative du 2 mai 1808 placé sur la Real Casa de Correos vu depuis la Puerta del sol © Alexandra Sagary

Fig. 3 - Toponymie franquiste dans les rues de Madrid © El Mundo  
<http://www.elmundo.es/grafico/madrid/2015/07/09/559c3099ca4741e7088b459f.html>

Fig. 4 - Manifestation contre la ley Mordaza - la loi Bâillon 30 juin 2015 à Madrid © Álvaro Minguito-Disopress  
[http://periodismohumano.com/files/2015/07/w-%C3%81lvaro-Minguito-Disopress-manifestaci%C3%B3n-Ley-Mordaza-30-Junio-de-2015-DSC\\_6022-copia.jpg](http://periodismohumano.com/files/2015/07/w-%C3%81lvaro-Minguito-Disopress-manifestaci%C3%B3n-Ley-Mordaza-30-Junio-de-2015-DSC_6022-copia.jpg)

Fig.7 - Mouvement 15M réunit sur la Plaza del sol © Álvaro Minguito  
<http://www.alvarominguito.net/webanterior/15M-en-Madrid.html>

Fig.8 - Tentes d'indignés installées sur la Plaza del Sol © Álvaro Minguito  
<http://www.alvarominguito.net/webanterior/La-comuna-de-Sol.html>

Fig.9 - Indigné filmant un policier essayant de l'évacuer de la manifestation © Álvaro Minguito  
<http://www.alvarominguito.net/webanterior/Ofelia-Nieto-29-resiste.html>

Fig.10 - Deux Indignés grimant sur un lampadaire de la Plaza del Sol © Álvaro Minguito  
<http://www.alvarominguito.net/webanterior/La-comuna-de-Sol.html>

Fig. 11 - Carte des amendes appliquées à la Ley Mordaza en Espagne © Nacho Valverde et Esteve Boix  
<http://ctxt.es/es/20150715/politica/1827/>

Fig. 12 - A Madrid, des hologrammes défilent pour le droit de manifester © Le Parisien  
<http://www.leparisien.fr/insolite/en-images-a-madrid-des-hologrammes-defilent-pour-le-droit-de-manifester-12-04-2015-4685789.php>

Fig. 13 - Les Députés de Podemos à Madrid © Libertad Digital  
<http://www.libertaddigital.com/espana/politica/2017-05-12/llega-la-ley-mordaza-de-podemos-los-funcionarios-podran-destruir-libros-que-crean-homofobos-1276598886/>

Fig.14 - Jeune fille bâillonnée et ligotée lors d'une manifestation contre la ley Mordaza © Álvaro Minguito

Fig.15 - Comparaison de la Puerta del Sol occupée entre 2011 et 2015 © Olmo Calvo (2011) & Pedro Armestre (2015)  
<http://blogs.lexpress.fr/chica-de-paris/2012/05/14/15-m-la-revolte-des-indignados-un-an-apres/>  
[http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/espagne-des-milliers-de-personnes-dans-les-rues-de-madrid-a-l-appel-de-podemos\\_1646917.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/espagne-des-milliers-de-personnes-dans-les-rues-de-madrid-a-l-appel-de-podemos_1646917.html)

Fig.16 - Logo du parti politique Podemos © Sarah Bienzobas  
<https://magnet.xataka.com/why-so-serious/el-nuevo-logo-del-pp-no-es-el-mas-feo-de-la-historia-de-la-democracia-espanola>

Fig. 17 - Cartographie des cercles Podemos © Podemos  
<https://podemos.info/circulos/>

Fig. 18 - Campagne des indignés sur internet via #Spanish Revolution © Spanish Revolution

#Indignés! : d'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences. Paris. Editions Zones, 2012, p.82

Fig. 19 - Post de Spanish Revolution du 27.02.16 © Spanish Revolution

Fig. 20 - Post de acampadasol du 27.04.16 © acampadasol

Fig. 21 - Post de acampadasol du 09.05.16 © acampadasol

Fig. 22 - Journal madrid 15-M n°58 de mai 2017 © 15-M  
<http://madrid15m.org/numero-58/>

Fig. 23 - Selfie avec les Indignados à Madrid © Alexandra Sagary

Fig. 24 - Selfie avec les Indignados à Madrid © Alexandra Sagary

Fig.25 - Homme levant sa pancarte "Feliz cumpleaños 15-M" en mai 2017 à Madrid © Alexandra Sagary

Fig. 26 - Voltuan défilant aux côtés des indignés à Madrid © Álvaro Minguito  
<http://www.alvarominguito.net/webanterior/19J-en-Madrid-La-revolucion-en.html>

Fig. 27 - Post de Spanish Revolution du 08.05.16 © Spanish Revolution  
<http://tempsreel.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170421.OBS8346/melenchon-acheve-sa-campagne-en-appelant-a-une-europe-insoumise.html>

Fig.28 - Marisa Matias, Jean-Luc Mélenchon et Pablo Iglesias aux apéros Insoumis © Thibault Camus

Fig. 29 - "No nos vamos nos mudamos a tu conciencia" © Héloïse  
<http://www.fotospanishrevolution.org/viewsection.aspx?view=2&id=7c4be98d-1a2e-4a67-932f-9ce89c51377d>

Fig. 30 - Atlas des initiatives de quartiers de Madrid © Los Madriles  
<http://www.losmadriles.org/>

Fig. 31 - Organisation du campement de la "Ciudad del Sol" © inconnu - métropolitiques  
<http://www.metropolitiques.eu/La-prise-de-la-Puerta-del-Sol-a.html>

Fig. 32 - Campo de Cebada © Alexandra Sagary

Fig. 33 - "Isla Ciudad" au Campo de Cebada © EXYZT  
<http://www.exyzt.org/city-island/>

Fig.34 - Espace de stockage © Alexandra Sagary

Fig. 35 - Programmation publiée sur Facebook "El Gran Circo de Cebada" © Campo de Cebada

Fig.36 - Futur projet de centre sportif multi-sport © Municipalité de Madrid  
<http://www.madrid.es/UnidadesDescentralizadas/UDCMedios/noticias/2017/01Enero/17Martes/NotasdePrensa/Presntaci%C3%B3n%20La%20Cebada/ficheros/dossiercebada.pdf>

Fig.37 - Murs enceintes de la Tabacalera © Alexandra Sagary

Fig.38 - Affiche de l'Exposition "Un horizonte falso" du photographe Alberto García-alix © Alexandra Sagary

Fig.39 - Intérieur de l'Exposition "Un horizonte falso" dans la Tabacalera © Alexandra Sagary

Fig.40 - Portail coloré du centre autogéré la Tabacalera © Alexandra Sagary

Fig.41 - Intérieur du centre autogéré la Tabacalera © Alexandra Sagary

Fig.42 - Répétition de danse dans le centre autogéré la Tabacalera © Alexandra Sagary

Fig.43 - Façade du bâtiment occupé par l'Ingobernable © El Confidencial  
[http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2017-05-18/la-ingobernable-okupas-boicot-pp-ana-botella-ambasz\\_1384502/](http://www.elconfidencial.com/espana/madrid/2017-05-18/la-ingobernable-okupas-boicot-pp-ana-botella-ambasz_1384502/)

Fig. 44 - Entrée scellée du Patio Maravillas - calle del Pez © Alexandra Sagary

Fig. 45 - Patio Maravillas calle Divino Pastor à Madrid © Google Map  
[https://www.google.fr/maps/@40.4274192,-3.7027199,3a,75y,194.08h,89.54t/data=!3m7!1e1!3m5!1sCvXOWPrBd-MG0OoSVzI9eYA!2e0!6s%2F%2Fgeo.ggpht.com%2Fcbk%3Fpanoid%3DCvXOWPrBdMG0OoSVzI9eYA%26out-put%3Dthumbnail%26cb\\_client%3Dmaps\\_sv.tactile.gps%26thumb%3D2%26w%3D203%26h%3D100%26yaw%3D62.06235%26pitch%3D0%26thumbfov%3D100!7i13312!8i6656](https://www.google.fr/maps/@40.4274192,-3.7027199,3a,75y,194.08h,89.54t/data=!3m7!1e1!3m5!1sCvXOWPrBd-MG0OoSVzI9eYA!2e0!6s%2F%2Fgeo.ggpht.com%2Fcbk%3Fpanoid%3DCvXOWPrBdMG0OoSVzI9eYA%26out-put%3Dthumbnail%26cb_client%3Dmaps_sv.tactile.gps%26thumb%3D2%26w%3D203%26h%3D100%26yaw%3D62.06235%26pitch%3D0%26thumbfov%3D100!7i13312!8i6656)

Fig. 46 - Logo de la Ingobernable © La Ingobernable - Twitter  
[https://twitter.com/CS\\_Ingobernable](https://twitter.com/CS_Ingobernable)

Fig. 47 - Esperanza Aguirre rendant son vote à la séance plénière d'investiture de la municipalité de Madrid quelques minutes avant que Manuela Carmena celle qui préside soit élue maire de Madrid en juin 2015 © Juan Zarza  
<http://www.juanzarza.com/works/>

Fig. 48 - Affiche de campagne "catwoman" de Manuela Carmena © Movimiento de Liberación Gráfica  
[https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page_internal)

Fig.49 - Affiche de campagne © Movimiento de Liberación Gráfica  
[https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page_internal)

Fig.50 - Affiche de campagne © Movimiento de Liberación Gráfica  
[https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/MLGM-Movimiento-de-Liberaci%C3%B3n-Gr%C3%A1fica-Madrid-663597840432462/photos/?ref=page_internal)

Fig. 51 - *Pleno Abierto*. Campagne de la municipalité pour les portes ouvertes © Madrid  
<http://www.grupoppmadrid.es/esperanza-aguirre-acusa-al-15m-de-privatizar-la-puerta-del-sol/>

Fig. 52 - *Vota Sí o No*. Campagne de la municipalité pour le référendum © Madrid  
<http://www.madrid.es/portales/munimadrid/es/Inicio/Actualidad/Noticias/Vota-si-vota-no-Haz-historia-Decide-Madrid?vgnextfmt=default&vgnextoid=0f0e80b2839f9510VgnVCM1000001d4a900aRCRD&vgnnextchannel=a12149fa40ec9410VgnVCM100000171f5a0aRCRD>

## REMERCIEMENT

---

Suite à ces deux années de recherches, de découvertes spatiales, d'écriture, d'échanges, de rencontres, il est important pour moi de remercier ces personnes qui ont été des moteurs de pensées et d'encouragements.

Merci à Laurent Devisme pour ses précieux conseils, pour ses encouragements et ses pertinentes suggestions dans mes lectures et mon écriture.

Merci aux professeurs et élèves du studio de projet Borderline qui m'ont permis de projeter mon mémoire à l'échelle nantaise et de développer une posture de recherche-action stimulante et enrichissante.

Merci à mes amis d'Espagne, Federico & Roberto pour leur accueil à chaque fois chaleureux dans leur maison lors de mes excursions madrilènes.

Merci à mes amis nantais pour leur écoute, leur soutien, leurs conseils et leur présence.

Merci à mes parents pour leur soutien indispensable depuis mes débuts à l'ENSA de Nantes.

Merci à ma mère pour ses relectures attentives, sa patience, son écoute et son intérêt dans la production de ce mémoire.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR DE NANTES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR